

**Compagnie Générale de Géophysique - Veritas SA**

**(CGGVeritas)**

Exercice clos le 31 décembre 2011

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**MAZARS**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG et Autres**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Compagnie Générale de Géophysique - Veritas SA (CGGVeritas)**

Exercice clos le 31 décembre 2011

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CGGVeritas, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note I de l'annexe aux états financiers mentionne les jugements et les estimations significatifs retenus par votre groupe. Nous avons considéré, dans le cadre de notre audit, que ces jugements et estimations concernent principalement :

- les modalités d'amortissement et la réalisation de tests de perte de valeur des études « multi-clients » (immobilisations incorporelles) ;
- la réalisation de tests de perte de valeur des actifs non courants ;
- la reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de services « exclusifs » et « multi-clients » ;
- les provisions pour risques, charges et litiges ;
- la reconnaissance des impôts différés actifs.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, à revoir, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection les calculs effectués par votre groupe et à vérifier que les différentes notes aux états financiers fournissent une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 17 avril 2012.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres



Xavier Charton



Jean-Marc Deslandes



Philippe Diu



Nicolas Pfeuty

## COMPTES CONSOLIDES 2009-2010-2011

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 février 2012 et sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 10 mai 2012.

### BILAN CONSOLIDE

	Notes	31 décembre		
		2011	2010	2009
(montants en millions d'euros)				
<b>ACTIF</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	28	410,7	335,9	480,3
Clients et comptes rattachés .....	3	677,0	694,9	564,1
Stocks et travaux en cours .....	4	279,4	264,5	223,8
Créances d'impôt.....		92,3	85,1	66,3
Autres actifs courants .....	5	121,4	121,1	89,5
Actifs détenus en vue de la vente, nets .....	5	49,8	72,5	13,3
<b>Total actif courant .....</b>		<b>1 630,6</b>	<b>1 574,0</b>	<b>1 437,3</b>
Impôts différés actif.....	24	145,9	135,4	74,3
Participations et autres immobilisations financières.....	7	19,1	26,5	35,9
Sociétés mises en équivalence.....	8	100,2	73,4	99,0
Immobilisations corporelles, nettes .....	9	913,9	781,7	677,7
Immobilisations incorporelles, nettes .....	10	668,6	721,4	728,9
Ecarts d'acquisition des entités consolidées .....	11	2 077,6	2 012,0	1 868,1
<b>Total actif non-courant .....</b>		<b>3 925,3</b>	<b>3 750,4</b>	<b>3 483,9</b>
<b>TOTAL ACTIF .....</b>		<b>5 555,9</b>	<b>5 324,4</b>	<b>4 921,2</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>				
Concours bancaires court terme .....	13	4,6	4,5	2,7
Dettes financières — part court terme.....	13	49,9	74,5	113,5
Fournisseurs et comptes rattachés .....		298,6	295,5	179,8
Dettes sociales .....		143,5	109,3	118,5
Impôts sur les bénéfices à payer .....		123,5	62,1	42,5
Acomptes clients .....		39,4	24,8	23,8
Provisions — part court terme.....	16	26,8	41,8	40,2
Autres passifs courants .....	12	210,2	196,4	158,7
<b>Total passif courant.....</b>		<b>896,5</b>	<b>808,9</b>	<b>679,7</b>
Impôts différés passif .....	24	85,5	116,7	120,7
Provisions — part long terme.....	16	82,5	87,7	104,6
Dettes financières — part long terme .....	13	1 446,5	1 406,6	1 282,8
Autres passifs non-courants.....	17	38,5	34,6	31,9
<b>Total dettes et provisions non-courantes .....</b>		<b>1 653,0</b>	<b>1 645,6</b>	<b>1 540,0</b>
Capital social 252 094 165 actions autorisées et 151 861 932 actions émises au nominal de 0,40€ au 31 décembre 2011 .....	15	60,7	60,6	60,5
Primes d'émission et d'apport .....		1 970,1	1 967,9	1 965,9
Réserves .....		894,1	880,5	1 136,0
Titres d'autocontrôle .....		(13,8)	(13,8)	(13,5)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société-mère .....		(19,0)	(54,6)	(264,3)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres .....		(9,0)	(3,4)	0,9
Ecarts de conversion.....		55,8	(25,1)	(224,2)
<b>Total capitaux propres — attribuables aux actionnaires de la société-mère.....</b>		<b>2 938,9</b>	<b>2 812,1</b>	<b>2 661,3</b>
Participations ne donnant pas le contrôle .....		67,5	57,8	40,2
<b>Total capitaux propres .....</b>		<b>3 006,4</b>	<b>2 869,9</b>	<b>2 701,5</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES .....</b>		<b>5 555,9</b>	<b>5 324,4</b>	<b>4 921,2</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	31 décembre		
		2011	2010	2009
(montants en millions d'euros, excepté pour les données par action)				
Chiffre d'affaires .....	19	2 267,7	2 186,1	2 233,2
Autres produits des activités ordinaires .....	19	2,3	3,3	7,5
<b>Total produits des activités ordinaires .....</b>		<b>2 270,0</b>	<b>2 189,4</b>	<b>2 240,7</b>
Coût des ventes .....		(1 887,3)	(1 746,3)	(1 710,5)
<b>Marge brute .....</b>		<b>382,7</b>	<b>443,1</b>	<b>530,2</b>
Coûts nets de recherche et développement .....	20	(54,9)	(57,0)	(62,1)
Commerciaux et administratifs .....		(59,3)	(61,7)	(60,6)
Frais généraux .....		(145,1)	(168,4)	(182,7)
Autres produits et charges, nets .....	21	24,5	(88,8)	(167,8)
<b>Résultat d'exploitation avant dépréciation des écarts d'acquisition .....</b>	<b>19</b>	<b>147,9</b>	<b>67,2</b>	<b>57,0</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition .....	11	—	—	(217,6)
<b>Résultat d'exploitation .....</b>	<b>19</b>	<b>147,9</b>	<b>67,2</b>	<b>(160,6)</b>
Coût de l'endettement financier brut .....		(126,4)	(107,9)	(107,7)
Produits financiers sur la trésorerie .....		2,0	2,4	2,5
<b>Coût de l'endettement financier net .....</b>	<b>22</b>	<b>(124,4)</b>	<b>(105,5)</b>	<b>(105,2)</b>
Autres produits (charges) financiers .....	23	0,6	8,5	(11,2)
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées .....</b>		<b>24,1</b>	<b>(29,8)</b>	<b>(277,0)</b>
Impôts différés sur les variations de change .....		(3,3)	(6,6)	5,0
Autres impôts sur les bénéfices .....		(41,7)	(6,9)	4,8
<b>Impôt sur les bénéfices .....</b>	<b>24</b>	<b>(45,0)</b>	<b>(13,5)</b>	<b>9,8</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées .....</b>		<b>(20,9)</b>	<b>(43,3)</b>	<b>(267,2)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....		11,7	(0,7)	8,3
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé .....</b>		<b>(9,2)</b>	<b>(44,0)</b>	<b>(258,9)</b>
Attribué aux :				
Actionnaires .....		(19,0)	(54,6)	(264,3)
Participations ne donnant pas le contrôle .....		9,8	10,6	5,4
Nombre moyen pondéré d'actions émises .....	29	151 771 940	151 342 529	150 864 476
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options <sup>(1)</sup> .....	29	—	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites <sup>(1)</sup> .....	29	—	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles <sup>(1)</sup> .....	29	—	—	—
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif .....	29	151 771 940	151 342 529	150 864 476
<b>Résultat net par action (en euros)</b>				
Résultat net attribuable aux actionnaires				
— Base .....		(0,13)	(0,36)	(1,75)
— Dilué <sup>(1)</sup> .....		(0,13)	(0,36)	(1,75)

<sup>(1)</sup> Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif (augmentation du bénéfice net par action). Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

	31 décembre		
	2011	2010	2009
	(montants en millions d'euros)		
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>(9,2)</b>	<b>(44,0)</b>	<b>(258,9)</b>
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie.....	(3,6)	(0,9)	5,2
Impôts.....	<u>1,3</u>	<u>0,3</u>	<u>(1,8)</u>
<b>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie</b> .....	<b>(2,3)</b>	<b>(0,6)</b>	<b>3,4</b>
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite.....	(1,3)	—	(4,3)
Impôts.....	<u>0,5</u>	<u>—</u>	<u>1,5</u>
<b>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite</b> .....	<b>(0,8)</b>	<b>—</b>	<b>(2,8)</b>
<b>Variation de l'écart de conversion</b> .....	<b>85,1</b>	<b>201,1</b>	<b>(48,9)</b>
<b>Quote part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence, nette d'impôts</b> .....	<b>(3,3)</b>	<b>(3,7)</b>	<b>—</b>
<b>Autres éléments du résultat global consolidé, nets d'impôts</b> .....	<b>78,7</b>	<b>196,8</b>	<b>(48,3)</b>
<b>Etat du résultat global consolidé de la période</b> .....	<b><u>69,5</u></b>	<b><u>152,8</u></b>	<b><u>(307,2)</u></b>
<i>Attribué aux :</i>			
<i>Actionnaires de la société-mère</i> .....	55,5	140,2	(311,5)
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i> .....	14,0	12,6	4,3

Les autres éléments du résultat global consolidé ne seront pas reclassés au compte de résultat les exercices suivants.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<u>(montants en millions d'euros excepté les nombres d'actions)</u>	<u>Nombre d'actions émises</u>	<u>Capital social</u>	<u>Primes d'émission et d'apport</u>	<u>Réserves</u>	<u>Actions propres</u>	<u>Résultats directement enregistré en capitaux propres</u>	<u>Ecart de Conversion</u>	<u>Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère</u>	<u>Participation et ne donnant pas le contrôle</u>	<u>Total Capitaux propres</u>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	<u>150 617 709</u>	<u>60,2</u>	<u>1 964,7</u>	<u>1 132,2</u>	<u>(18,1)</u>	<u>(2,5)</u>	<u>(176,4)</u>	<u>2 960,1</u>	<u>38,5</u>	<u>2 998,6</u>
Augmentations de capital	528 885	0,3	1,2					1,5		1,5
Résultat net				(264,3)				(264,3)	5,4	(258,9)
Paielements fondés sur des actions				10,7				10,7	(2,6)	8,1
Actions propres					4,6			4,6		4,6
<b>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite<sup>(1)</sup></b>				(2,8)				(2,8)		(2,8)
<b>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie<sup>(2)</sup></b>						3,4		3,4		3,4
<b>Variation de l'écart de conversion<sup>(3)</sup></b>							(47,8)	(47,8)	(1,1)	(48,9)
Autres éléments du résultat étendu consolidé <sup>(1)+(2)+(3)</sup>				(2,8)	—	3,4	(47,8)	(47,2)	(1,1)	(48,3)
Variation de périmètre et autres				(4,1)				(4,1)		(4,1)
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<u>151 146 594</u>	<u>60,5</u>	<u>1 965,9</u>	<u>871,7</u>	<u>(13,5)</u>	<u>0,9</u>	<u>(224,2)</u>	<u>2 661,3</u>	<u>40,2</u>	<u>2 701,5</u>

<u>(montants en millions d'euros excepté les nombres d'actions)</u>	<u>Nombre d'actions émises</u>	<u>Capital social</u>	<u>Primes d'émission et d'apport</u>	<u>Réserves</u>	<u>Actions propres</u>	<u>Résultats directement enregistré en capitaux propres</u>	<u>Ecart de Conversion</u>	<u>Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère</u>	<u>Participations ne donnant pas le contrôle</u>	<u>Total Capitaux propres</u>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010.....	<u>151 146 594</u>	<u>60,5</u>	<u>1 965,9</u>	<u>871,7</u>	<u>(13,5)</u>	<u>0,9</u>	<u>(224,2)</u>	<u>2 661,3</u>	<u>40,2</u>	<u>2 701,5</u>
Augmentations de capital.....	359 515	0,1	2,0					2,1		2,1
Résultat net.....				(54,6)				(54,6)	10,6	(44,0)
Paielements fondés sur des actions.....				14,8				14,8	(3,0)	11,8
Actions propres.....				(2,3)	(0,3)			(2,6)		2,6
<b>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite<sup>(1)</sup></b> .....								—		—
<b>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie<sup>(2)</sup></b> .....						(4,3)		(4,3)		(4,3)
<b>Variation de l'écart de conversion<sup>(3)</sup></b> .....							199,1	199,1	2,0	201,1
Autres éléments du résultat étendu consolidé <sup>(1)+(2)+(3)</sup> .....					—	(4,3)	199,1	194,8	2,0	196,8
Variation de périmètre et autres.....				(3,7)				(3,7)	8,0	4,3
<b>Au 31 décembre 2010.....</b>	<u>151 506 109</u>	<u>60,6</u>	<u>1 967,9</u>	<u>825,9</u>	<u>(13,8)</u>	<u>(3,4)</u>	<u>(25,1)</u>	<u>2 812,1</u>	<u>57,8</u>	<u>2 869,9</u>



<u>(montants en millions d'euros excepté les nombres d'actions)</u>	<u>Nombre d'actions émises</u>	<u>Capital social</u>	<u>Primes d'émission et d'apport</u>	<u>Réserves</u>	<u>Actions propres</u>	<u>Résultats directement Enregistré en capitaux propres</u>	<u>Ecart de Conversion</u>	<u>Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère</u>	<u>Participations ne donnant pas le contrôle</u>	<u>Total Capitaux propres</u>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 .....	<u>151 506 109</u>	<u>60,6</u>	<u>1 967,9</u>	<u>825,9</u>	<u>(13,8)</u>	<u>(3,4)</u>	<u>(25,1)</u>	<u>2 812,1</u>	<u>57,8</u>	<u>2 869,9</u>
Augmentations de capital .....	355 823	0,1	2,2					2,3		2,3
Dividendes.....								—	(2,7)	(2,7)
Résultat net.....				(19,0)				(19,0)	9,8	(9,2)
Paiements fondés sur des actions .....				11,2				11,2		11,2
Actions propres .....								—		—
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite<sup>(1)</sup>.....</i>				(0,8)				(0,8)		(0,8)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie<sup>(2)</sup>.....</i>						(5,6)		(5,6)		(5,6)
<i>Variation de l'écart de conversion<sup>(3)</sup>.....</i>							80,9	80,9	4,2	85,1
Autres éléments du résultat étendu consolidé <sup>(1)+(2)+(3)</sup> .....				(0,8)		(5,6)	80,9	74,5	4,2	78,7
Emission d'obligations convertibles, net d'impôts différés .....				58,2				58,2		58,2
Variation de périmètre et autres .....				(0,4)				(0,4)	(1,6)	(2,0)
Au 31 décembre 2011 .....	<u>151 861 932</u>	<u>60,7</u>	<u>1 970,1</u>	<u>875,1</u>	<u>(13,8)</u>	<u>(9,0)</u>	<u>55,8</u>	<u>2 938,9</u>	<u>67,5</u>	<u>3 006,4</u>

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

	Notes	31 décembre		
		2011	2010	2009
		(en millions d'euros)		
<b>EXPLOITATION</b>				
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle) .....		(9,2)	(44,0)	(258,9)
Amortissements et dépréciations .....	28	244,9	238,0	523,0
Amortissements et dépréciations des études multi-clients.....	10, 28	203,3	276,2	289,3
Augmentation (diminution) des provisions .....		(15,3)	(19,7)	27,2
Charges liées aux stock-options .....		11,2	14,8	10,7
Plus ou moins-values de cessions d'actif.....		(16,8)	—	(0,3)
Résultat des mises en équivalence.....		(11,7)	0,7	(8,3)
Dividendes reçus .....		4,9	2,4	0,7
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie .....		(14,7)	(13,3)	(4,0)
<b>Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt .....</b>		<b>396,6</b>	<b>455,1</b>	<b>579,4</b>
Annulation du coût de la dette financière .....		124,4	105,5	105,2
Annulation de la charge d'impôt .....		45,0	13,5	(9,8)
<b>Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt .....</b>		<b>566,0</b>	<b>574,1</b>	<b>674,8</b>
Impôt décaissé .....		(67,4)	(73,2)	(74,2)
<b>Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....</b>		<b>498,6</b>	<b>500,9</b>	<b>600,6</b>
Variation des actifs et passifs circulants :				
— (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés .....		43,7	(69,0)	(95,7)
— (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....		(7,7)	(26,8)	59,4
— (augmentation) diminution des autres actifs circulants .....		30,3	(18,9)	22,4
— augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés .....		(9,3)	84,2	(121,5)
— augmentation (diminution) des autres passifs circulants .....		34,6	(9,5)	(33,5)
— impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	28	(8,8)	(10,9)	(6,3)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....</b>		<b>581,4</b>	<b>450,0</b>	<b>616,8</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations .....	9, 10	(260,7)	(210,4)	(170,1)
Investissements dans les études multi-clients.....	10	(163,3)	(219,3)	(229,3)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles .....		15,2	4,5	7,4
Plus ou moins-values sur immobilisations financières .....	28	9,3	4,5	—
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise.....	28	(7,6)	(0,5)	(84,2)
Effet des variations de périmètre .....		—	(1,7)	(1,7)
Variation des avances reçues.....		3,3	1,9	(0,5)
Variation des subventions d'investissement .....		—	0,1	(0,1)
Variation des autres actifs financiers non courants .....		1,5	2,3	(1,2)
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements.....</b>		<b>(402,3)</b>	<b>(418,6)</b>	<b>(479,7)</b>
<b>FINANCEMENT</b>				
Remboursement d'emprunts.....		(846,3)	(50,0)	(266,9)
Nouveaux emprunts.....		849,0	2,2	244,9
Paielement du principal des contrats de crédit-bail .....		(27,1)	(56,6)	(36,2)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....		—	1,5	(5,6)
Charges d'intérêts payés.....	28	(90,5)	(101,4)	(106,7)
<i>Augmentation de capital :</i>				
— par les actionnaires de la société-mère .....		2,3	2,1	1,5
— par les participations ne donnant pas le contrôle.....		—	—	—
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>				
— aux actionnaires.....		—	—	—
— aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées.....		(2,7)	(3,0)	(2,6)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle .....		—	(2,6)	4,6
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement.....</b>		<b>(115,3)</b>	<b>(207,8)</b>	<b>(167,0)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie.....		11,0	32,0	(6,7)
<b>Variation de trésorerie.....</b>		<b>74,8</b>	<b>(144,4)</b>	<b>(36,6)</b>
Trésorerie à l'ouverture .....	28	335,9	480,3	516,9
<b>Trésorerie à la clôture.....</b>	<b>28</b>	<b>410,7</b>	<b>335,9</b>	<b>480,3</b>

## NOTE 1 — PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE no 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont établis suivant les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards » (IFRS) et leurs interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne et applicables au 31 décembre 2011.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Le tableau suivant récapitule les hypothèses déterminantes pour les jugements et estimations présents dans les comptes de CGGVeritas :

<u>Note</u>	<u>Jugements et estimés</u>	<u>Hypothèses clés</u>
Note 2	Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Note 3	Caractère recouvrable des créances client	Estimation du risque de défaillance des clients
Notes 7 et 8	Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mise en équivalence
Note 10	Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études Durée d'utilité des études multi-clients
Note 10	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Note 11	Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique
Note 16	Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation (WACC) Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Note 16	Provisions pour risques, charges et litiges	Rendement attendu des actifs du régime Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
Note 19	Reconnaissance du revenu	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Note 20	Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Note 24	Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

### *Principaux principes comptables*

Les principaux principes comptables appliqués par le Groupe sont décrits de manière détaillée ci-dessous. Les principes comptables influent de manière importante sur la constitution des états financiers et des soldes de gestion du Groupe. Dès lors que la mise en œuvre de certains de ces principes relève pour partie d'une appréciation, leur application peut comprendre un degré d'incertitude.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendement d'IAS 32 — Classement des émissions de droits
- IFRIC 19 — Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres
- IAS 24 (Révisée) — Information relative aux parties liées
- Amendement d'IFRIC 14 — Paiement anticipé des exigences de financement minimal
- Améliorations annuelles 2008-2010 des IFRS (mai 2010)

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers présentés.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 :

- Amendement d'IFRS 7 — Informations à fournir : transferts d'actifs financiers — adopté par l'Union Européenne en novembre 2011 et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2012

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- Amendement d'IAS 12 — Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents
- IFRS 9 — Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers
- IFRS 10 — Etats financiers consolidés
- IFRS 11 — Partenariats
- IFRS 12 — Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IFRS 13 — Evaluation à la juste valeur
- Amendement d'IAS 28 — Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendement d'IAS 19 — Avantages du personnel
- Amendement d'IAS 1 — Présentation des états financiers — présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)
- Amendement d'IAS 32 et IFRS 7 — Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés.

Dans les états financiers présentés, l'application des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne ne diffère pas de l'application des normes et interprétations telles que publiées par l'IASB.

### ***1 — Méthodes de consolidation***

Nos états financiers incluent CGGVeritas et toutes ses filiales.

#### *Méthode de consolidation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date à laquelle le contrôle de la filiale est obtenu. Elles sont consolidées tant que le contrôle perdure. Les états financiers des filiales sont établis à la même date que la société-mère et selon des méthodes comptables uniformes. Les soldes, les transactions, les produits et les charges intra-groupe sont intégralement éliminés.

Le résultat global total est attribué aux propriétaires de la société-mère et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle. Les

modifications de la part d'intérêt d'une société-mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

En cas de perte du contrôle d'une filiale, nous :

- (a) décomptabilisons les actifs (y compris tout écart d'acquisition éventuel) et les passifs de la filiale à leur valeur comptable à la date de la perte du contrôle ;
- (b) décomptabilisons la valeur comptable de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'ancienne filiale à la date de la perte de contrôle (y compris tous les autres éléments du résultat global qui lui sont attribuables) ;
- (c) comptabilisons :
  - (i) la juste valeur de la contrepartie éventuellement reçue au titre de la transaction, de l'événement ou des circonstances qui ont abouti à la perte de contrôle ; et
  - (ii) si la transaction qui a abouti à la perte de contrôle implique une distribution de parts de la filiale à des propriétaires agissant en cette qualité, cette distribution ;
- (d) comptabilisons toute participation conservée dans l'ancienne filiale à sa juste valeur à la date de perte de contrôle ;
- (e) reclassons en résultat, ou transférons directement en résultats non distribués, la part de la société-mère dans les autres éléments du résultat global ;
- (f) comptabilisons toute différence qui en résulte au titre de profit ou de perte en résultat attribuable à la société-mère.

Nous utilisons la méthode de comptabilisation par mise en équivalence pour les filiales dans lesquelles nous avons une influence notable sur les décisions de politique financière et opérationnelle.

Le Groupe possède des participations dans des joint-ventures, c'est-à-dire des sociétés sous contrôle commun, dans lesquelles le contrôle économique est partagé en vertu d'un accord contractuel. Les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent alors le consentement unanime des partenaires. Nous comptabilisons les joint-ventures au travers de la méthode de mise en équivalence.

#### *Méthode de consolidation avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Certaines des méthodes mentionnées ci-dessus étaient appliquées précédemment par le Groupe. Cependant, les différences suivantes peuvent apparaître dans les consolidations effectuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- L'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, était comptabilisée en utilisant la « parent entity extension method » par laquelle la différence entre la contrepartie transférée et la valeur comptable de la part des actifs nets acquis était comptabilisée en écart d'acquisition.
- La cession de participation ne donnant pas le contrôle, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, était également comptabilisée en utilisant la « parent entity extension method » par laquelle la différence entre la contrepartie transférée et la valeur comptable des actifs nets cédés était comptabilisée au travers du compte de résultat.
- Lors de la perte du contrôle, l'investissement conservé dans l'entreprise associée était comptabilisé au prorata de la valeur de l'actif net à la date de la perte de contrôle. La valeur comptable de tels investissements n'a pas été réévaluée au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Toutes les transactions et comptes réciproques entre sociétés intégrées globalement sont éliminés en consolidation.

Les comptes consolidés sont établis en euros.

#### ***2 — Conversion des états financiers de certaines filiales françaises et des filiales étrangères et des opérations en devises***

Les comptes de toutes les filiales françaises du Groupe sont tenus en euros à l'exception de certaines filiales pour lesquelles les comptes sont tenus en dollar américain qui constitue la principale monnaie de l'environnement économique dans lequel ces sociétés opèrent.

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie locale, à l'exception des comptes des filiales pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est différente. Pour ces filiales, les comptes sont tenus en dollar américain qui constitue la principale monnaie de l'environnement économique dans lequel ces sociétés opèrent. Les écarts d'acquisition des filiales sont comptabilisés dans leur devise fonctionnelle.

Les bilans des sociétés françaises dont la monnaie n'est pas l'euro et des sociétés étrangères sont convertis en euro au cours de change de clôture et les comptes de résultat au taux moyen de l'année. Les différences de conversion qui en résultent sont enregistrées en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Pour les sociétés étrangères mises en équivalence, l'incidence des variations de change sur l'actif net est inscrite directement en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Les opérations en devises sont converties au cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires comptabilisés en devises étrangères sont revalorisés au cours de clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents qui en résultent sont enregistrés directement en compte de résultat.

### **3 — Regroupements d'entreprises**

#### *Regroupement d'entreprises après le 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Les coûts d'acquisition sont mesurés comme la somme de la juste valeur des actifs identifiables acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle. Pour chaque regroupement d'entreprise, nous évaluons toute participation ne donnant pas le contrôle détenue dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur, soit pour la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise à laquelle donnent droit ces titres représentant des droits de propriété actuels. Les coûts connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges sur les périodes durant lesquelles ils sont encourus.

Lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, nous réévaluons la participation détenue précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisons l'éventuel profit ou perte en résultat. Nous comptabilisons toute contrepartie éventuelle à sa juste valeur à la date de l'acquisition comme faisant partie de la contrepartie transférée en échange de l'entreprise acquise. Nous comptabilisons les changements de juste valeur de contreparties éventuelles classées comme un actif ou un passif comme des instruments financiers qui relèvent du champ d'application de IAS 39 ; ainsi, pour tout profit ou perte en résultant étant comptabilisé soit en résultat, soit en autres éléments du résultat global. Si la contrepartie éventuelle est classée en capitaux propres, celle-ci n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

L'écart d'acquisition à la date d'acquisition est évalué comme l'excédent du total de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle par rapport au solde net des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur du solde des actifs identifiables acquis et des passifs repris, la différence est constatée en résultat. Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est égal à sa valeur initiale minorée des pertes de valeurs cumulées constatées au cours des différents exercices. Afin d'effectuer des tests de perte de valeur, l'écart d'acquisition comptabilisé après un regroupement d'entreprise est alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités. Si l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et si le Groupe se sépare d'une activité incluse dans cette unité, l'écart d'acquisition lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de la cession et est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

#### *Regroupement d'entreprises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises étaient comptabilisés de la façon suivante :

Les coûts de transaction directement attribuables faisaient partie des coûts du regroupement d'entreprise. Les participations ne donnant pas le contrôle (précédemment appelées intérêts minoritaires) étaient calculées sur la base de leur quote-part de juste valeur des actifs et des passifs de l'entreprise acquise.

Les regroupements d'entreprises réalisés par étapes étaient comptabilisés en traitant séparément chaque transaction. Le coût de la transaction et les informations sur la juste valeur à la date de chaque transaction d'échange étaient utilisés pour déterminer le montant de l'écart d'acquisition associé à cette transaction.

Des ajustements ultérieurs du coût de regroupement d'entreprises dépendants d'événements futurs étaient comptabilisés si un accord existait, si les événements relatifs à cet ajustement étaient probables et si leurs montants pouvaient être déterminés de façon fiable. Les ajustements ainsi comptabilisés modifiaient la valeur des écarts d'acquisition comptabilisés lors du regroupement d'entreprise.

Dans le contexte d'un regroupement d'entreprises où il subsistait des participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'une Offre Publique Obligatoire, et où il pouvait être considéré qu'une option de vente des titres (put) ait été accordée aux participations ne donnant pas le contrôle, l'option de vente était reconnue en dettes financières à sa juste valeur.

#### 4 — *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

##### — *Etudes multi-clients*

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librarie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

*Préfinancements* — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

*Après-ventes* — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

*Après-ventes sur des contrats multi-blocs* — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du

support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

— *Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.



### **5 — Coût de l'endettement financier net**

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, indépendamment de l'utilisation qui est faite des fonds empruntés.

Les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés dont la construction a commencé après le 1<sup>er</sup> janvier 2010 sont capitalisés.

### **6 — Impôt sur les bénéfices et impôt différé**

L'impôt sur les bénéfices inclut toutes les taxes assises sur les profits taxables.

Un impôt différé est constaté sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est jugé suffisamment probable.

Un impôt différé passif est également constaté sur les immobilisations incorporelles valorisées lors de regroupement d'entreprises (actifs technologiques, relations clientèles).

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

### **7 — Immobilisations corporelles et incorporelles**

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

#### *— Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- installations techniques, matériel et outillage : 3 à 10 ans
- véhicules : 3 à 5 ans
- navires sismiques : 12 à 30 ans
- bâtiments industriels : 20 ans
- bâtiments administratifs et commerciaux : 20 à 40 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

#### *— Contrats de location*

Les biens financés par un contrat de location-financement ou de location de longue durée, qui en substance transfère tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur un solde restant dû au passif. Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges d'exploitation jusqu'à l'échéance du contrat.

#### — *Ecart d'acquisition*

L'écart d'acquisition est déterminé conformément à IFRS 3 Révisée — Regroupements d'entreprises pour les acquisitions réalisées après le 1<sup>er</sup> janvier 2010. L'écart d'acquisition n'est pas amorti mais est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an à la date de clôture.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, l'écart d'acquisition était comptabilisé selon IFRS 3.

#### — *Etudes multi-clients*

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librairie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes. Ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50%, 65%, 75%, 80% ou 83,3% qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65% du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

#### — *Dépenses de développement*

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

— *Autres actifs incorporels*

Les autres actifs incorporels correspondent principalement aux fichiers clients, à la technologie et aux marques commerciales acquis lors de regroupements d'entreprises. Les fichiers clients sont généralement amortis sur des périodes de 10 à 20 ans et la technologie sur des périodes de 5 à 10 ans.

— *Perte de valeur*

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les valeurs nettes comptables des actifs du Groupe, à l'exception des stocks, des impôts différés actifs, des actifs relatifs aux régimes de retraite et des actifs financiers, font l'objet d'une revue afin d'identifier le risque de perte de valeur. Lorsqu'une telle indication existe, leur valeur recouvrable doit être déterminée. Les facteurs considérés comme importants et pouvant conduire à une revue de perte de valeur sont :

- sous-performance significative par rapport aux résultats attendus fondés sur des données historiques ou estimées,
- changement significatif relatif à l'utilisation des actifs acquis ou à la stratégie menée pour l'ensemble des activités,
- tendance significativement à la baisse de l'industrie ou de l'économie.

La valeur recouvrable d'une immobilisation corporelle et incorporelle est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition, les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles sont affectés à des unités génératrices de trésorerie dont la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture.

La valeur d'utilité est généralement déterminée en fonction d'une estimation par le Groupe des flux de trésorerie futurs attendus des actifs ou des unités génératrices de trésorerie évalués, ces flux étant actualisés avec le coût moyen pondéré du capital (CMPC) annuellement retenu par le Groupe pour chaque secteur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur nette comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Pour un actif non autonome, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie auquel l'actif est rattaché.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat et viennent, dans le cas d'un groupe d'actifs non autonomes affecté à une unité génératrice de trésorerie, réduire en premier lieu la valeur nette comptable des écarts d'acquisition affectés à l'unité génératrice de trésorerie puis les valeurs nettes comptables des actifs au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur comptabilisée au cours de périodes antérieures pour un actif autre qu'un écart d'acquisition doit être reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur comptable d'un actif, autre qu'un écart d'acquisition, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours d'exercices antérieurs. Une reprise de perte de valeur d'un actif autre qu'un écart d'acquisition doit être immédiatement comptabilisée au compte de résultat, sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas celle-ci doit être traitée comme une réévaluation positive.

Une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

— *Actifs détenus en vue de la vente*

Les actifs classés en actifs détenus en vue de la vente correspondent à des actifs non-courants dont la valeur comptable sera recouvrée par une cession plutôt que par son utilisation dans le cadre de l'exploitation. Les actifs détenus en vue de la vente sont valorisés au plus bas de leur coût historique et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente.

**8 — Participations et autres immobilisations financières**

Les participations et autres immobilisations financières comprennent des titres de participation dans des sociétés non consolidées et des prêts et créances.

— *Participations dans les entreprises mises en équivalence*

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût, et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. L'écart d'acquisition qui fait partie de la valeur comptable d'une participation dans une entreprise associée n'est pas comptabilisé individuellement et n'est pas soumis au test de dépréciation séparément.

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation selon IAS 36 en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable à sa valeur comptable. A la fin de chaque période de reporting, le Groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation de ses participations dans les entreprises mises en équivalence. Dans ce cas, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable des participations. La perte de valeur éventuelle est comptabilisée dans la ligne « Résultat net des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat.

Lors de la perte d'une influence notable, le Groupe évalue à la juste valeur tout investissement qu'il conserve dans l'ancienne entreprise associée. Toute différence entre la valeur nette comptable de la participation dans l'entreprise associée au moment de la perte d'influence notable et la juste valeur de l'investissement conservé et les produits de vente est reconnue au compte de résultat.

— *Titres de participation dans des sociétés non-consolidées*

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers", les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse à la date de clôture. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres, sauf en cas de perte de valeur jugée définitive. Les gains ou pertes issus de la cession de titres non consolidés disponibles à la vente ayant fait l'objet d'une dépréciation ne sont pas comptabilisés au compte de résultat.

— *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti.

— *Dépréciation*

À la fin de chaque période de reporting, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

En cas d'indication objective de dépréciation d'un actif financier (par exemple en cas de baisse sévère ou durable de la valeur de cet actif), une perte de valeur non réversible est enregistrée.

## **9 — Titres d'autocontrôle**

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

## **10 — Stocks et en-cours de production**

Les stocks et en-cours de production sont évalués au plus bas du coût de revient (y compris coûts indirects de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du Coût Moyen Pondéré pour le secteur des Equipements et selon la méthode FIFO (First in, First out) pour le secteur des Services.

## **11 — Provisions**

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques dont le montant peut être évalué de manière fiable.

### *— Provisions pour contrats déficitaires*

Les contrats déficitaires (ou dits onéreux) font l'objet d'une provision correspondant aux coûts inévitables engagés et restant à engager pour la réalisation du contrat, qui ne seront pas couverts par les revenus liés à ce contrat et estimés par le Groupe.

### *— Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel*

Régimes à cotisations définies : le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : les provisions sont déterminées suivant la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés ("projected unit credit method") qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Le Groupe comptabilise les gains et pertes actuariels relatifs aux régimes à prestations définies en capitaux propres.

## **12 — Dettes financières**

Les dettes financières sont comptabilisées :

- à l'émission, à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des frais d'émission et/ou des primes d'émission ;
- puis, au coût amorti, correspondant à la juste valeur à laquelle est initialement comptabilisé le passif financier, diminuée des remboursements en principal et majorée ou minorée du cumul de l'amortissement, de toute différence entre cette juste valeur initialement comptabilisée et le montant à l'échéance ; l'amortissement des différences entre la juste valeur initialement comptabilisée et le montant à l'échéance se fait selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **13 — Emprunts convertibles**

Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui crée d'une part un passif financier, et d'autre part confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.

Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.

La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.

La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

#### **14 — Instruments financiers dérivés**

Afin de limiter son exposition aux risques de change lié à des activités libellées dans des monnaies différentes de la monnaie principale de l'environnement économique, le Groupe a recours à des instruments financiers. Conformément à sa politique de couverture, le Groupe n'utilise pas d'instruments de couverture à des fins spéculatives. Cependant, certains de ces dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont traités comme des instruments spéculatifs et donc comptabilisés en « Autres charges et produits financiers ».

Les écarts de change sur les instruments financiers libellés en devises correspondant à la partie efficace d'une couverture d'investissement net dans une filiale étrangère sont inscrits dans les capitaux propres au poste "Ecart de conversion cumulé", la partie inefficace étant comptabilisée en compte de résultat. La valeur cumulée des écarts de change enregistrés directement en capitaux propres sera comptabilisée en compte de résultat lors de la cession ou de la perte de l'investissement net.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments éligibles à la couverture de flux futurs sont comptabilisées directement dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture au poste « Résultats enregistrés directement en capitaux propres ». La partie inefficace est enregistrée en « Autres charges et produits financiers ». Les montants comptabilisés directement en capitaux propres sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte prévue affecte le résultat. Si la transaction prévue ne se réalise pas, les montants précédemment reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en compte de résultat.

Les variations de juste valeur des instruments non éligibles à la couverture sont enregistrées en compte de résultat.

#### **15 — Tableau de flux de trésorerie**

Les flux de trésorerie de la période présentés dans le tableau de flux de trésorerie sont classés en trois catégories : opérations d'exploitation, d'investissement et de financement.

##### *— Flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation*

Les opérations d'exploitation correspondent aux principales activités génératrices de revenus pour l'entité ainsi qu'à celles qui n'appartiennent pas aux activités d'investissement et de financement.

##### *— Flux de trésorerie généré par les opérations d'investissement*

Les opérations d'investissement correspondent aux actifs à long terme ainsi qu'aux autres investissements non compris dans les équivalents de trésorerie. Lors de l'acquisition d'une filiale, un poste unique, égal au montant versé net des disponibilités ou équivalents de trésorerie détenus par la filiale au moment de l'acquisition, permet de constater la sortie de trésorerie liée à l'investissement.

##### *— Flux de trésorerie généré par les opérations de financement*

Les opérations de financement concernent les opérations entraînant des variations sur les capitaux propres et les emprunts effectués par l'entité. Elles incluent les charges financières décaissées.

— Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie dans le bilan consolidé comprennent des dépôts bancaires ainsi que de la monnaie fiduciaire et des placements à court terme ayant une maturité inférieure à trois mois.

**16 — Options de souscription ou d'achat d'actions**

Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuée est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée en coût du personnel (avec une contrepartie reconnue en capitaux propres) suivant le mode d'acquisition des droits sur la période allant de la date d'octroi à la date de fin d'acquisition des droits. La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle mathématique de Black-Scholes.

**17 — Subventions**

Les subventions publiques, y compris les subventions non monétaires évaluées à la juste valeur, ne sont pas comptabilisées tant qu'il n'existe pas une assurance raisonnable que l'entreprise se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues.

Les subventions publiques sont comptabilisées en produits sur les exercices nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser. Elles sont présentées en déduction des charges auxquelles elles sont liées dans le poste « Coûts nets de recherche et de développement ».

Les subventions remboursables sont présentées au bilan en autres dettes non-courantes.

**18 — Résultat par action**

Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe (ajusté des montants après impôt, des dividendes préférentiels, des écarts résultants du règlement des actions préférentielles et d'autres effets similaires d'actions préférentielles classées en capitaux propres) par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation durant l'année plus le nombre moyen pondéré des actions ordinaires qui seraient émises suite à la conversion des obligations convertibles, l'exercice des options en circulation ainsi que des actions gratuites sous condition de performance.

**NOTE 2 — ACQUISITIONS ET CESSIONS**

- **AU COURS DE L'EXERCICE 2011**
- *Norfield AS*

Le 13 janvier 2011, l'opération d'échange d'actifs entre certaines de nos filiales et le groupe norvégien Norfield a été réalisée. Nous détenons désormais 100% du capital de la société Voyager AS renommée Exploration Vessel Resources II AS, propriétaire du navire sismique *Voyager*, et avons cédé le navire sismique *Venturer* au groupe Norfield (voir note 5). A l'issue de cette opération, le Groupe n'est plus actionnaire de Norfield AS. La société Exploration Vessel Resources II AS est consolidée par intégration globale depuis le 13 janvier 2011.

La plus-value résultant de la cession d'actifs dans le cadre de cette opération s'élève à 7,8 millions d'euros, et est présentée sur la ligne « Autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

A la date de son acquisition, la société Exploration Vessel Resources II AS a signé une convention de crédit sécurisée de 45 millions de dollars faisant l'objet d'une garantie émise en faveur des banques, et devant respecter des ratios financiers similaires à ceux du crédit senior Term Loan B.

- *Petrodata Consulting LLC*

Le 17 mars 2011, le Groupe a acquis pour un montant de 2,5 millions de dollars US la société Petrodata Consulting LLC, une société basée à Moscou fournissant des études statiques et dynamiques de modélisation des réservoirs, des estimations de réserve et de risque, ainsi que le développement de services à l'international pour l'industrie du gaz et du pétrole. Le Groupe détient 100% du capital de la société Petrodata Consulting LLC, consolidée par intégration globale.

- *PT Elnusa-CGGVeritas Seismic*

Un accord a été signé le 7 avril 2011 avec PT Elnusa Tbk (Elnusa) pour la création d'une joint-venture en Indonésie, nommée PT Elnusa-CGGVeritas Seismic. Cette joint-venture fournit des services d'acquisition sismique marine 2D et 3D aux compagnies pétrolières et gazières intervenant en Indonésie et opère le premier navire sismique sous pavillon indonésien, le *Elnusa Finder*. Le contrat d'affrètement a fait l'objet d'une novation au profit de PT Elnusa CGGVeritas Seismic le 22 décembre 2011.

PT Elnusa-CGGVeritas Seismic, sous contrôle commun, est détenue à hauteur de 51% par Elnusa et 49% par le Groupe, sous contrôle commun, et est mise en équivalence depuis le 5 juillet 2011.

- *PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited*

Un accord a été signé le 19 avril 2011 avec PetroVietnam Technical Services Corporation (PTSC) pour la création d'une joint-venture, nommée PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited. Cette joint-venture fournira des services d'acquisition sismique marine 2D et 3D aux compagnies pétrolières et gazières opérant au Vietnam et dans la région. Le Groupe et PTSC contribueront à cette joint-venture en apportant respectivement l'*Amadeus*, le navire sismique 3D à haute capacité, et le navire sismique 2D, *Binh Minh II*.

- *CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS*

Un accord a été signé le 27 juin 2011 avec l'armateur norvégien Eidesvik Offshore en vue de la création d'une joint-venture pour la gestion maritime de dix navires 3D de haute capacité, y compris les deux nouveaux bateaux X-BOW, l'*Oceanic Vega* et l'*Oceanic Sirius*.

Cette joint-venture, nommée CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS, détenue à hauteur de 51% par Eidesvik et 49% par le Groupe, est mise en équivalence depuis le 27 juin 2011.

- *Spectrum ASA*

Le 28 juillet 2011, un contrat stratégique a été signé avec Spectrum ASA, une société norvégienne spécialisée dans le domaine des études multi-clients. Au terme de cet accord, le Groupe a apporté à Spectrum ASA la majorité de sa librairie multi-clients 2D en contrepartie d'une rémunération en actions et en numéraire. Cette opération a été finalisée le 15 septembre 2011, date à laquelle le Groupe est devenu actionnaire de Spectrum ASA à hauteur de 25%. Cette opération a permis au Groupe de réaliser une plus-value de 13,4 millions d'euros présentée sur la ligne « Autres produits et charges, nets » du compte de résultat (note 21).

Le 3 octobre 2011, Spectrum ASA a procédé à l'émission d'obligations convertibles en actions pour un montant global de 9,7 millions d'euros (77 millions de couronnes norvégiennes). Les conditions d'émission de cet emprunt obligataire sont décrites dans le prospectus émis par Spectrum ASA le 14 septembre 2011. Dans ce cadre, 27 682 970 obligations convertibles en actions, correspondant à un montant de 3,5 millions d'euros (27,7 millions de couronnes norvégiennes), nous ont été allouées. Le Groupe a procédé à la conversion de ces obligations au 30 décembre 2011 et a reçu, en contrepartie 1 977 355 nouvelles actions de Spectrum ASA.

Au 31 décembre 2011, le Groupe détient 10 840 181 actions soit 29% du capital de la société Spectrum ASA, mise en équivalence depuis le 15 septembre 2011. L'investissement réalisé s'élève à 20,0 millions d'euros (voir note 8).



- *Cybernetix*

En 2011, le Groupe a vendu la totalité de ses actions Cybernetix. La plus-value résultant de cette cession s'élève à 3 millions d'euros, et est présentée sur la ligne « Autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

- *Navires sismiques*

Le 3 octobre 2011, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Sirius*. La société Oceanic Seismic Vessel AS, propriétaire du navire, est mise en équivalence depuis cette date.

- **AU COURS DE L'EXERCICE 2010**

- *Norfield AS*

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Compte tenu de cet accord, 59,4 millions d'euros d'actifs à transférer à Norfield AS ont été classés en « Actifs détenus en vue de la vente » dans le bilan au 31 décembre 2010 (voir aussi notes 21 et 30).

- *Gardline*

Le 2 juillet 2010, CGGVeritas Services Holding BV a signé un protocole d'association avec Gardline Geosurvey Limited pour incorporer une nouvelle compagnie à Singapour, Gardline CGGV Pte Ltd pour exploiter le navire sismique *Duke* dans l'océan indien. CGGVeritas détient 49% des actions de Gardline CGGV Pte. Ltd., qui est mise en équivalence.

- *Xian Sercel Petroleum Exploration Instrument Co. Ltd. (« Xian Sercel »)*

Le 4 novembre 2010, Hebei Sercel-Junfeng Geophysical Prospecting Equipment Co. Ltd. a acquis la totalité des titres de la société Xian Sercel, par contribution des titres précédemment détenus par Sercel Holding et BGP. Avant cette transaction, Xian Sercel était mise en équivalence. Depuis cette date, Xian Sercel est consolidée par intégration globale.

- **AU COURS DE L'EXERCICE 2009**

- *Cybernetix*

Le 8 janvier 2009, la société Sercel Holding a participé à hauteur de 4 millions d'euros à une augmentation de capital en numéraire réservée de Cybernetix, portant ainsi sa participation à 749 480 actions ou 46,10% du capital de Cybernetix et 43,07% des droits de vote.

Cette opération n'a pas conduit Sercel à prendre le contrôle ou assurer la gestion de Cybernetix, raison pour laquelle l'Autorité des Marchés Financiers a accordé préalablement à l'augmentation de capital une dérogation à l'obligation de lancer une offre sur l'intégralité du capital suite au franchissement du seuil de 33,33%. L'augmentation de capital a été réalisée par apport en numéraire de 2 millions d'euros et incorporation en capital d'une avance de trésorerie de 2 millions d'euros qui avait été consentie par Sercel en novembre 2008. Suite à des cessions de titres réalisées en 2009, Sercel Holding détient 44,56% du capital et 42,98% des droits de vote de Cybernetix au 31 décembre 2009. Le Groupe exerçant une influence notable, Cybernetix était mise en équivalence dans les comptes consolidés.

- *Wavefield Inseis ASA*

En février 2009, à l'issue de l'offre publique obligatoire à laquelle elles étaient soumises, les actions Wavefield n'appartenant pas encore au Groupe ont été acquises par CGG Veritas. La dette correspondante constatée envers les actionnaires minoritaires au 31 décembre 2008 a été réglée pour un montant de 62 millions d'euros.

L'écart d'acquisition calculé au 31 décembre 2008 a été ajusté à la hausse d'un montant de 87,7 millions d'euros pour atteindre 96,3 millions d'euros (134 millions de dollars US) au 31 décembre 2009. Les principaux ajustements concernent les immobilisations corporelles et les contrats défavorables. Leur constatation au 31 décembre 2008 aurait conduit à présenter un écart d'acquisition consolidé de 2 142,8 millions d'euros, des actifs corporels de 784,7 millions d'euros et des provisions non-courantes de 114,7 millions d'euros.

Au 31 décembre 2009, ce prix d'acquisition a été alloué de manière définitive aux actifs nets acquis sur la base de leur juste valeur comme suit :

	<u>(en millions d'euros)</u>
Actifs incorporels, nets.....	41,3
Librairie d'études sismiques multi-client, nets.....	27,2
Actifs corporels, nets.....	180,0
Actifs/(Passifs) courants, nets.....	38,7
Dette financière.....	(92,6)
Trésorerie.....	25,8
<b>Valeur nette des actifs acquis.....</b>	<b>220,4</b>
<b>Ajustements à la juste valeur.....</b>	
Relations clientèle (durée de vie de 2 ans).....	2,0
Technologie (durée de vie de 10 ans).....	(3,6)
Librairie sismique multi-clients.....	(20,3)
Contrats défavorables (durée de vie résiduelle pondérée de 5,6 ans).....	(32,3)
Autres actifs immobilisés.....	(37,7)
Autres actifs financiers et courants.....	(16,4)
Passifs assumés.....	(1,5)
Impôts différés sur les ajustements ci-dessus.....	0,2
<b>Ecart d'acquisition.....</b>	<b>96,3</b>
<b>Prix d'acquisition.....</b>	<b><u>207,1</u></b>

Le montant alloué en écart d'acquisition représente l'excès du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets acquis.

#### *Librairie sismique multi-clients*

La juste valeur des études finalisées a été déterminée par la projection des revenus futurs nets des coûts de commercialisation sur la durée de vie résiduelle (5 ans) des études à la date d'acquisition. La juste valeur est estimée à 9,5 millions de dollars US.

#### *Contrats défavorables*

La juste valeur des contrats défavorables de Wavefield correspond à la différence économique entre les conditions des contrats d'affrètements de navires existant et leur valeur de marché à la date d'acquisition.

L'ajustement constaté d'un montant de 32,3 millions d'euros (45 millions de dollars US) génère une réduction des coûts de 8 millions de dollars US pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, et une réduction de l'ordre de 7 millions de dollars US par an estimée sur la durée de vie résiduelle de ces contrats.

#### *Autres actifs immobilisés*

Certains actifs corporels (frais d'armement de navire) ont été dépréciés compte tenu de leur nature et de leur valeur de marché.

L'ajustement à la baisse de 37,7 millions d'euros (52,5 millions de dollars US) reconnu, a généré une diminution des amortissements de 13 millions d'euros (18 millions de dollars US) pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.

#### *Autres actifs financiers et courants*

La juste valeur de certaines participations a été déterminée en utilisant des valeurs de marché comparables, et certains actifs courants ont été dépréciés compte tenu de l'incertitude de leur recouvrabilité.

#### *Passifs assumés*

Compte tenu de la prise de contrôle de Wavefield par CGGVeritas, une obligation contractuelle liée au plan de stock-options a été reconnue pour un montant de 1,5 million d'euros (2,1 millions de dollars US).

- *Norfield AS*

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires de Norfield AS du 19 mai 2009, Wavefield a souscrit à une augmentation de capital par conversion de créance pour 3,6 millions d'euros (5 millions de dollars US). Cette augmentation de capital a été réalisée au prorata des intérêts existants des actionnaires dans Norfield AS, laissant la participation de Wavefield dans Norfield AS inchangée à 33%.

- *Multifield Geophysics AS*

Le 29 mai 2009, Statoil Hydro Venture AS a exercé son option de vente sur 37% des titres Multifield Geophysics AS auprès de Wavefield pour 2,9 millions d'euros. En conséquence, la participation du Groupe dans Multifield Geophysics AS s'élève à 80,97%. Multifield Geophysics AS est consolidée par intégration globale depuis le 30 juin 2009.

- *Eidesvik Seismic Vessel AS*

Le 10 décembre 2009, Eidesvik Shipping AS et la société Exploration Investment Resources II AS, filiale à 100% du Groupe, avaient formé une joint-venture, la société Eidesvik Seismic Vessel AS, propriétaire de deux navires X-Bow, qui étaient en cours de construction et ont été livrés depuis. Eidesvik Seismic Vessel AS, détenue à hauteur de 49% par le Groupe, est mise en équivalence dans les comptes consolidés depuis le 10 décembre 2009.

### NOTE 3 — CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

L'analyse des créances clients par échéance est la suivante :

	<u>Au 31 décembre</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en millions d'euros)		
Clients et comptes rattachés — bruts — part court terme .....	525,1	495,7	369,6
Provision pour créances douteuses — part court terme.....	<u>(17,4)</u>	<u>(17,1)</u>	<u>(17,4)</u>
<b>Clients et comptes rattachés — nets — part court terme .....</b>	<b><u>507,7</u></b>	<b><u>478,6</u></b>	<b><u>352,2</u></b>
Clients et comptes rattachés — bruts — part à plus d'un an.....	1,4	5,5	9,6
Provision pour créances douteuses — part à plus d'un an .....	<u>(1,1)</u>	<u>(1,2)</u>	<u>—</u>
<b>Clients et comptes rattachés — nets — part à plus d'un an .....</b>	<b><u>0,3</u></b>	<b><u>4,3</u></b>	<b><u>9,6</u></b>
Créances à l'avancement non facturées.....	<u>169,0</u>	<u>212,0</u>	<u>202,3</u>
<b>Total clients et comptes rattachés .....</b>	<b><u>677,0</u></b>	<b><u>694,9</u></b>	<b><u>564,1</u></b>

Les clients de l'activité Services Géophysiques sont généralement d'importantes compagnies pétrolières nationales et internationales ce qui réduit le risque potentiel de crédit. En ce qui concerne l'activité Equipements Géophysiques, une grande partie des ventes fait l'objet de lettres de crédit irrévocables.

Le Groupe constate une dépréciation des créances douteuses, déterminée en fonction du risque de défaillance de certains clients, des tendances historiques ainsi que d'autres facteurs. Les pertes sur créances irrécouvrables ne sont pas significatives pour les périodes présentées. Les provisions pour créances douteuses concernent exclusivement les créances échues au 31 décembre 2011.

Les créances à l'avancement non facturées représentent le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode à l'avancement sur des contrats pour lesquels la facturation n'a pas été présentée au client. Ces créances sont généralement facturées dans les 30 à 60 jours qui suivent le début des travaux.

Les créances à plus d'un an sont relatives au secteur des équipements au 31 décembre 2011, 2010, et 2009.

Au 31 décembre 2011, l'analyse de la balance âgée des clients et comptes rattachés s'établit comme suit :

	Non-échus	< 30 jours	30 — 60 jours	60 — 90 jours	90 — 120 jours	> 120 jours	Total
	(en millions d'euros)						
<b>2011</b> Clients et comptes rattachés — nets.....	289,3	101,6	27,2	30,6	16,2	43,1	<b>508,0</b>
<b>2010</b> Clients et comptes rattachés — nets.....	323,6	78,2	23,3	12,0	14,7	31,1	<b>482,9</b>
<b>2009</b> Clients et comptes rattachés — nets.....	255,8	36,9	18,1	25,4	7,4	18,2	<b>361,8</b>

#### NOTE 4 — STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

Le détail des comptes de stocks et travaux en cours s'établit comme suit :

	31 décembre 2011			31 décembre 2010			31 décembre 2009		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
	(en millions d'euros)								
<i>Services géophysiques</i>									
— Matières et pièces détachées .....	37,0	(0,9)	36,1	35,4	(0,6)	34,8	33,1	(0,7)	32,4
— Travaux en cours .....	9,0	—	9,0	20,6	—	20,6	22,1	(6,2)	15,9
<i>Equipements géophysiques</i>									
— Matières premières et produits intermédiaires ....	71,4	(10,8)	60,6	79,9	(9,1)	70,8	61,3	(8,7)	52,6
— Travaux en cours .....	130,0	(9,0)	121,0	82,5	(8,0)	74,5	71,1	(4,9)	66,2
			<u>52,7</u>						
— Produits finis .....	57,0	(4,3)	—	67,2	(3,4)	63,8	59,6	(2,9)	56,7
<b>Stocks et travaux en cours .....</b>	<b><u>304,4</u></b>	<b><u>(25,0)</u></b>	<b><u>279,4</u></b>	<b><u>285,6</u></b>	<b><u>(21,1)</u></b>	<b><u>264,5</u></b>	<b><u>247,2</u></b>	<b><u>(23,4)</u></b>	<b><u>223,8</u></b>

Le poste « Travaux en cours » pour les Services géophysiques correspond aux coûts relatifs aux transits des navires sismiques, qui sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

La variation des comptes de stocks et de travaux en cours s'établit de la manière suivante :

Variation de la période	31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Solde en début de période .....	264,5	223,8	287,9
Variations .....	12,5	23,5	(51,1)
Dotation nette de reprise aux provisions pour dépréciation .....	(4,9)	3,3	(8,3)
Variations de périmètre .....	—	1,7	—
Effets de change .....	6,5	8,5	(2,7)
Autres .....	0,8	3,7	(2,0)
<b>Solde en fin de période .....</b>	<b><u>279,4</u></b>	<b><u>264,5</u></b>	<b><u>223,8</u></b>

Les montants des dotations et des reprises de provisions pour dépréciation sur stocks présentés dans le tableau de variation, sont inclus dans le poste « Coût des ventes » du compte de résultat.

## NOTE 5 — AUTRES ACTIFS COURANTS ET ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

### Autres actifs courants

Le détail des autres actifs courants s'établit comme suit :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Créances d'impôt et sociales .....	39,4	38,3	25,5
Juste valeur des instruments financiers (voir note 14).....	2,7	1,2	1,4
Autres créances diverses <sup>(a)</sup> .....	28,6	23,9	22,1
Acomptes fournisseurs .....	30,2	23,0	13,9
Charges constatées d'avance <sup>(b)</sup> .....	20,5	34,7	26,6
<b>Autres actifs courants</b> .....	<b>121,4</b>	<b>121,1</b>	<b>89,5</b>

<sup>(a)</sup> Inklus 5 millions d'euros de disponibilités bloquées en 2011.

<sup>(b)</sup> Correspondent essentiellement aux loyers payés d'avance, affrètement des navires.

### Actifs détenus en vue de la vente

Le détail des actifs détenus en vue de la vente s'établit comme suit :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Site de Massy, terrain et constructions .....	8,0	8,0	8,0
Navires sismiques.....	37,3	5,1	5,1
Actifs nets liés à l'accord Norfield AS (voir note 2) .....	—	59,4	—
Equipements sismiques .....	4,5	—	—
Autres .....	—	—	0,2
<b>Actifs détenus en vue de la vente</b> .....	<b>49,8</b>	<b>72,5</b>	<b>13,3</b>

Le navire sismique *Amadeus*, destiné à être apporté à la joint-venture avec la société PetroVietnam Technical Services Corporation (PTSC) a été reclassée en actif détenu en vue de la vente au 31 décembre 2011 (voir note 2).

## NOTE 6 — DEPRECIATION DES ACTIFS COURANTS

Le détail des dépréciations d'actifs s'établit comme suit :

	Au 31 décembre 2011					Solde à la clôture
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres <sup>(a)</sup>	
	(en millions d'euros)					
Clients et comptes rattachés .....	18,3	5,8	(4,6)	—	(1,0)	18,5
Stocks et en cours .....	21,1	5,9	(1,0)	—	(1,1)	24,9
Actifs d'impôt .....	0,4	0,4	—	—	—	0,8
Autres actifs.....	1,3	5,3	—	—	1,6	8,2
Prêts et autres investissements.....	2,1	—	(0,4)	—	(0,7)	1,0
<b>Dépréciations comptabilisées</b> .....	<b>43,2</b>	<b>17,4</b>	<b>(6,0)</b>	<b>—</b>	<b>(1,2)</b>	<b>53,4</b>

<sup>(a)</sup> Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

	Au 31 décembre 2010					Solde à la clôture
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres <sup>(a)</sup>	
	(en millions d'euros)					
Clients et comptes rattachés .....	17,4	5,3	(1,6)	(4,5)	1,7	18,3
Stocks et en cours .....	23,4	3,7	(7,0)	—	1,0	21,1
Actifs d'impôt .....	0,2	0,2	—	—	—	0,4
Autres actifs.....	1,1	0,1	—	—	0,1	1,3
Prêts et autres investissements.....	1,7	—	—	—	0,4	2,1
<b>Dépréciations comptabilisées.....</b>	<b>43,8</b>	<b>9,3</b>	<b>(8,6)</b>	<b>(4,5)</b>	<b>3,2</b>	<b>43,2</b>

<sup>(a)</sup> Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

	Au 31 décembre 2009					Solde à la clôture
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres <sup>(a)</sup>	
	(en millions d'euros)					
Clients et comptes rattachés .....	12,4	8,0	(2,3)	—	(0,7)	17,4
Stocks et en cours .....	14,7	9,5	(1,2)	—	0,4	23,4
Actifs d'impôt .....	—	0,2	—	—	—	0,2
Autres actifs.....	1,8	0,1	(0,8)	—	—	1,1
Prêts et autres investissements.....	1,1	0,7	—	—	(0,1)	1,7
<b>Dépréciations comptabilisées.....</b>	<b>30,0</b>	<b>18,5</b>	<b>(4,3)</b>	<b>—</b>	<b>(0,4)</b>	<b>43,8</b>

<sup>(a)</sup> Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

## NOTE 7 — PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Le détail des participations et autres immobilisations financières s'établit comme suit :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Titres non consolidés.....	5,2	4,8	5,3
Prêts et avances .....	2,3	8,3	13,9
Dépôts et autres .....	11,6	13,4	16,7
<b>Total.....</b>	<b>19,1</b>	<b>26,5</b>	<b>35,9</b>

### Titres non consolidés

Le détail des titres non consolidés est le suivant :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
<i>Actifs détenus en vue de la vente</i>			
Offshore Hydrocarbon Mapping <sup>(a)</sup> .....	—	—	0,5
<i>Autres investissements dans des sociétés non consolidées</i>			
Tronic's Microsystems SA <sup>(b)</sup> .....	3,9	3,9	3,9
Autres investissements dans des sociétés non consolidées.....	1,3	0,9	0,9
<b>Total titres non consolidés .....</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>	<b>5,3</b>

<sup>(a)</sup> Le 22 novembre 2010, le Groupe a cédé ses actions résiduelles de la société Offshore Hydrocarbon Mapping.

<sup>(b)</sup> Le pourcentage de participation du Groupe dans Tronic's Microsystems S.A est de 16,07% au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

### *Prêts et avances consentis*

Au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010, les prêts et avances consentis aux sociétés mises en équivalence incluait un prêt accordé par Exploration Investment Resources II AS à Eidesvik Seismic Vessel AS pour 4,2 millions d'euros (38 millions de couronnes norvégiennes).

### **NOTE 8 — SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE**

La variation du poste sociétés mises en équivalence se décompose ainsi :

	<u>Au 31 décembre</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	<b>(en millions d'euros)</b>		
Solde en début de période .....	73,4	99,0	72,9
Variation de périmètre .....	(6,4)	(5,4)	13,8
Investissements effectués durant l'année .....	25,6	6,5	7,3
Quote-part des résultats .....	11,7	(0,7)	8,3
Dividendes reçus et remboursement de capital .....	(4,9)	(2,2)	(0,6)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente .....	—	(27,0)	—
Effets de change .....	<u>0,8</u>	<u>3,2</u>	<u>(2,7)</u>
<b>Solde en fin de période .....</b>	<b><u>100,2</u></b>	<b><u>73,4</u></b>	<b><u>99,0</u></b>

La variation du périmètre en 2011 correspond pour 6,4 millions d'euros à la cession de 32,6% de nos parts dans Cybernetix (voir note 2).

La variation de périmètre sur l'exercice 2010 correspondait pour 2,4 millions d'euros à la cession de 12% de nos parts dans Cybernetix, et pour 3 millions d'euros à la sortie de Xian Sercel consolidée par intégration globale depuis novembre 2010 (voir note 2).

La variation de périmètre sur l'exercice 2009 correspondait pour 17,1 millions d'euros à l'acquisition de 49% de Eidesvik Seismic Vessel AS mise en équivalence dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009, et aux ajustements de juste valeur des titres mis en équivalence acquis dans le cadre de l'acquisition Wavefield pour (3,3) millions d'euros.

Les investissements en 2011 comprennent pour 18,4 millions d'euros l'acquisition de 29% du capital de Spectrum ASA et aux souscriptions aux augmentations de capital des sociétés Oceanic Seismic Vessel AS (3,4 millions d'euros), PT Elnusa CGGVeritas Seismic (3,4 millions d'euros) et de CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS (voir note 2).

Les investissements en 2010 correspondaient pour 2 millions d'euros à la souscription à l'augmentation de capital d'Eidesvik Seismic Vessel AS, et pour 4,5 millions d'euros à la création de Gardline CGGV Pte Ltd. (voir note 2).

Les reclassements en actifs détenus en vue de la vente en 2010 correspondaient aux titres reclassés dans le cadre de l'accord avec Norfield AS (voir note 2).

Les investissements en 2009 correspondaient à la souscription à l'augmentation de capital de Cybernetix et de Norwegian Oilfield Services AS (« Norfield AS »).

La contribution de la société Argas dans la quote-part des résultats s'élève à 9,8 millions d'euros en 2011, nul en 2010 et 6,9 millions d'euros en 2009.

En 2010, notre investissement dans Norfield AS avait été reclassé en actifs détenus en vue de la vente au titre de l'accord avec Norfield AS (voir note 2).

Le détail par société est le suivant :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Argas .....	53,8	46,7	45,4
CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS <sup>(a)</sup> .....	0,2	—	—
Cybernetix <sup>(a)</sup> .....	—	6,4	8,7
Gardline CGGV Pte Ltd .....	2,9	4,5	—
Norfield AS .....	—	—	24,9
Eidesvik Seismic Vessel AS .....	8,4	5,5	17,1
Oceanic Seismic Vessel AS .....	13,4	11,0	—
PT Elnusa-CGGVeritas Seismic <sup>(a)</sup> .....	2,7	—	—
Spectrum ASA <sup>(a)</sup> .....	20,0	—	—
Xian Sercel .....	—	—	3,3
VS Fusion LLC .....	(1,2)	(0,7)	(0,4)
<b>Investissements dans sociétés mises en équivalence.....</b>	<b>100,2</b>	<b>73,4</b>	<b>99,0</b>

<sup>(a)</sup> Voir note 2.

Le tableau ci-dessous résume les données financières des principales entités mises en équivalence pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 :

	Argas	Oceanic	Eidesvik	Spectrum
		Seismic	Seismic	
		Vessel	Vessel	ASA
		AS	AS	
(en millions d'euros)				
Actifs courants.....	74,3	5,4	11,0	32,7
Actifs non courants.....	115,5	113,2	89,5	73,0
Passifs courants .....	59,3	91,2	11,0	29,7
Passifs non courants .....	13,4	—	72,4	1,0
<b>Capitaux propres.....</b>	<b>117,1</b>	<b>27,4</b>	<b>17,1</b>	<b>75,0</b>
Chiffre d'affaires .....	215,7	2,7	10,4	19,4
Résultat net.....	20,0	1,9	6,1	3,9

## NOTE 9 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le détail du poste « Immobilisations Corporelles » s'établit de la manière suivante :

	Au 31 décembre						
	2011			2010			2009
	Amortissements			Amortissements			
	Brut	cumulés	Net	Brut	cumulés	Net	Net
(montants en millions d'euros)							
Terrains .....	15,4	(0,4)	15,0	7,4	(0,2)	7,2	6,7
Constructions.....	180,4	(62,0)	118,4	107,6	(56,0)	51,6	53,5
Matériels et outillages .....	1 047,5	(600,8)	446,7	1 063,1	(630,4)	432,7	426,4
Matériel de transport .....	426,6	(162,8)	263,8	324,2	(158,1)	166,1	157,1
Mobiliers, agencements et divers .....	76,5	(49,7)	26,8	61,5	(45,0)	16,5	14,8
Immobilisations en-cours .....	43,2	—	43,2	108,4	(0,8)	107,6	19,2
<b>Total Immobilisations corporelles.....</b>	<b>1 789,6</b>	<b>(875,7)</b>	<b>913,9</b>	<b>1 672,2</b>	<b>(890,5)</b>	<b>781,7</b>	<b>677,7</b>



Les contrats de crédit-bail sont inclus dans les immobilisations corporelles pour les montants suivants :

	Au 31 décembre						2009
	2011			2010			
	Amortissements			Amortissements			
	Brut	cumulés	Net	Brut	cumulés	Net	
	(montants en millions d'euros)						
Matériel géophysique et de transport en crédit-bail .....	91,9	(46,0)	45,9	156,7	(72,0)	84,7	117,1
Terrain et constructions en crédit-bail .....	77,1	(1,4)	75,7	75,1	—	75,1	—
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail .....	2,9	(1,7)	1,2	—	—	—	—
<b>Total Immobilisations corporelles en crédit-bail .....</b>	<b>171,9</b>	<b>(49,1)</b>	<b>122,8</b>	<b>231,8</b>	<b>(72,0)</b>	<b>159,8</b>	<b>117,1</b>

En 2011, la diminution du matériel géophysique et de transport en crédit-bail est principalement liée à la transaction avec Norfield AS (voir note 2). En 2010, celle-ci était due notamment à l'exercice de l'option d'achat du navire sismique *Geo Challenger*.

En 2009, la diminution des immobilisations en crédit-bail était liée à l'arrivée à échéance des contrats de location financement de plusieurs navires et à la dépréciation des équipements liés au plan de restructuration marine (voir note 21).

L'amortissement économique relatif à des immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail est comptabilisé comme si le Groupe en détenait la propriété juridique.

La variation du poste « Immobilisations corporelles » s'établit de la manière suivante :

<u>Variation de la période</u>	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Solde en début de période .....	781,7	677,7	822,4
Acquisitions.....	240,1	177,5	149,9
Acquisitions par crédit-bail .....	20,7	87,6	22,2
Amortissements .....	(202,8)	(192,4)	(259,6)
Cessions.....	(23,9)	(6,3)	(11,3)
Effets de change .....	23,4	51,3	(15,9)
Variation de périmètre.....	114,1	(2,8)	(37,7)
Reclassement d'actifs corporels en actifs détenus en vue de la vente .....	(29,4)	(22,5)	(5,5)
Autres .....	(10,0)	11,6	13,2
<b>Solde en fin de période .....</b>	<b>913,9</b>	<b>781,7</b>	<b>677,7</b>

En 2011, les acquisitions par crédit-bail sont principalement liées aux équipements des navires *Elnusa FINDER* et *Oceanic Sirius*.

La variation de périmètre correspond à l'acquisition de la société Exploration Vessel Resources II, propriétaire du navire sismique *Geowave Voyager* (voir note 2).

En 2010, les acquisitions par crédit-bail incluaient le nouveau bâtiment situé à Massy (voir note 18). Livré en octobre 2010, le bâtiment a été mis en service en 2011 suite à la finalisation des aménagements intérieurs.

Le navire sismique *Venturer* et certains équipements ont été reclassés en actifs détenus en vue de la vente dans le cadre de l'accord conclu avec Norfield AS (voir note 5).

En 2009, les amortissements incluaient des dépréciations d'actifs liées au plan de restructuration marine. La variation de périmètre correspondait à l'ajustement de juste valeur des immobilisations corporelles détenues par Wavefield (voir note 2). Les autres mouvements incluaient pour 13,5 millions d'euros le reclassement en contrat de crédit-bail des équipements du navire sismique *Geowave Master*. Les navires sismiques *Harmattan* et *Search* avaient été reclassés en actifs détenus en vue de la vente.

La réconciliation entre les acquisitions du tableau des flux de trésorerie et les acquisitions présentées dans la note 19 s'établit comme suit :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (hors crédit-bail) — voir ci-dessus .....	240,1	177,5	149,9
Coûts de développement capitalisés — voir note 20 .....	16,3	23,4	14,3
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles (hors études multi-clients) — voir note 10 .....	5,8	12,4	5,4
Variation des fournisseurs d'immobilisations .....	(1,5)	(2,9)	0,5
<b>Total acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles selon le tableau des flux de trésorerie .....</b>	<b>260,7</b>	<b>210,4</b>	<b>170,1</b>
Acquisitions par crédit-bail — voir ci-dessus .....	20,7	87,6	22,2
Investissement dans études multi-clients — voir note 10 .....	163,3	219,3	229,3
Moins variation des fournisseurs d'immobilisations .....	1,5	2,9	0,5
<b>Acquisitions d'immobilisations selon la note 19 .....</b>	<b>446,2</b>	<b>520,2</b>	<b>421,1</b>

### Dépenses de réparation et maintenance

En 2011, le coût des ventes correspond à hauteur de 87,5 millions d'euros à des dépenses de réparation et maintenance. Ces dépenses incluent notamment plusieurs dépenses de réparation de navires sismiques suite à divers incidents survenus au cours de l'exercice. Ces dépenses s'élevaient à 57,0 millions d'euros en 2010 et 50,6 millions d'euros en 2009.

### NOTE 10 — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le détail et la variation du poste « Immobilisations incorporelles » s'établissent de la manière suivante :

	Au 31 décembre						
	2011			2010			2009
	Brut	Amortissements cumulés	Net	Brut	Amortissements cumulés	Net	Net
	(montants en millions d'euros)						
Etudes multi-clients Marine .....	1764,5	(1 461,8)	302,7	1 732,2	(1 381,9)	350,3	368,2
Etudes multi-clients Terrestre .....	538,2	(433,4)	104,8	429,7	(328,8)	100,9	100,9
Coûts de développement capitalisés .....	112,3	(45,4)	66,9	91,5	(32,5)	59,0	42,3
Logiciels .....	52,5	(30,3)	22,2	54,0	(32,6)	21,4	11,0
Autres immobilisations incorporelles .....	306,4	(134,4)	172,0	333,6	(143,8)	189,8	206,5
<b>Total Immobilisations incorporelles .....</b>	<b>2 773,9</b>	<b>(2 105,3)</b>	<b>668,6</b>	<b>2 641,0</b>	<b>(1 919,6)</b>	<b>721,4</b>	<b>728,9</b>

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fichiers clients, la technologie et les marques acquises lors des différentes acquisitions.

Variation de la période	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Solde en début de période .....	721,4	728,9	820,0
Investissements dans études multi-clients .....	163,3	219,3	229,3
Coûts de développement capitalisés .....	16,4	23,4	14,3
Autres acquisitions .....	5,8	12,4	5,4
Dépréciation des études multi-clients .....	(203,3)	(276,2)	(289,3)
Autres amortissements .....	(42,1)	(45,6)	(45,8)
Cessions .....	(14,5)	—	(0,6)
Effets de change .....	14,9	58,6	3,2
Variation de périmètre .....	—	—	(7,6)
Autres .....	6,7	0,6	—
<b>Solde en fin de période .....</b>	<b>668,6</b>	<b>721,4</b>	<b>728,9</b>

En 2011, les cessions sont principalement liées à la vente de notre bibliothèque multi-clients 2D à Spectrum ASA (voir note 2).

En 2010, le poste « dépréciation des études multi-clients » comprenait une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 70,4 millions d'euros (93,6 millions de dollars US) présentée sur la ligne « Autres produits et charges nets » du compte de résultat consolidé (voir note 21).

En 2009, le poste « dépréciation des études multi-clients » comprenait une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 63,8 millions d'euros (88,9 millions de dollars US) présentée sur la ligne « Autres produits et charges nets » du compte de résultat consolidé (voir note 21).

En 2009, la variation de périmètre correspondait à l'ajustement de juste valeur des immobilisations incorporelles acquises en décembre 2008 dans le cadre de l'acquisition de Wavefield.

## NOTE 11 — ECARTS D'ACQUISITION

Variation de la période	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Solde en début de période .....	2 012,0	1 868,1	2 055,1
Augmentation .....	1,3	0,5	—
Dépréciation .....	—	—	(217,6)
Ajustement .....	—	(1,2)	87,7
Effets de change .....	64,3	144,0	(57,1)
Autres .....	—	0,7	—
<b>Solde en fin de période .....</b>	<b><u>2 077,6</u></b>	<b><u>2 012,0</u></b>	<b><u>1 868,1</u></b>

En 2011, l'augmentation constatée correspond à l'écart d'acquisition provenant de l'achat de Petrodata Consulting LLC (voir note 2).

En 2010, l'augmentation correspondait à l'écart d'acquisition provenant de la contribution de Xian Sercel à Hebei Sercel-Junfeng Geophysical Prospecting Equipment Co. Ltd. et de la prise de contrôle de Xian Sercel (voir note 2).

L'ajustement en 2010 correspondait à l'annulation de la clause d'ajustement de prix relative à l'acquisition de Quest.

En 2009, le poste « dépréciation » comprenait une dépréciation de 215,5 millions d'euros liée aux tests de valeur annuels réalisés ainsi qu'une dépréciation complémentaire de 2,1 millions d'euros liée à l'utilisation de pertes fiscales reportables de Veritas non activées et nées antérieurement à la fusion. La dépréciation totale de 217,6 millions d'euros est présentée sur la ligne « Dépréciation des écarts d'acquisition » du compte de résultat consolidé.

En 2009, l'ajustement de 87,7 millions d'euros correspondait à l'ajustement de la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés de Wavefield, qui a conduit à un écart d'acquisition définitif de 96,3 millions d'euros (voir note 2).

### Revue des tests de valeur

La Direction du Groupe effectue au moins une fois par an un test de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des actifs à durée de vie indéterminée affectés aux unités génératrices de trésorerie afin d'apprécier si une dépréciation pour perte de valeur est nécessaire.

La valeur recouvrable retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des unités génératrices de trésorerie ou des groupes d'unités génératrice de trésorerie.

Les unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

- secteur Equipements,
- secteur Services — activité Marine, y compris études multi-clients,
- secteur Services — activité Traitement, Imagerie et Réservoir,
- secteur Services — activité Terrestre, y compris études multi-clients.

## Hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité

Pour déterminer la valeur recouvrable des actifs, la Direction du Groupe est amenée à effectuer certains jugements, à retenir certaines estimations et hypothèses au regard d'éléments incertains. Les valeurs d'utilité sont déterminées sur la base d'hypothèses économiques, et de conditions d'exploitation prévisionnelles comme présenté ci-dessous :

- flux de trésorerie prévisionnels estimés du budget 2012 et des perspectives 2013-2014 tels que présentés au Conseil d'administration du 29 février 2012,
- utilisation des flux de trésorerie normatifs au-delà de la troisième année,
- perspectives industrielles consistant en une reprise à partir de mi-2012
- plein effet dès 2012 du plan de performance lancé en 2010
- taux de change de 1 euro égal à 1,30 dollars US,
- taux d'actualisation après impôts considéré comme reflétant le coût moyen pondéré du capital (CMPC) du secteur :
  - 10% pour le secteur Equipements (correspondant à un taux avant impôt de 13,7%),
  - 9,0% pour l'activité Marine (correspondant à un taux avant impôt de 11,5%),
  - 9,5% pour l'activité Traitement, Imagerie et Réservoir (correspondant à un taux avant impôt de 13,1%),
  - 8,5% pour l'activité Terrestre (correspondant à un taux avant impôt de 11,4%).

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2010.

Une perte de valeur de 215,5 millions d'euros imputable à l'activité Marine a été enregistrée pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

## Sensibilité aux changements dans les hypothèses retenues

Changer certaines hypothèses définies par la Direction du Groupe, en particulier le taux d'actualisation et les flux normatifs (basés sur l'EBITDAS) retenus, peut affecter significativement l'évaluation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie, et donc les résultats du test de valeur du Groupe.

Les changements d'hypothèses sont présentés de la façon suivante :

	<b>Excédent des flux de trésorerie futurs attendus actualisés sur la valeur nette comptable des actifs</b>	<b>Sensibilité à une diminution de 10% des flux normatifs</b>	<b>Sensibilité à une augmentation de 10% des flux normatifs</b>	<b>Sensibilité à une diminution de 0.25 sur le taux d'actualisation net d'impôt</b>	<b>Sensibilité à une augmentation de 0.25 sur le taux d'actualisation net d'impôt</b>	
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>valeur nette comptable des actifs</b>	<b>(en millions d'euros)</b>				
Marine .....	1 314	41	(215)	+ 215	+94	(88)
Traitement, Imagerie & Réservoir .....	347	76	(46)	+46	+20	(19)
Terrestre .....	306	22	(55)	+55	+26	(24)
Equipement.....	111	2 070	(178)	+178	+77	(72)
<b>Total.....</b>	<b>2 078</b>					

Les changements d'hypothèses pour lesquels la valeur recouvrable est égale à la valeur nette comptable sont présentés de la façon suivante :

	Sensibilité aux flux normatifs	Sensibilité au taux d'actualisation net d'impôt
Marine .....	(1,9)%	+0,11%
Traitement, Imagerie & Réservoir.....	(16,4)%	+1,14%
Terrestre .....	(4,0)%	+0,23%
Equipement.....	Non pertinent	

#### NOTE 12 — AUTRES PASSIFS COURANTS

L'analyse des autres passifs courants est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
TVA et autres taxes à payer.....	49,7	55,5	36,2
Produits constatés d'avance.....	112,4	107,8	94,6
Juste valeur des instruments financiers (voir note 14).....	7,3	0,6	1,6
Autres passifs d'exploitation .....	40,8	32,5	26,3
<b>Autres passifs courants .....</b>	<b>210,2</b>	<b>196,4</b>	<b>158,7</b>

#### NOTE 13 — DETTES FINANCIERES

L'analyse des dettes financières par type de dettes est la suivante :

	Au 31 décembre						
	2011			2010			2009
	1 an	+ 1 an	Total	1 an	+ 1 an	Total	Total
(en millions d'euros)							
Obligations à haut rendement .....	—	1 037,7	1 037,7	—	933,5	933,5	863,2
Obligations convertibles .....	—	280,6	280,6	—	—	—	—
Emprunts bancaires.....	12,4	31,6	44,0	14,1	376,7	390,8	409,9
Contrats de crédit-bail.....	25,0	96,6	121,6	47,7	96,4	144,1	112,1
<b>Total dettes long terme .....</b>	<b>37,4</b>	<b>1 446,5</b>	<b>1 483,9</b>	<b>61,8</b>	<b>1 406,6</b>	<b>1 468,4</b>	<b>1 385,2</b>
Intérêts courus.....	12,5	—	12,5	12,7	—	12,7	11,1
<b>Dettes financières .....</b>	<b>49,9</b>	<b>1 446,5</b>	<b>1 496,4</b>	<b>74,5</b>	<b>1 406,6</b>	<b>1 481,1</b>	<b>1 396,3</b>
Découverts bancaires .....	4,6	—	4,6	4,5	—	4,5	2,7
<b>Total .....</b>			<b>1 501,0</b>			<b>1 485,6</b>	<b>1 399,0</b>

L'analyse des dettes financières par devise est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Dollar US.....	1 131,9	1 394,0	1 343,4
Euro .....	352,0	74,4	35,0
Autres devises .....	—	—	6,8
<b>Total .....</b>	<b>1 483,9</b>	<b>1 468,4</b>	<b>1 385,2</b>

L'analyse des dettes financières par taux d'intérêt est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Taux variables (taux effectif moyen au 31 décembre 2011 : 2,73%, 2010: 4,87%, 2009: 5,43%) .....	57,2	410,7	453,4
Taux fixes (taux effectif moyen au 31 décembre 2011: 8,16%, 2010 : 8,28%, 2009: 8,50%) .....	<u>1 426,7</u>	<u>1 057,7</u>	<u>931,8</u>
<b>Total</b> .....	<b><u>1 483,9</u></b>	<b><u>1 468,4</u></b>	<b><u>1 385,2</u></b>

Les taux d'intérêts variables sont généralement indexés sur les taux interbancaires de la devise concernée.

L'analyse de la dette financière selon les sources de financement au 31 décembre 2011 est la suivante :

	Date d'émission	Echéance	Montant nominal (en millions de devises)	Solde net au 31 déc 2011 (en millions d'euros)	Taux d'intérêt	Dernier amendement
Obligation à haut rendement 2016.....	2009	2016	350US\$	257,5	9,50%	—
Obligation à haut rendement 2017.....	2007	2017	400US\$	304,5	7,75%	—
Obligation à haut rendement 2021.....	2011	2021	650US\$	475,7	6,50%	—
<b>Sous-total obligations à haut rendement</b> .....				<b><u>1 037,7</u></b>		
Obligations convertibles .....	2011	2016	360€	280,6	1,75%	—
Autres emprunts bancaires.....	—	—	105US\$	44,0	—	—
<b>Sous-total emprunts bancaires</b> .....				<b><u>324,6</u></b>		
Crédit-bail immobilier .....	2010	2015	75€	71,1	—	—
Autres credit-baux .....	—	—	—	50,5	—	—
<b>Crédit-baux</b> .....				<b><u>121,6</u></b>		
<b>Total dette financière</b> .....				<b><u>1 483,9</u></b>		

L'analyse des lignes de crédit au 31 décembre 2011 est la suivante:

	Date d'émission	Echéance	Montant autorisé (en millions de dollars US)	Montant mobilisé (en millions de dollars US)	Montant disponible (en millions d'euros)	Montant utilisé (en millions de dollars US)	Montant utilisé (en millions d'euros)	Dernier amendement
Crédit renouvelable US .....	2007	Jan 2014	79,0	—	61,0	—	—	Déc. 2011
Crédit renouvelable France .....	2007	Fév 2014	200,0	—	154,6	—	—	Déc. 2011
<b>Total</b> .....			<b><u>279,0</u></b>	—	<b><u>215,6</u></b>	—	—	
Lignes de crédit à court terme (découverts bancaires) .....	—	—	15,8	—	8,6	6,0	4,6	—

Parmi les lignes de crédit à taux fixes, aucune ligne significative ne doit être renouvelée dans les 12 mois prochains (voir note 18).

Nous ne sommes pas sujet à des contraintes de liquidité à court terme étant donné notre trésorerie disponible au 31 décembre 2011, notre capacité et nos perspectives de génération de trésorerie, et nos échéances à moyen-terme de remboursement des dettes financières.

L'impact des instruments de couverture n'est pas inclus dans les chiffres des tableaux ci-dessus.

L'ensemble des ratios financiers étaient respectés au 31 décembre 2011.

- **Obligations à haut rendement**

Depuis 2005, CGGVeritas a émis plusieurs obligations à haut rendement en dollars US à échéance 2015, 2016, 2017 et 2021.

Ces obligations font l'objet d'une cotation au Luxembourg sur le marché non réglementé Euro MTF et sont garanties par certaines filiales du Groupe.

Ces obligations contiennent certaines clauses restrictives, notamment sur la souscription d'endettement supplémentaire, la constitution de sûretés réelles, la réalisation d'opérations de cession et de crédit-bail adossé, l'émission et la vente de titres subsidiaires et le règlement de dividendes et autres paiements par certaines des entités du Groupe. De plus, le ratio de l'EBITDAS rapporté aux charges financières brutes doit être égal ou supérieur à 3.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants, et est considéré hors éléments non récurrents pour le calcul des ratios. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance.

Les charges financières brutes correspondent aux charges financières consolidées hors amortissement de dépenses différées.

Tous ces ratios sont respectés au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

***Obligations à haut rendement (530 millions de dollars US, 7½% Senior Notes, échéance 2015)***

Le 1<sup>er</sup> mars 2011, le Groupe a remboursé 460 millions de dollars US sur les 530 millions de dollars US dus au prix de 103,75% plus intérêts courus. Le 30 juin 2011, le Groupe a remboursé les 70 millions de dollars US restant dus au prix de 102,5% plus intérêts courus. Cette opération a été financée par l'émission de l'emprunt obligataire décrit ci-dessous.

Le 9 février 2007, le Groupe a émis des obligations supplémentaires pour un montant de 200 millions de dollars US portant un taux d'intérêt de 7½%. Les fonds reçus ont permis au Groupe de rembourser une partie du prêt relais de 700 millions de dollars US ayant financé l'acquisition de Veritas.

Le 3 février 2006, le Groupe a émis des obligations supplémentaires pour un montant de 165 millions de dollars US à échéance 2015 et portant un taux d'intérêt de 7½%. Les obligations ont été émises au prix de 103¼% du pair, avec un rendement minimal (« Yield-to-Worst ») de 6.9%. Les fonds reçus ont permis au Groupe de rembourser le 10 février 2006 le solde de 140,3 millions de dollars US du prêt relais de 375 millions de dollars US ayant financé l'acquisition d'Exploration Resources. Le 17 août 2006, 164 millions de dollars US de cet emprunt obligataire furent échangés pour des obligations identiques enregistrées auprès de la Securities Exchange Commission.

Le 28 avril 2005, le Groupe a émis sur les marchés internationaux de capitaux, un emprunt obligataire de 165 millions de dollars US à échéance 2015 au taux nominal de 7½%. Les fonds reçus avaient été essentiellement utilisés pour rembourser les 150 millions de dollars US résiduels relatifs à l'emprunt obligataire à haut rendement échéance 2007 en date du 31 mai 2005.

***Obligations à haut rendement (350 millions de dollars US, 9½% Senior Notes, échéance 2016)***

Le 9 juin 2009, CGGVeritas a émis un emprunt obligataire par placement privé international d'un nominal de 350 millions de dollars US à échéance 2016 et portant intérêt à 9½%. Cette émission a été réalisée au prix de 97,0%, correspondant à un rendement de 10,25%. Le remboursement est à échéance du 15 mai 2016.

Le produit net de cette émission a permis de financer le remboursement de 100 millions de dollars US effectué le 21 mai 2009 sur le crédit Senior « Term Loan B » et les trois dernières échéances 2009 de 27,5 millions de dollars US sur ce même crédit Senior. Une partie du produit de l'émission a également servi à financer à hauteur d'environ 50 millions de dollars US le remboursement de dettes financières associées à des actifs de nos filiales CGG Marine Resources Norge et CGGVeritas Services (Norway) AS (ex Exploration Resources). Le solde est utilisé pour les besoins généraux du Groupe incluant le remboursement des autres endettements.

***Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7¼% Senior Notes, échéance 2017)***

Le 9 février 2007, le Groupe a émis sur les marchés internationaux de capitaux, un emprunt obligataire de 400 millions de dollars US à échéance 2017 au taux nominal de 7¼%. Les fonds reçus ont permis au Groupe de rembourser une partie du prêt relais de 700 millions de dollars US ayant financé l'acquisition de Veritas.

***Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6½% Senior Notes, échéance 2021)***

Le 31 mai 2011, le Groupe a émis par placement privé international un emprunt obligataire d'un nominal de 650 millions de dollars US à échéance juin 2021 et portant intérêt au taux de 6½%. Les obligations ont été émises à un prix de 96,45% du pair correspondant à un rendement de 7,0%. Le produit net de cette émission a été affecté au remboursement total du crédit senior Term Loan B de 508 millions de dollars US et au remboursement à hauteur de 70 millions de dollars US de l'emprunt obligataire à échéance 2015.

- ***Obligations convertibles (360 millions de dollars US, 1¼% Senior Notes, échéance 2016)***

Le 27 janvier 2011, CGGVeritas a procédé à l'émission de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission a été affecté au remboursement partiel de l'emprunt obligataire 7½% d'un montant de 530 millions de dollars US à échéance mai 2015, permettant de réduire les frais financiers décaissés par le Groupe.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 27,80 euros, ce qui fait apparaître une prime d'émission de 25% par rapport au cours de référence de l'action CGGVeritas sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,75% payable semestriellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les obligations donneront droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes CGGVeritas à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas, sous certaines conditions.

Au 27 janvier 2011, le montant de la dette financière s'élevait à 270 millions d'euros et la composante en capitaux propres à 90 millions d'euros. La juste valeur de la dette a été estimée avec un taux d'intérêt à 8,15%

- ***Emprunts bancaires et facilités de crédit***

Au 31 décembre 2011, 37,1 millions d'euros d'emprunts bancaires sur un montant total de 44,0 millions d'euros étaient sécurisés par des immobilisations corporelles et des créances.

***Crédit Senior Term Loan B et facilités de crédit renouvelable US***

Le 15 décembre 2011, nos facilités de crédit ont fait l'objet d'un avenant ayant étendu l'échéance de 2 ans à janvier 2014 et ramené à 79 millions de dollars US notre ligne de crédit. Suite à cet avenant, les ratios financiers ont été redéfinis de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants est fixé à 2,50 jusqu'à fin 2013,
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants est fixé à 3,00 jusqu'à fin 2013.

Le 2 juin 2011, la Société a procédé au remboursement du crédit senior Term Loan B de 508 millions de dollars US, en émettant l'emprunt obligataire à échéance 2021 décrit ci-dessus.



Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu l'échéance de 348 millions de dollars US des 515 millions de dollars US restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter. En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue. La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verrait sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 n'étaient toujours pas refinancées en février 2015.

Les 21 et 27 mai 2009, nos facilités de Crédit Senior "Term Loan B" et crédit renouvelable français ont fait l'objet d'avenants. Ces avenants, s'inscrivant dans le cadre de la politique financière prudente du Groupe, ont eu pour principaux effets le remboursement anticipé de 100 millions de dollars US, l'augmentation de 1,0% des taux d'intérêts bancaires applicables aux montants tirés de ces contrats de crédit et l'assouplissement de la plage des ratios financiers à respecter (« covenants »).

Un avenant aux dispositions respectives du contrat de crédit senior "Term Loan B" signé le 12 janvier 2007 et du contrat de crédit syndiqué français signé le 7 février 2007, a été signé le 12 décembre 2008. Les modifications apportées aux accords de financement ont donné au Groupe une plus grande flexibilité en termes (i) d'acquisition de sociétés par voie d'offre publique, (ii) de rachats d'actions propres et (iii) de recapitalisation des filiales n'étant pas garantes dans le cadre des accords de financement. En contrepartie des modifications ainsi intervenues, la Société (i) a procédé à un remboursement de 50 millions de dollars US au jour de la signature des avenants, et (ii) au cours de l'année 2009 au remboursement complémentaire de 100 millions de dollars US versé en quatre échéances trimestrielles de 25 millions de dollars US, en sus de celui originellement prévu et versé. La moitié de ces versements complémentaires (75 millions de dollars US) correspondait à une anticipation de remboursements obligatoires qui devaient intervenir au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Le 12 janvier 2007, le Groupe a signé une convention de crédit sécurisée de 1 140 millions de dollars US avec Crédit Suisse, comme agent administratif et agent collatéral, et des prêteurs, organisant la mise à disposition d'une ligne de crédit senior « Term Loan B » d'un montant de 1 000 millions de dollars US et d'une ligne de crédit renouvelable américaine de 140 millions de dollars US (dont une partie peut être utilisée pour l'émission de lettres de crédit). Le 29 juin 2007, le Groupe a remboursé 100 millions de dollars US de la ligne de crédit senior « Term Loan B ».

Les obligations de CGGVeritas Services Holding (U.S.) Inc. au titre de la convention de crédit sont garanties par CGGVeritas et certaines de ses filiales, en ce compris certaines des filiales de l'ancien groupe Veritas. Les titres de CGGVeritas Services Holding (U.S.) Inc. et de certaines autres des filiales directes de CGGVeritas sont nantis au profit des prêteurs ainsi que les titres de certaines des filiales directes de CGGVeritas Services Holding (U.S.) Inc. En outre, certaines des filiales garantes ont consenti des nantissements sur certains de leurs actifs corporels et incorporels, y compris (sans que cette liste soit exhaustive), certains navires, propriétés immobilières, droits minéraux, comptes bancaires et propriété intellectuelle. Pour certaines des filiales, en particulier CGGVeritas Services Holding (U.S.) Inc. et certaines filiales américaines et canadiennes, le nantissement peut porter sur la quasi-totalité de leurs actifs.

Les ratios financiers sont respectés au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

#### ***Ligne de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US (Contrat de crédit syndiqué Français)***

Durant l'année 2011, 80 millions d'euros ont été tirés et entièrement remboursés courant septembre.

Le 15 décembre 2011, les Crédits syndiqués français et US ont été modifiés afin d'assouplir certaines restrictions et conventions.

Les conventions ont été redéfinies comme suit : le montant des investissements nets réalisés chaque année par le Groupe ne doit pas dépasser la plus forte des valeurs entre 600 millions de dollars US et 50% de l'EBITDA. L'investissement net signifie l'acquisition d'immobilisations moins les pré-financements des ventes multi-clients.

Le 4 novembre 2010, ce crédit renouvelable a fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) à ceux de nos facilités de crédit senior « Term Loan B » et d'étendre la maturité de 2 ans de février 2012 à février 2014. L'avenant avait modifié les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le ratio « dette financière nette / EBITDA » est passé de 2,25 à 2,75 en 2010 baissant ensuite à 2,0 en 2014 ;
- le ratio « EBITDA / intérêts financiers » passe de 4,0 à 3,50 en 2010 et augmente ensuite à 4,50 en 2014.

Suite à cet avenant, les taux d'intérêts ont augmenté de 25 points de base à Libor+325, ajustés en fonction du rating de CGGVeritas par les agences de notation.

Deux avenants aux dispositions du crédit syndiqué ont été signés les 21 et 27 mai 2009 et le 12 décembre 2008 : voir Credit Senior TLB ci-dessus.

Le 7 février 2007, CGGVeritas a signé une convention de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US avec Natixis comme agent administratif et Crédit Suisse comme agent collatéral. Cette ligne de crédit, mobilisable en dollars US et en euros, a pour objet de financer les opérations courantes de l'emprunteur.

#### ***Facilité de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US***

Le 13 janvier 2011, la société Exploration Vessel Resources II AS a signé une convention de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US faisant l'objet d'une garantie émise en faveur des banques, et devant respecter des ratios financiers similaires à ceux du crédit senior Term Loan B. Le montant résiduel au 31 décembre 2011 est de 38,4 millions de dollars US.

#### ***Facilité de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US***

Le 30 avril 2007, Geomar a signé une convention de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US. Cette ligne de crédit avait pour objet de refinancer le navire sismique *Alizé*. Cette ligne de crédit est tirée en totalité au 31 décembre 2007. Le montant résiduel au 31 décembre 2011 est de 9,0 millions de dollars US.

#### ***Convention de financement d'actifs***

Le 13 mars 2006, CGG Marine Resources Norge AS a conclu une convention de financement d'actifs de 26,5 millions de dollars US avec une banque. L'objet de cette convention était de financer l'acquisition de streamers de nouvelle génération "Sentinel" pour le navire *Symphony*. Ce financement était assorti d'une clause de réserve de propriété sur les équipements. Cette ligne, tirée en totalité au 31 décembre 2006, est entièrement remboursée depuis 2009.

#### ***Convention de crédit***

Le 29 mars 2006, Exploration Resources a conclu une convention de crédit d'un montant de 70 millions de dollars US avec un établissement de crédit. Cette ligne de crédit avait pour objet de financer la conversion du navire *Geo Challenger*, qui était originellement un navire câblé, en navire sismique 3D ainsi que l'acquisition de matériel sismique pour l'équipement des navires *C-Orion* et *Geo Challenger*. Cette ligne de crédit tirée en totalité au 31 décembre 2006, a été entièrement remboursée au 31 décembre 2010.

### **NOTE 14 — INSTRUMENTS FINANCIERS**

Du fait de son activité internationale, le Groupe est exposé à des risques généraux liés aux opérations à l'étranger. Les principaux risques de marché auxquels le Groupe est exposé sont notamment l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change. Le Groupe ne conclut pas de contrats d'instruments financiers à des fins spéculatives.

## **Gestion du risque de change**

CGGVeritas tire une partie substantielle de son chiffre d'affaires de ventes à l'étranger et est donc soumise aux risques relatifs aux fluctuations des taux de change. Les recettes et dépenses de CGGVeritas sont libellées de manière prépondérante en dollar US et en euro, et dans une moindre mesure en devises telles que le dollar canadien, le real brésilien, le dollar australien, la Couronne norvégienne et la livre sterling. Historiquement, une part importante du chiffre d'affaires facturé en euros par CGGVeritas est en fait dérivée de contrats contenant des prix en dollars US, dès lors que le dollar US sert souvent de monnaie de référence dans les réponses aux appels d'offres pour des contrats de fourniture de services géophysiques.

### *Analyse de sensibilité*

La devise de reporting pour l'établissement des états financiers du Groupe est l'euro. En conséquence, la variation du cours de l'euro par rapport au dollar US peut affecter le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation. Une dépréciation du dollar US par rapport à l'euro est susceptible d'affecter défavorablement les résultats de CGGVeritas dans la mesure où les gains libellés en dollars US convertis en euros sont dépréciés. Par ailleurs, au-delà du simple effet de la conversion d'un résultat en dollar US à une parité plus défavorable, et dès lors notamment que la plupart des appels d'offres pour des contrats d'acquisition auxquels participe CGGVeritas sont libellés en dollars US, la dépréciation du dollar US par rapport à l'euro nuit à la position concurrentielle du Groupe par rapport aux sociétés dont les coûts et les dépenses sont plus largement libellés en dollars US. En l'espèce, le Groupe estime ses dépenses nettes courantes en euros à un montant de l'ordre de 400 millions, et en conséquence, une variation défavorable de 10 cents dans la parité moyenne de change entre l'euro et le dollar US aurait un impact négatif de l'ordre de 40 millions de dollars US au niveau de son résultat d'exploitation et de ses capitaux propres.

Afin de limiter cette exposition, le Groupe s'efforce d'équilibrer le chiffre d'affaires et les dépenses en devises afin de minimiser l'impact net des créances et des dettes libellées en devises. Cependant, durant les cinq dernières années, les dépenses libellées en dollars US n'ont pas égalé le chiffre d'affaires libellé en dollars US en raison notamment de l'existence de coûts de personnel libellés en euros. En vue d'équilibrer davantage les créances et les dettes libellées en devises, le Groupe maintient son endettement en dollars US.

### *Contrats de ventes à terme*

Le Groupe conclut également divers contrats pour couvrir les risques de change sur ses activités futures. Il mène notamment une politique de vente à terme de dollars US en fonction des excédents escomptés dans cette devise, compte tenu de son carnet de commandes à échéance de six mois en moyenne. Dans une moindre mesure, une politique de couverture similaire est appliquée aux excédents libellés en livres sterling, en dollars australiens et en ren-min-bi yuan. Cette stratégie de réduction des risques de change a permis d'atténuer, sans l'éliminer, l'impact positif ou négatif de la variation des cours de change sur ces devises.

Le détail des contrats de vente à terme est le suivant :

	<u>Au 31 décembre.</u>		
	2011	2010	2009
<b>Contrats de vente à terme de US\$ en euros</b>			
Montant notionnel (en millions de US\$).....	157,8	128,1	157,4
— dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) .....	157,8	128,1	157,4
— dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) ...	—	—	—
Echéance moyenne pondérée.....	57 jours	51 jours	43 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/€).....	1,3492	1,3434	1,4273
<b>Contrats de vente à terme de US\$ en livres sterling</b>			
Montant notionnel (en millions de US\$).....	17,2	—	8,9
— dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) .....	17,2	—	8,9
— dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) ...	—	—	—
Echéance moyenne pondérée.....	41 jours	—	29 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/£).....	1,5635	—	1,6743
<b>Contrats de vente à terme de US\$ en Ren-min-bi Yuan</b>			
Montant notionnel (en millions de US\$).....	21,5	6,2	—
— dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) .....	21,5	6,2	—
— dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) ...	—	—	—
Echéance moyenne pondérée.....	20 jours	56 jours	—
Taux de couverture moyen pondéré (RMB/US\$).....	6,3468	6,6612	—
<b>Contrats de vente à terme de US\$ en dollars de Singapour</b>			
Montant notionnel (en millions de US\$).....	2,3	—	—
— dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) .....	2,3	—	—
— dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) ...	—	—	—
Echéance moyenne pondérée.....	50 jours	—	—
Taux de couverture moyen pondéré (SGD/US\$).....	1,2929	—	—
<b>Contrats de vente à terme de US\$ en Francs Suisses</b>			
Montant notionnel (en millions de US\$).....	3,8	—	—
— dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) .....	3,8	—	—
— dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux) ...	—	—	—
Echéance moyenne pondérée.....	41 jours	—	—
Taux de couverture moyen pondéré (CHF/US\$).....	0,8713	—	—

L'impact des contrats de vente à terme sur les états financiers est le suivant :

	<u>Au 31 décembre.</u>		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Montant au bilan des contrats de vente à terme de devises (voir notes 5 et 12).....	(4,6)	0,6	(0,2)
Juste valeur des contrats de vente à terme de devises.....	(4,6)	0,6	(0,2)
Profits (pertes) enregistrés en résultat (voir note 21).....	3,4	(2,7)	1,6
Profits (pertes) enregistrés directement en capitaux propres (avant impôts différés).....	(3,6)	(0,9)	5,2

Le tableau ci-dessus ne tient pas compte des instruments financiers des sociétés mises en équivalence.

Les profits (pertes) enregistrés en résultat pour ces entités sont inclus dans la ligne « Résultat des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé.

Les profits (pertes) enregistrés directement en capitaux propres sont présentés sur la ligne « Quote part de variation du résultat étendu des sociétés mises en équivalence » sur l'état du compte de résultat global consolidé.

#### **Contrats d'option d'achat**

Le Groupe ne disposait d'aucun contrat d'option d'achat de devises au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

## **Gestion du risque de taux**

La stratégie du Groupe est de gérer le risque de taux par l'utilisation maximale de dettes à taux fixe. Ainsi, l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêts est limitée dans la mesure où plus de 96% de la dette financière au 31 décembre 2011 est constituée d'emprunts obligataires à taux fixe ainsi que d'un certain nombre de contrats de crédits-baux et de lignes de crédit bancaires à moyen terme à taux fixes et de maturités variables. Cependant, le Groupe peut être amené à souscrire à une partie de ses dettes financières auprès d'institutions financières à taux d'intérêts variables indexés sur des durées de tirage allant de un à soixante mois, et il peut en résulter une variation de la charge d'intérêt correspondante en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme. Le Groupe peut également avoir recours à des contrats de swap de taux d'intérêts afin d'ajuster l'exposition lorsque les conditions de marché sont favorables.

### *Analyse de sensibilité*

Les sources de financement de CGGVeritas sont constituées d'emprunts garantis et de facilités de crédit soumis à des taux d'intérêts variables. En conséquence, les charges financières du Groupe peuvent augmenter si les taux d'intérêts augmentent. Ainsi, toute augmentation de 1% des taux d'intérêts augmenterait les charges financières du Groupe de près de 0,6 millions d'euros par an alors qu'une baisse de 1% diminuerait ces charges de 0,6 millions d'euros.

### *Contrats de swap de taux d'intérêts*

Il n'existait aucun contrat de swap de taux au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

### *Contrats de cap de taux d'intérêts*

Le Groupe ne dispose d'aucun contrat de cap de taux d'intérêt au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

## **Gestion du risque de crédit**

Afin de minimiser le risque de crédit, ou risque de contrepartie, le Groupe conclut des contrats de couverture uniquement avec des institutions financières et des banques commerciales parmi les mieux évaluées. Bien que le risque de crédit puisse être formé par le coût de remplacement à la juste valeur estimée de l'instrument, le Groupe considère que le risque de subir une perte reste mineur, et que la perte en question ne serait de toutes façons pas significative.

Les créances clients du Groupe ne représentent pas un risque de crédit significatif, du fait de la large variété de clients, des différents marchés dans lesquels le Groupe opère, et de sa présence dans plusieurs zones géographiques. Les deux plus importants clients du Groupe contribuent en 2011 pour respectivement 13,0% et 3,0% au chiffre d'affaires consolidé. Ils contribuaient respectivement pour 6,9% et 6,0% en 2009 et 6,8% et 5,3% en 2009.

## **Gestion du risque de liquidité**

Les principaux besoins financiers du Groupe sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (en particulier les opérations de réparations et d'amélioration de performances des navires sismiques), des investissements dans les études non-exclusives, et des opérations d'acquisition.

Les opérations d'exploitation courante ainsi que le service d'intérêts de la dette sont financés par les flux de trésorerie provenant de l'exploitation. La capacité du Groupe à effectuer des remboursements réguliers du principal des emprunts, à payer d'éventuels intérêts exceptionnels, à restructurer son endettement, ou à financer ses investissements, dépendra de ses performances futures, qui dans une certaine mesure, restent liées à des facteurs économiques, financiers, de compétitivité, juridiques et de réglementation. Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renouvelable (79 millions de dollars pour le crédit US et 200 millions de dollars pour le crédit France) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois (voir note 13).

## Impact et ventilation des instruments financiers sur le bilan

L'impact et la ventilation sur le bilan des instruments financiers du Groupe au 31 décembre 2011 se présentent comme suit :

	Niveau de risque	Au 31 décembre 2011						
		Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente (en millions d'euros)	Prêts, créances et dettes d'exploitation	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres non consolidés .....	Niveau 3	5,2	5,2		5,2			
Actifs financiers non courants .....	Niveau 3	13,9	13,9			13,9		
Clients et comptes rattachés .....	Niveau 3	677,0	677,0			677,0		
Actifs financiers courants .....	Niveau 3	2,7	2,7					2,7
Equivalents de trésorerie .....	Niveau 3	76,9	76,9	76,9				
Trésorerie.....	Niveau 3	333,8	333,8	333,8				
<b>Total actifs.....</b>		<b>1 109,5</b>	<b>1 109,5</b>	<b>410,7</b>	<b>5,2</b>	<b>690,9</b>		<b>2,7</b>
Passifs financiers non courants.....	Niveau 3	3,4	3,4			3,4		
Dettes financières(a).....	Niveau 1	1 501,0	2 212,6				1 501,0	
Fournisseurs et comptes rattachés.....	Niveau 3	298,6	298,6			298,6		
Passifs financiers courants.....	Niveau 3	7,3	7,3					7,3
<b>Total passifs.....</b>		<b>1 810,3</b>	<b>2 521,9</b>			<b>302,0</b>	<b>1 501,0</b>	<b>7,3</b>

(a) les dettes financières incluent les dettes à long-terme, les découverts bancaires et les intérêts courus (voir note 13).

## Valeurs de marché des instruments financiers

Les montants au bilan et la valeur de marché des instruments financiers du Groupe sont les suivants :

	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché
Titres de placement et autres disponibilités .....	410,7	410,7	335,9	335,9	480,3	480,3
Découverts bancaires.....	4,6	4,6	4,5	4,5	2,7	2,7
Emprunts bancaires, contrats de crédit-bail, crédit fournisseur et emprunts actionnaires :						
— Taux variable .....	57,2	57,2	410,7	410,7	453,4	453,4
— Taux fixe.....	1 426,7	2 138,3	1 057,7	1 591,4	931,8	1 452,3
Contrats de vente à terme de devises....	(4,6)	(4,6)	0,6	0,6	(0,2)	(0,2)
Contrats de swaps d'intérêt.....	—	—	—	—	—	—
Contrats d'option d'achat .....	—	—	—	—	—	—

Pour les autres immobilisations financières, les clients, les autres créances d'exploitation, les titres de placement et autres disponibilités, les fournisseurs et les autres dettes d'exploitation, le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Pour les emprunts bancaires à taux fixe, la valeur de marché a été estimée en fonction de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (paiement des intérêts et remboursement du principal) aux taux d'intérêts de marché correspondant à leurs caractéristiques. Au 31 décembre 2011, le taux de marché utilisé pour actualiser les obligations à haut rendement est de 7,1% (source Thomson Reuters) et de 6,5% (source Bloomberg) pour les obligations convertibles.

Pour les emprunts à taux variable, les crédits fournisseurs et les emprunts actionnaires, la valeur de marché est équivalente à la valeur au bilan.

La valeur de marché des contrats de vente à terme est estimée à partir de cours à terme, négociables sur les marchés financiers, pour des échéances comparables.

## **NOTE 15 — CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS**

Au 31 décembre 2011, le capital social de CGGVeritas S.A. se composait de 151 861 932 actions ordinaires de valeur nominale de 0,40 €. Au 31 décembre 2010 il se composait de 151 506 109 actions ordinaires et au 31 décembre 2009 de 151 146 594 actions ordinaires.

CGGVeritas cherche à optimiser de manière continue sa structure financière par un équilibre optimal entre son endettement financier net et ses capitaux propres totaux tels que figurant dans le bilan consolidé. Le Groupe gère sa structure financière et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques. Les objectifs, politiques et procédures de gestion sont demeurés identiques depuis plusieurs exercices. CGGVeritas SA n'est sujet à aucune exigence externe en termes de capitaux propres minimum, excepté les exigences légales.

### **Droits et privilèges associés aux actions ordinaires**

Les actions ordinaires donnent droit à dividende. Les dividendes peuvent être distribués à partir des réserves disponibles de la société-mère, en conformité avec la loi française et les statuts de la Société. Au 31 décembre 2011, le montant des réserves libres de la société-mère s'élevait à 2 435,0 millions d'euros. Aucun dividende n'a été versé en 2011, 2010 et 2009.

Les actions ordinaires en nominatif détenues depuis plus de deux ans donnent un droit de vote double.

### **Emission d'actions**

En 2011, CGGVeritas S.A. a émis 355 823 actions ordinaires entièrement libérées liées aux opérations suivantes :

- 318 823 actions ordinaires entièrement libérées, liées à des stock-options exercées ;
- 37 000 actions ordinaires entièrement libérées, liées à l'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance.

### **Plans d'options**

Suite à diverses résolutions adoptées par le Conseil d'administration, le Groupe a attribué des options de souscription d'actions ordinaires à certains de ses salariés, cadres et administrateurs.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mai 2006 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options ont été acquis par quart tous les ans à compter de mai 2006, lesdites options pouvant être exercées à tout moment mais les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant mai 2010. Des 1 012 500 options attribuées en mai 2006, 680 000 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2007 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options sont acquis par tiers tous les ans à compter de mars 2007, lesdites options pouvant être exercées à tout moment à hauteur des droits acquis mais, pour les résidents fiscaux français, les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant le 24 mars 2011. Des 1 308 750 options attribuées en mars 2007, 675 000 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2008 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options sont acquis par tiers pendant une période de 3 ans, lesdites options pouvant être exercées à tout moment à hauteur des droits acquis mais, pour les résidents fiscaux français, les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant le 14 mars 2012. Des 1 188 500 options attribuées en mars 2008, 584 742 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2009 ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan. 1 002 000 actions ont été attribuées aux cadres

dirigeants et autres salariés du Groupe, 200 000 options ont été attribuées au Président Directeur Général, et 125 000 options au Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 €. Les options ont une durée de 8 ans, 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires, Le prix de souscription a été fixé à 19,44 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
  - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Le 21 octobre 2010, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer 120 000 options de souscription d'actions à trois bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 16,88 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan.

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer :

- 964 363 options de souscription d'actions à 364 bénéficiaires, Le prix de souscription a été fixé à 25,48 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 25,48 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
  - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.



Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 décembre 2011 :

	Options attribuées	Options non exercées au 31/12/11	Prix d'exercice par action	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
Plan du 11 mai 2006.....	1 012 500	951 095	26,26 €	10 mai 2014	28,3 mois
Plan du 23 mars 2007.....	1 308 750	1 164 000	30,40 €	23 mars 2015	38,7 mois
Plan du 14 mars 2008.....	1 188 500	1 079 340	32,57 €	14 mars 2016	50,5 mois
Plan du 16 mars 2009.....	1 327 000	982 610	8,82 €	16 mars 2017	62,5 mois
Plan du 6 janvier 2010.....	220 000	220 000	14,71 €	6 janvier 2018	72,3 mois
Plan du 22 mars 2010.....	1 548 150	1 442 385	19,44 €	22 mars 2018	74,7 mois
Plan du 21 octobre 2010.....	120 000	120 000	16,88 €	21 octobre 2018	81,7 mois
Plan du 24 mars 2011.....	<u>1 164 363</u>	<u>1 102 890</u>	25,48 €	24 mars 2019	86,8 mois
<b>Total.....</b>	<b><u>7 889 263</u></b>	<b><u>7 062 320</u></b>			

Le tableau suivant résume l'information relative à l'évolution des plans de stock-options au 31 décembre 2011 :

	2011		2010		2009	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice
	(prix moyen d'exercice en euros)					
Options non exercées en début d'exercice.....	6 428 504	22,17	4 958 740	22,35 €	4 181 985	25,43
Attributions.....	1 164 363	25,48	1 888 150	18,73 €	1 327 000	8,82
Exercées.....	(318 823)	7,31	(339 377)	6,10 €	(184 135)	7,27
Echues non exercées.....	<u>(211 724)</u>	<u>20,21</u>	<u>(79 009)</u>	<u>19,86 €</u>	<u>(366 110)</u>	<u>16,09</u>
<b>Options non exercées en fin d'exercice.....</b>	<b><u>7 062 320</u></b>	<b><u>23,16</u></b>	<b><u>6 428 504</u></b>	<b><u>22,17 €</u></b>	<b><u>4 958 740</u></b>	<b><u>22,35</u></b>
Options exerçables en fin d'exercice.....	4 535 303	16,11	3 534 518	14,05 €	2 330 733	11,33

Le cours moyen de l'action CGGVeritas s'est élevé à 20,17 € en 2011, 18,26 € en 2010 et 12,28 € en 2009.

## Actions gratuites sous conditions de performance

### Plan d'attribution du 14 mars 2008

Le 14 mars 2008, le Conseil d'administration a décidé l'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance portant sur un maximum de 459 250 actions à certains mandataires sociaux et salariés dont 45 000 actions gratuites attribuées au Président-Directeur Général et au Directeur Général Délégué. Les modalités et conditions d'attribution de ces actions gratuites étaient les suivantes : (i) la réalisation d'un résultat net consolidé moyen par action du Groupe minimum sur les exercices clos le 31 décembre 2008 et 2009 et (ii) d'un résultat d'exploitation moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Equipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs sur les exercices clos le 31 décembre 2008 et 2009. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Le Conseil d'administration du 24 février 2010 a constaté que le plan d'actions sous condition de performance mis en place en mars 2008 n'avait été que partiellement réalisé. Ainsi seulement 20 138 actions gratuites ont été attribuées aux bénéficiaires du plan.

### **Plan d'attribution du 16 mars 2009**

Le 16 mars 2009, le Conseil d'administration a décidé l'attribution d'actions gratuites portant sur un maximum de 516 250 actions à certains mandataires sociaux et salariés du Groupe, dont 45 000 actions gratuites attribuées au Président-Directeur Général et au Directeur Général Délégué. Les modalités et conditions d'attribution de ces actions gratuites étaient les suivantes : (i) la réalisation d'un résultat net consolidé moyen par action du Groupe minimum sur les exercices clos le 31 décembre 2009 et 2010 et (ii) d'un résultat d'exploitation moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Equipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs sur les exercices clos le 31 décembre 2009 et 2010. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Le Conseil d'administration du 24 février 2011 a constaté que les conditions de performance prévues par le règlement du plan mis en place le 16 mars 2009 n'avait été que partiellement réalisé. Ainsi, seulement 37 000 actions gratuites ont été en conséquence attribuées aux bénéficiaires du plan lors de la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2010.

### **Plan d'attribution du 22 mars 2010**

Le 22 mars 2010, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 509 925 actions gratuites sous conditions de performance dont 27 500 attribuées au Président Directeur Général. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Equipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 22 mars 2012 ou la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les actions seront effectivement attribuées sous réserve (i) de la constatation par le Conseil d'administration de la réalisation des conditions de performance prévues par le règlement du plan, et (ii) de l'existence d'un contrat de travail ou d'un mandat social entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Le Conseil d'administration du 29 février 2012 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 22 mars 2010 étaient partiellement remplies et qu'un maximum de 76 842 actions seraient attribuées au titre de ce plan le 10 mai 2012.

### **Plan d'attribution du 24 mars 2011**

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 488 886 actions gratuites sous conditions de performance dont 13 750 attribuées au Président et 27 500 attribuées au Directeur Général. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Equipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 24 mars 2013 ou la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les actions seront effectivement attribuées sous réserve (i) de la constatation par le Conseil d'administration de la réalisation des conditions de performance prévues par le règlement du plan, et (ii) de l'existence d'un contrat de travail ou d'un mandat social entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

### Coût de compensation sur les options et actions gratuites sous condition de performance

Les hypothèses retenues pour évaluer les plans d'options 2009, 2010 et 2011 et les plans 2009, 2010 et 2011 d'attribution d'actions gratuites sont reprises dans le tableau suivant :

	<u>Options attribuées</u>	<u>Volatilité</u>	<u>Taux sans risque</u>	<u>Prix d'exercice par actions (€)</u>	<u>Durée de vie résiduelle (ans)</u>	<u>Juste valeur par action à la date d'attribution (€)</u>	<u>Dividendes</u>
Plan d'options 2009 .....	1 327 000	50%	2,88%	8,82	5,5	4,63	0,0%
Plan d'options janvier 2010 ...	220 000	52%	2,78%	14,71	5	8,23	0,0%
Plan d'options mars 2010.....	1 548 150	52%	2,44%	19,44	5,5	10,10	0,0%
Plan d'options octobre 2010 ..	120 000	52%	2,05%	16,88	5,5	9,66	0,0%
Plan d'options 2011 .....	1 164 363	37%	2,52%	25,48	4	8,48	0,0%

  

	<u>Actions gratuites attribuées</u>	<u>Accomplissement des conditions de performance</u>	<u>Juste valeur par action à la date d'attribution (€)</u>	<u>Dividendes</u>
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2009 .....	516 250	37 000	9,29 <sup>(a)</sup>	0,0%
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2010 .....	509 925	76 842	20,03 <sup>(a)</sup>	0,0%
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2011 .....	488 886	50% <sup>(b)</sup>	25,84 <sup>(a)</sup>	0,0%

<sup>(a)</sup> Correspond au cours de clôture de l'action CGGVeritas en date d'attribution.

<sup>(b)</sup> Estimé.

Selon IFRS 2, la juste valeur des options attribuées depuis le 7 novembre 2002, sont reconnues en charge sur la durée de vie du plan. Le détail de ces charges est présenté dans le tableau suivant :

	<u>Année</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	<u>(en millions d'euros)</u>		
Plan d'options 2006 <sup>(a)</sup> .....	—	0,3	1,1
Plan d'options 2007 <sup>(b)</sup> .....	—	0,4	1,9
Plan d'options 2008 <sup>(c)</sup> .....	0,3	2,0	4,6
Plan d'options 2009 <sup>(d)</sup> .....	0,4	1,6	2,7
Plan d'options 2010 <sup>(e)</sup> .....	5,4	8,3	—
Plan d'option 2011 <sup>(f)</sup> .....	4,0	—	—
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2006 <sup>(g)</sup> .....	—	—	—
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2007 <sup>(h)</sup> .....	—	—	4,0
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2008 <sup>(i)</sup> .....	—	—	(3,8)
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2009 <sup>(j)</sup> .....	0,1	0,3	0,2
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2010 <sup>(k)</sup> .....	(1,3)	1,9	—
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2011 <sup>(l)</sup> .....	2,3	—	—
<b>Charge Totale selon IFRS 2.....</b>	<b>11,2</b>	<b>14,8</b>	<b>10,7</b>

<sup>(a)</sup> Dont 0,2 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2010 et 0,6 millions d'euros en 2009.

<sup>(b)</sup> Dont 0,2 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2010 et 1,0 millions d'euros en 2009.

<sup>(c)</sup> Dont 0,2 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2011 ; 1,0 millions d'euros en 2010 et 2,2 millions d'euros en 2009.

<sup>(d)</sup> Dont 0,2 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2011 ; 0,8 millions d'euros en 2010 et 1,2 millions d'euros en 2009.

<sup>(e)</sup> Dont 2,7 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2011 et 4,4 millions d'euros en 2010.

<sup>(f)</sup> Dont 2,7 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2011.

<sup>(g)</sup> néant.

- (h) Dont 0,7 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2009.  
(i) Dont (0,4) millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2009.  
(j) Dont 0,04 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2009.  
(k) Dont (0,2) millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2011 et 0,4 millions d'euros en 2010.  
(l) Dont 0,5 millions d'euros pour les dirigeants du Groupe en 2011.

## NOTE 16 — PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail et la variation des provisions pour risques et charges s'établissent comme suit :

	Solde au 31 décembre 2010	Dotations	Reprise (utilisée)	Reprise (non utilisée)	Autres(a)	Solde au 31 décembre 2011
	(en millions d'euros)					
Provisions pour frais de restructuration.....	23,5	—	(15,4)	(2,0)	(0,8)	5,3
Provisions pour contrats déficitaires.....	6,4	0,9	(2,6)	—	0,1	4,8
Provisions pour litiges.....	2,2	9,2	(0,7)	—	0,4	11,1
Autres provisions relatives à des contrats.....	4,3	1,6	(1,6)	—	—	4,3
Provisions pour charge de démobilisation des navires.....	1,1	1,0	(0,9)	—	0,1	1,3
Autres provisions pour risques et charges.....	4,3	—	(3,9)	—	(0,4)	—
<b>Total provisions court-terme.....</b>	<b>41,8</b>	<b>12,7</b>	<b>(25,1)</b>	<b>(2,0)</b>	<b>(0,6)</b>	<b>26,8</b>
Provisions pour départ à la retraite.....	27,4	6,0	(7,3)	—	1,2	27,3
Provisions pour risques fiscaux.....	14,4	—	(4,4)	—	(0,8)	9,2
Provisions pour contrats défavorables.....	10,4	—	(3,4)	—	0,1	7,1
Provisions pour garantie clients.....	21,2	8,7	(8,5)	—	(0,2)	21,2
Provisions pour risques douaniers et autres impôts.....	13,8	7,9	(5,2)	—	0,9	17,4
Autres provisions pour risques et charges.....	0,5	—	(0,2)	—	—	0,3
<b>Total provisions long-terme.....</b>	<b>87,7</b>	<b>22,6</b>	<b>(29,0)</b>	<b>—</b>	<b>1,2</b>	<b>82,5</b>
<b>Total provisions.....</b>	<b>129,5</b>	<b>35,3</b>	<b>(54,1)</b>	<b>(2,0)</b>	<b>0,6</b>	<b>109,3</b>

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des changements de périmètre ainsi que les reclassements entre comptes.

### Provisions pour frais de restructuration

En 2011, les reprises sont liées au plan de performance 2010 venant compensés les coûts encourus de l'année (voir note 21).

### Provisions pour litige

Le 20 octobre 2006, une procédure a été intentée à l'encontre de Sercel Inc. (une filiale du Groupe CGGVeritas), devant les juridictions américaines ("United States District Court for the Eastern District of Texas"). Cette action était fondée sur une supposée contrefaçon par certains équipements d'acquisition sismique de Sercel incluant des composants MEMS (Micro Electromechanical systems) d'un brevet détenu par le demandeur. Le 29 janvier 2010 un jury de Texarkana (Texas) a déclaré Sercel Inc. coupable de violation du brevet américain US Patent no. 5 852 242, accordant ainsi à ION Geophysical Corporation 25,2 millions de dollars US de dommages au titre du manque à gagner. Sercel a déposé une requête demandant à la Cour d'annuler le verdict du jury pour plusieurs motifs, et notamment le fait qu'ION n'ait pas apporté de preuves irréfutables permettant d'établir que Sercel a porté atteinte au brevet et que le brevet d'ION est lui-même invalide dès lors qu'ION n'a pas décrit dans ledit brevet la meilleure façon de réaliser l'invention.

Le 21 septembre 2010, la Cour de Texarkana a rejeté le verdict du jury qui reprochait à Sercel Inc. de contrefaire le brevet américain N° 5 852 242 tel que revendiqué par ION Geophysical. La Cour a aussi confirmé le verdict du jury validant le brevet, et admettant son non-respect sur certains autres fondements. La Cour a également conclu que la demande d'indemnisation d'ION pour manque à gagner de 25,2 millions de dollars US n'était pas recevable et a réduit le montant des dommages et intérêts à 10,7 millions de dollars US.

Le 8 mars 2011, Sercel Inc. a émis une obligation de 12,8 millions de dollars (correspondant au montant des dommages plus 20% d'intérêts) et a lancé une procédure d'appel.

Le 17 février 2012, la Cour Fédérale Américaine a validé le jugement de la Cour du Texas du 16 février 2011 quant au litige entre Sercel et Ion Geophysical (« ION ») portant sur le brevet US N°5 852 242.

Une provision d'un montant de 9,2 millions d'euros (12,8 millions de dollars) a été comptabilisée dans les comptes du quatrième trimestre 2011 du Groupe au titre des 10,7 millions de dollars et intérêts relatifs dus à ION. Les parties prenantes retourneront devant les tribunaux pour déterminer le montant des dommages supplémentaires relatifs aux ventes de systèmes SeaRay fabriqués à Houston.

### Provisions pour garantie clients

Le poste « Provisions pour garantie clients » correspond aux garanties données par Sercel à ses clients externes.

### Provisions pour engagements de retraite

Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite sur la base des hypothèses actuarielles suivantes :

- prise en compte de facteurs de rotation du personnel et de mortalité,
- âge de départ en retraite entre 60 et 65 ans pour la France, 67 ans pour la Norvège,
- taux d'actualisation et taux moyen d'augmentation des émoluments futurs.

De plus, un régime de retraite complémentaire a été mis en place en décembre 2004 pour les membres du Comité Exécutif et les membres du Directoire de Sercel Holding. Ainsi, 4,9 millions d'euros ont été versés en 2011. Il n'a fait l'objet d'aucun versement en 2010 et 2009.

En 2010, la réforme des retraites en France a fait reculer l'âge minimum de départ en retraite (recul de 4 mois par an, pour atteindre 62 ans en 2018). Ce changement a été considéré dans l'évaluation des obligations à prestations définies et l'impact a été comptabilisé comme une variation actuarielle.

Au 31 décembre 2010, la provision pour engagement de retraite de certaines sociétés norvégiennes a été entièrement reprise suite à une modification de la nature des régimes. Ceci est présenté sur la ligne « effets des réductions/liquidations » dans le tableau ci-dessous.

Les engagements relatifs aux droits accumulés et les provisions constituées au titre de l'ensemble des engagements de retraite du Groupe se présentent comme suit :

	Au 31 décembre.			
	2011	2010	2009	2008
	(en millions d'euros)			
<b>Eléments enregistrés dans le bilan</b>				
Obligation <sup>(a)</sup> .....	89,2	87,4	85,1	68,4
Juste valeur des actifs de régime .....	(49,1)	(45,9)	(39,4)	(28,2)
Obligation nette .....	40,1	41,5	45,7	40,2
Coût des services passés restant à amortir <sup>(b)</sup> .....	(13,2)	(14,4)	(15,4)	(15,0)
Taxes .....	0,4	0,3	0,3	0,3
<b>Passif net (actif) enregistré dans le bilan .....</b>	<b>27,3</b>	<b>27,4</b>	<b>30,6</b>	<b>25,5</b>
<b>Eléments enregistrés en résultat de la période</b>				
Charge annuelle des prestations de services .....	3,5	3,0	3,1	2,9
Charge d'intérêt pour l'exercice .....	4,0	4,1	4,1	4,1
Rendement attendu des actifs .....	(2,6)	(2,3)	(1,7)	(2,1)
Amortissement du coût des services passés .....	1,2	1,2	1,2	1,2
Effets des réductions/liquidations .....	(0,2)	(0,7)	—	—
Taxes .....	0,1	—	0,2	0,2
<b>Charge nette de la période<sup>(c)</sup> .....</b>	<b>6,0</b>	<b>5,3</b>	<b>6,9</b>	<b>6,3</b>
<b>Variation de la provision enregistrée dans le bilan</b>				
Provision au 1 <sup>er</sup> janvier .....	27,4	30,6	25,5	26,5
Charge nette de la période .....	6,0	5,3	6,9	6,3
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global <sup>(d)</sup> .....	1,3	—	4,3	(1,4)
Cotisations payées .....	(5,2)	(4,6)	(5,1)	(3,0)
Païement d'indemnités .....	(2,1)	(3,3)	(1,7)	(2,9)
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion .....	(0,1)	(0,6)	0,7	(0,3)

Autres .....	—	—	—	0,3
<b>Provision nette au 31 décembre.....</b>	<b>27,3</b>	<b>27,4</b>	<b>30,6</b>	<b>25,5</b>
<b>Variation de l'obligation</b>				
Obligation au 1 <sup>er</sup> janvier .....	87,4	85,1	68,4	79,9
Charge annuelle des prestations de services .....	3,5	3,0	3,1	2,9
Cotisations payées .....	0,7	0,3	0,4	0,4
Charge d'intérêt pour l'exercice.....	4,0	4,1	4,1	4,1
Coût des services passés.....	—	—	1,4	0,1
Paiement d'indemnités .....	(10,6)	(3,6)	(2,2)	(5,6)
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global.....	3,2	2,1	6,7	(7,1)
Effets des réductions/liquidations.....	(0,4)	(4,3)	—	—
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion.....	1,4	0,5	2,8	(6,2)
Autres .....	—	0,2	0,4	(0,1)
<b>Engagement au titre des droits accumulés au 31 décembre .....</b>	<b>89,2</b>	<b>87,4</b>	<b>85,1</b>	<b>68,4</b>
<b>Variation des actifs de régime</b>				
Juste valeur des actifs de régime au 1 <sup>er</sup> janvier.....	45,9	39,4	28,2	37,1
Rendement attendu des actifs .....	2,6	2,3	1,7	2,1
Cotisations payées .....	6,0	4,9	5,4	3,4
Paiement d'indemnités .....	(8,8)	(0,3)	(0,4)	(2,8)
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global.....	1,9	2,1	2,4	(5,7)
Effets des réductions/liquidations.....	(0,2)	(3,6)	—	—
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion.....	1,5	1,2	2,1	(7,5)
Autres .....	0,2	(0,1)	—	1,6
<b>Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre<sup>(e)</sup> .....</b>	<b>49,1</b>	<b>45,9</b>	<b>39,4</b>	<b>28,2</b>
<b>Paramètres de base utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite du Groupe :</b>				
Taux d'actualisation <sup>(f)</sup> .....	4,75%	4,75%	5,25%	5,73%
Taux moyen d'augmentation des émoluments futurs <sup>(g)</sup> .....	2,93%	2,89%	3,16%	3,25%
Taux moyen de rendement attendu des actifs de couverture <sup>(h)</sup> .....	4,74%	5,77%	5,77%	5,17%

(a) En 2011, l'obligation s'élève à 89,2 millions d'euros dont 28,7 millions d'euros pour des plans à prestations définies non couverts (29,5 millions d'euros en 2010, 30,2 millions d'euros en 2009 et 27,4 millions d'euros en 2008).

(b) Correspond au régime de retraite complémentaire des membres du Comité Exécutif et des membres du Directoire de Sercel Holding.

(c) Suite à un changement de présentation de cette note en 2008, la ligne « Rendement attendu des actifs » a été intégrée dans la charge nette de la période.

(d) Au 31 décembre 2011, le total cumulé des pertes actuarielles enregistrées dans les autres éléments du résultat global s'élève à 8,8 millions d'euros.

(e) Les principales catégories d'actifs exprimées en pourcentage de la juste valeur des actifs de régime sont les suivantes :

	Au 31 décembre,			
	2011	2010	2009	2008
Actions.....	35%	45%	32%	30%
Obligations .....	29%	50%	59%	27%
Immobilier.....	4%	4%	6%	7%
Autres.....	32%	1%	3%	36%

(f) Le taux d'actualisation pour les entités de la zone euro est de 4,75%. Il a été déterminé par référence aux taux suivants au 31 décembre 2011 :

— Bloomberg Corporate 15 ans: 3,68%

— IBOXX 10 + AA: 4,60%

— IBOXX 10 + AA financier: 5,43%

— IBOXX 10+ AA Non financier: 4,12%

Pour les entités hors zone euro, les taux d'actualisation utilisés sont de 4,75% pour le Royaume-Uni, de 4,25% pour les États-Unis et 3,3% pour la Norvège.

Une augmentation de 0,25% du taux d'actualisation entraînerait une diminution de l'obligation de 3,2 millions d'euros, tandis qu'une diminution de 0,25% du taux d'actualisation entraînerait une augmentation de l'obligation de 3,5 millions d'euros.

(g) Une augmentation de 0,25% du taux moyen d'augmentation des émoluments futurs entraînerait une augmentation de l'obligation de 1,7 millions d'euros, tandis qu'une diminution de 0,25% entraînerait une diminution de l'obligation de 1,6 millions d'euros.

<sup>(n)</sup> Les actifs de régime du Groupe sont répartis au Royaume-Uni (95%), en Norvège (4%) et en France (1%). Les taux de rendement attendus sont basés sur les hypothèses de taux de rendement à long terme par classe d'actifs au 31 décembre 2011. Le taux global de rendement attendu est de 4,74%. Pour le Royaume Uni le taux de rendement est de 6,0% sur les actions, 6,0% sur l'immobilier, 4,7% sur les obligations, et 3,0% sur la catégorie autres.

Les actifs de régime du Groupe sont principalement placés en actions, obligations et cash. Les écarts actuariels d'expérience sur les actifs de régime correspondent à la différence entre les rendements réels des actifs et les rendements attendus des actifs (1,9 millions d'euros en 2011, 2,1 millions d'euros en 2010, 2,4 millions d'euros en 2009, et (5,7) millions d'euros en 2008). Une diminution de 0,25% du taux de rendement des actifs entraînerait une diminution du rendement des actifs en 2012 de 0,1 million d'euro. Le rendement réel des actifs en 2011 s'élève à 4,5 millions d'euros, qui se décomposent en 2,6 millions d'euros de rendement attendu et 1,9 millions d'euros d'écarts actuariels d'expérience.

Les cotisations à verser en 2012 sont estimées à 0,9 millions d'euros.

## NOTE 17 — AUTRES PASSIFS NON-COURANTS

Le détail des autres passifs non-courants se présente comme suit :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Dépôts et garanties reçus.....	3,4	1,9	1,2
Subventions d'État à la recherche.....	5,2	5,3	5,2
Intéressement des salariés.....	29,9	27,4	25,5
<b>Autres passifs non-courants.....</b>	<b>38,5</b>	<b>34,6</b>	<b>31,9</b>

## NOTE 18 — ENGAGEMENTS AU TITRE D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES, ENGAGEMENTS HORS BILAN ET RISQUES

Les obligations contractuelles du Groupe sont présentées dans le tableau suivant :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Obligations liées aux dettes financières.....	2 014,8	1 818,3	1 804,0
Obligations issues des locations-financement.....	132,0	151,6	122,8
Obligations issues des locations simples <sup>(a)</sup> .....	850,4	969,5	516,1
<b>Total.....</b>	<b>2 997,2</b>	<b>2 939,4</b>	<b>2 442,9</b>

<sup>(a)</sup> Y compris 667,4 millions d'euros relatifs aux contrats d'affrètement coque-nue des navires sismiques en 2011 et 631,7 millions d'euros en 2010.

Le tableau suivant présente sur les périodes à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 décembre 2011 :

	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2 – 3 ans	4 – 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	(en millions d'euros)				
Obligations liées aux dettes financières :					
– Remboursements dettes à taux fixe.....	2,9	4,4	613,6	780,2	1 401,1
– Remboursement dettes à taux variable <sup>(a)</sup> .....	9,5	16,1	11,3	—	36,9
– Intérêts sur emprunts obligataires.....	89,9	178,5	155,3	153,1	576,8
<b>Total obligations liées aux dettes financières.....</b>	<b>102,3</b>	<b>199,0</b>	<b>780,2</b>	<b>933,3</b>	<b>2 014,8</b>
Obligations issues des locations-financement:					
– Obligations issues des locations-financement à taux fixe.....	13,2	21,7	21,2	54,5	110,6
– Obligations issues des locations-financement à taux variable.....	18,5	2,9	—	—	21,4
<b>Total obligations issues des locations-financement.....</b>	<b>31,7</b>	<b>24,6</b>	<b>21,2</b>	<b>54,5</b>	<b>132,0</b>
Obligations issues des locations simples <sup>(b)</sup> :					

– Contrats d’affrètement coque-nue des navires .....	91,9	166,9	161,1	247,5	667,4
– Obligations issues des locations simples.....	34,5	51,5	39,0	58,0	183,0
<b>Total obligations issues des locations simples .....</b>	<b>126,4</b>	<b>218,4</b>	<b>200,1</b>	<b>305,5</b>	<b>850,4</b>
<b>Total obligations contractuelles <sup>(c)</sup> .....</b>	<b>260,4</b>	<b>442,0</b>	<b>1 001,5</b>	<b>1 293,3</b>	<b>2 997,2</b>

(a) Les paiements futurs sont déterminés sur la base des taux variables en vigueur au 31 décembre 2011.

(b) Inclut le contrat marine d’une durée de 5 ans signé avec BOURBON pour six nouveaux navires.

(c) Les paiements futurs en devises sont convertis en euros sur la base des taux de change du 31 décembre 2011.

### **Obligations contractuelles — locations-financement**

Le Groupe a des engagements sur des contrats long-terme concernant principalement des terrains, bâtiments et équipements géophysiques. Les dates d’expiration de ces différents contrats de crédit-bail s’étendent entre une et douze prochaines années.

Le 13 juin 2008, CGGVeritas Services SA a signé un contrat de crédit-bail avec les sociétés Genefim et Finamur pour le financement de la construction du nouveau siège des Services à Massy. Le bâtiment a été livré en octobre 2010 et a été mis en service en juillet 2011 après la réalisation d’aménagements complémentaires. La valeur totale de l’engagement s’élevait à 103 millions d’euros, dont une option d’achat d’un montant de 26,3 millions d’euros qui pourra être exercée à partir de la fin de la sixième année, et jusqu’à la fin du contrat de crédit-bail.

Au 31 décembre 2011, la réconciliation entre les obligations issues des locations-financement et les dettes de crédit-bail se présente comme suit :

	Moins d’1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans	Total
	(en millions d’euros)			
<b>Obligations issues des locations-financement.....</b>	<b>31,7</b>	<b>45,8</b>	<b>54,5</b>	<b>132,0</b>
Effet de l’actualisation.....	(6,7)	(16,5)	(13,5)	(36,7)
Option d’achat du nouveau siège .....	—	—	26,3	26,3
<b>Dettes de locations-financement (voir note 13) .....</b>	<b>25,0</b>	<b>29,3</b>	<b>67,3</b>	<b>121,6</b>

### **Obligations contractuelles — locations simples**

Les contrats de locations simples correspondent principalement aux contrats d’affrètement « coque nue » des navires sismiques, aux équipements géophysiques et aux bureaux et matériels informatiques.

Le coût total des locations est de 454,3 millions d’euros en 2011, 441,1 millions d’euros en 2010 et 352,6 millions d’euros en 2009.

### **Contrats de crédit**

Voir note 13.

### **Garanties**

Les garanties émises sont les suivantes :

	31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d’euros)		
<b>Opérations</b>			
Garanties émises en faveur des clients(a).....	446,0	303,8	297,2
Autres garanties et divers engagements(b).....	170,4	135,1	468,8
<b>Financement</b>			
Garanties émises en faveur des banques(c).....	2,6	18,0	52,5
<b>Total.....</b>	<b>619,0</b>	<b>456,9</b>	<b>818,5</b>

(a) Les garanties en faveur des clients concernent principalement des cautions données dans le cadre d’appels d’offres ou de la réalisation de contrats.



- (b) Liées essentiellement à des garanties données en faveur des douanes et des administrations locales dans des filiales étrangères et sociétés liées.
- (c) Les garanties en faveur des banques concernent principalement la mise en place de lignes de découverts bancaires.

En décembre 2011, le contrat d'affrètement du navire *Elnusa Finder* d'une durée de 8 ans, a été transféré à la joint-venture PT Elnusa-CGGVeritas Seismic. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe a émis une garantie au profit du propriétaire du navire (Swire Pacific Offshore) à hauteur de l'engagement estimé à 62 millions d'euros. Cette garantie a fait l'objet d'une contre-garantie émise par notre partenaire PT Elnusa Tbk à hauteur de sa participation dans la joint-venture.

En 2009, CGG Veritas SA avait garanti à hauteur de 371 millions d'euros les obligations de paiements futurs de sa filiale Exploration Investment Resources II envers Eidesvik au titre du contrat d'affrètement signé en mai 2009. Le navire *Oceanic Vega* a été livré en juillet 2010, et le navire *Oceanic Sirius* en octobre 2011.

Les échéances concernant les engagements donnés dans le cadre de l'activité sont présentées dans le tableau suivant :

	France				Total
	Moins d'un an	2 – 3 ans	4 – 5 ans	Plus de 5 ans	
	(en millions d'euros)				
<b>Opérations</b>					
Garanties émises en faveur des clients .....	263,9	181,5	0,6	—	446,0
Autres garanties et divers engagements.....	69,7	22,2	8,8	69,7	170,4
<b>Financement</b>					
Garanties émises en faveur des banques.....	1,0	—	—	1,6	2,6
<b>Total.....</b>	<b>334,6</b>	<b>203,7</b>	<b>9,44</b>	<b>71,3</b>	<b>619,0</b>

## Autres

Plusieurs contrats d'affrètement ont été amendés au profit d'un contrat d'affrètement « coque-nue » pour les navires suivants:

- *Viking II* : contrat signé le 7 novembre 2011 pour une durée allant jusqu'au 31 mai 2015 avec option d'achat.
- *Veritas Vantage* : contrat signé le 4 novembre 2011 d'une durée allant jusqu'au 30 juin 2016, avec option d'achat.
- *Veritas Vision* : contrat à échéance au 31 juillet 2017 signé le 24 octobre 2011 avec deux options d'extension de 5 ans et 3 ans.
- *Veritas Viking* : contrat à échéance au 31 décembre 2015 signé le 3 octobre 2011, avec deux options d'extension de 3 ans et de 17 mois supplémentaires.
- *Oceanic Sirius* : contrat signé le 3 octobre 2011, date de livraison du navire, pour une durée de douze ans jusqu'en octobre 2023.
- *Oceanic Vega* : contrat signé le 1<sup>er</sup> juillet 2010, date de livraison du navire.
- *Oceanic Phoenix* : contrat signé en 2010 pour une durée allant jusqu'en 2019.
- *Geowave Commander* : contrat signé en 2010 pour une durée allant jusqu'en 2013, avec dix options d'extension d'un an complémentaires.
- *Viking Vanquish* : contrat signé en 2010 pour une durée allant jusqu'en novembre 2020, avec deux périodes complémentaires de 5 ans et une option d'achat.
- *Oceanic Endeavour* : contrat dont la durée a été étendue en 2010 jusqu'en mars 2018 avec deux options d'extension de 5 ans complémentaires.

Le 28 juin 2011, un contrat d'affrètement de cinq ans a été signé avec le groupe Bourbon pour six nouveaux navires de support et d'assistance à nos opérations sismiques. Ces nouveaux navires seront livrés à partir de fin 2012. Ce contrat représente une augmentation de 90 millions d'euros de nos engagements hors bilan.

Le navire sismique renommé *Elnusa Finder* a été livré le 26 mars 2011 et le contrat d'affrètement afférent transféré à notre joint-venture avec PT Elnusa Tbk comme décrit ci-dessus. Ce navire faisait l'objet d'une lettre d'intention auprès de Swire Pacific Offshore depuis 2008 pour un contrat d'affrètement estimé à 83 millions de dollars US.

Le 13 janvier 2011, l'opération d'échange d'actifs entre certaines filiales de CGGVeritas et le groupe norvégien Norfield a été finalisée. A l'issue de cette opération :

- CGGVeritas a acquis le navire sismique *Voyager*, précédemment opéré par le biais d'un contrat d'affrètement ;
- CGGVeritas a vendu le navire sismique *Venturer* à Norfield AS. Un contrat d'affrètement « coque nue » a été signé jusqu'à décembre 2012 ;
- Le contrat d'affrètement du navire sismique *Champion* a été étendu de 5 ans jusqu'en décembre 2019. Le précédent contrat a été remplacé par un contrat d'affrètement « coque nue » ;
- Le contrat d'affrètement du navire sismique *Bergen Surveyor* a été prolongé jusqu'en décembre 2012

Il n'existe pas d'engagement hors bilan significatif non décrit ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

### **Litiges et autres risques**

Le Groupe est défendeur dans des litiges liés à l'activité courante. L'issue de ces procès et actions en responsabilité n'est pas connue à ce jour. Le Groupe estime que les éventuels coûts en résultant, compensés par les indemnités d'assurance ou autres remboursements, ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats consolidés ou sur sa position financière.

#### *Demandes d'informations du Bureau of Industry and Security du Département du Commerce américain*

Afin de fournir des réponses précises et complètes à des demandes d'informations formulées récemment par des représentants du Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce américain, nous avons procédé à une revue des circonstances entourant certaines expéditions faites à destination de nos navires opérant dans les eaux cubaines ou à leur proximité. Au cours de cette revue, nous avons découvert, qu'en dépit des précautions que nous avons prises, certaines expéditions pouvaient ne pas avoir été effectuées dans le respect de nos procédures internes et avoir potentiellement violées la réglementation américaine relative aux exportations et embargos commerciaux. Nous avons fourni au BIS l'ensemble des informations requises à ce jour et coopérons pleinement avec l'administration. Nous avons, en outre, informé, de façon volontaire, l'US Office of Foreign Assets Control.

Le Groupe estime que les éventuels coûts en résultant ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats ou sur sa situation financière.

### **NOTE 19 — ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE**

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Le Groupe est organisé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
  - les « contrats Marine » : services d'acquisitions marines menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - les « contrats Terrestre » : services d'acquisitions terrestres, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
  - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation, et présentés comme suit : (i) le résultat d'exploitation pour le secteur des Services est présenté après élimination des dépenses d'amortissement correspondantes aux dépenses en immobilisation entre le secteur des Equipements et celui des Services, (ii) les dépenses en immobilisation du secteur des Services sont présentées après élimination de la marge inter secteurs.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et où la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les passifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les passifs non affectés aux activités et ceux du siège sont principalement relatifs aux dettes financières.

Les deux plus importants clients du Groupe contribuent en 2011 pour respectivement 13,0% et 3,0% au chiffre d'affaires consolidé. Ils contribuaient respectivement pour 6,9% et 6,0% en 2010 et 6,8% et 5,3% en 2009. Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les actifs identifiables par secteur d'activité ainsi que le chiffre d'affaires par destination et zone géographique.

#### Analyse par secteur d'activité

2011	Services	Equipements	Eliminations et	Total Consolidé
			Ajustements	
(en millions d'euros)				
<b>Chiffre d'affaires tiers</b> .....	<b>1 631,3</b>	<b>636,4</b>	—	<b>2 267,7</b>
Chiffre d'affaires inter secteurs.....	1,1	179,4	(180,5)	—
<b>Chiffre d'affaires total</b> .....	<b>1 632,4</b>	<b>815,8</b>	<b>(180,5)</b>	<b>2 267,7</b>
Autres produits des activités ordinaires.....	—	2,3	—	2,3
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>1 632,4</b>	<b>818,1</b>	<b>(180,5)</b>	<b>2 270,0</b>
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>6,2</b>	<b>253,7</b>	<b>(112,0)<sup>(a)</sup></b>	<b>147,9</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	11,7	—	—	11,7
Acquisition d'immobilisations <sup>(b)</sup> .....	426,6	19,5	—	446,1
Dotation aux amortissements <sup>(c)</sup> .....	(413,0)	(36,2)	1,2	(448,0)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs.....	—	—	—	—
Investissements dans sociétés mises en équivalence.....	25,6	—	—	25,6
<b>Actifs identifiables</b> .....	<b>4 415,0</b>	<b>1 141,0</b>	<b>(516,2)</b>	<b>5 039,8</b>
Actifs non affectés aux activités.....	—	—	—	516,1
<b>Total actifs</b> .....	<b>4 415,0</b>	<b>1 141,0</b>	<b>(516,2)</b>	<b>5 555,9</b>
dont sociétés mises en équivalences.....	—	—	—	100,2
<b>Passifs identifiables</b> .....	<b>1 413,1</b>	<b>307,8</b>	<b>(489,4)</b>	<b>1 231,5</b>
Passifs non affectés aux activités.....	—	—	—	1 318,0
<b>Total passifs</b> .....	<b>1 413,1</b>	<b>307,8</b>	<b>(489,4)</b>	<b>2 549,5</b>

<sup>(a)</sup> Y compris des frais de siège s'élevant à 40,9 millions d'euros pour l'année 2011.

<sup>(b)</sup> Y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 163,3 millions d'euros, des équipements acquis en crédit-bail pour 20,7 millions d'euros, des coûts de développement capitalisés pour le secteur des services de 12,8 millions d'euros et des coûts de développement capitalisés pour le secteur des équipements de 3,5 millions d'euros pour l'année 2011.

<sup>(c)</sup> Y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 203,3 millions d'euros pour l'année 2011.

	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
<b>2010</b>				
		(en millions d'euros)		
<b>Chiffre d'affaires tiers</b> .....	<b>1 566,9</b>	<b>619,2</b>	<b>—</b>	<b>2 186,1</b>
Chiffre d'affaires inter secteurs .....	0,7	134,4	(135,1)	—
<b>Chiffre d'affaires total</b> .....	<b>1 567,6</b>	<b>753,6</b>	<b>(135,1)</b>	<b>2 186,1</b>
Autres produits des activités ordinaires.....	—	3,3	—	3,3
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>1 567,6</b>	<b>756,9</b>	<b>(135,1)</b>	<b>2 189,4</b>
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>(68,6)</b>	<b>217,2</b>	<b>(81,4)<sup>(a)</sup></b>	<b>67,2</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	(0,3)	(0,4)	—	(0,7)
Acquisition d'immobilisations <sup>(b)</sup> .....	491,4	28,8	—	520,2
Dotation aux amortissements <sup>(c)</sup> .....	(414,7)	(36,0)	(1,4)	(452,1)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs <sup>(d)</sup> .....	(62,1)	—	—	(62,1)
Investissements dans sociétés mises en équivalence .....	1,2	—	—	1,2
<b>Actifs identifiables</b> .....	<b>4 324,9</b>	<b>876,8</b>	<b>(291,5)</b>	<b>4 910,2</b>
Actifs non affectés aux activités.....				414,1
<b>Total actifs</b> .....				<b>5 324,3</b>
dont sociétés mises en équivalences.....				73,4
<b>Passifs identifiables</b> .....	<b>1 212,1</b>	<b>208,1</b>	<b>(269,4)</b>	<b>1 150,8</b>
Passifs non affectés aux activités .....				1 303,6
<b>Total passifs</b> .....				<b>2 454,4</b>

<sup>(a)</sup> y compris des frais de siège s'élevant à 35,9 millions d'euros pour l'année 2010.

<sup>(b)</sup> y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 219,3 millions d'euros, des équipements acquis en crédit-bail pour 87,6 millions d'euros, des coûts de développement capitalisés pour le secteur des services de 21,0 millions d'euros et des coûts de développement capitalisés pour le secteur des équipements de 2,5 millions d'euros pour l'année 2010.

<sup>(c)</sup> y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 205,8 millions d'euros pour l'année 2010.

<sup>(d)</sup> y compris la dépréciation d'études multi-clients pour un montant de 70,4 millions d'euros (note 10) et une reprise nette de dépréciation de navires et d'équipements pour un montant de 8,3 millions d'euros pour l'année 2010 (note 21).

	Services <sup>(*)</sup>	Equipements	Eliminations et Ajustements <sup>(*)</sup>	Total Consolidé
<b>2009</b>				
		(en millions d'euros)		
<b>Chiffre d'affaires tiers</b> .....	<b>1 708,5</b>	<b>524,7</b>	<b>—</b>	<b>2 233,2</b>
Chiffre d'affaires inter secteurs .....	0,5	91,5	(92,0)	—
<b>Chiffre d'affaires total</b> .....	<b>1 709,0</b>	<b>616,2</b>	<b>(92,0)</b>	<b>2 233,2</b>
Autres produits des activités ordinaires.....	4,3	3,2	—	7,5
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>1 713,3</b>	<b>619,4</b>	<b>(92,0)</b>	<b>2 240,7</b>
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>(236,7)</b>	<b>133,8</b>	<b>(57,7)<sup>(a)</sup></b>	<b>(160,6)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	7,4	0,9	—	8,3
Acquisition d'immobilisations <sup>(b)</sup> .....	386,6	33,9	0,6	421,1
Dotation aux amortissements <sup>(c)</sup> .....	(447,0)	(28,8)	(1,7)	(477,5)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs <sup>(d)</sup> .....	(334,8)	—	—	(334,8)
Investissements dans sociétés mises en équivalence .....	17,1	4,0	—	21,1
<b>Actifs identifiables</b> .....	<b>3 858,2</b>	<b>735,5</b>	<b>(257,1)</b>	<b>4 336,6</b>
Actifs non affectés aux activités.....				584,6
<b>Total actifs</b> .....				<b>4 921,2</b>
dont sociétés mises en équivalences.....				99,0
<b>Passifs identifiables</b> .....	<b>933,3</b>	<b>250,9</b>	<b>(230,6)</b>	<b>953,6</b>
Passifs non affectés aux activités .....				1 266,1
<b>Total passifs</b> .....				<b>2 219,7</b>

<sup>(\*)</sup> Les chiffres concernant le secteur des services de l'année 2009 ont été modifiés afin de refléter les changements apportés dans notre rapport financier interne de 2010 : (i) Le résultat d'exploitation pour le secteur des services est présenté après élimination de l'amortissement correspondant à une acquisition passée d'immobilisation inter compagnies entre le secteur des équipements et celui des services ; (ii) L'acquisition d'immobilisation pour le secteur des services est présentée après élimination de la marge inter secteur. Ces éliminations ont été précédemment présentées dans « Eliminations et Ajustements ».

- (a) Y compris des frais de siège s'élevant à 30,9 millions d'euros pour l'année 2009.
- (b) Y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 229,3 millions d'euros, aucun équipement acquis en crédit-bail, des coûts de développement capitalisés pour le secteur des services de 22,2 millions d'euros et des coûts de développement capitalisés pour le secteur des équipements de 1,5 millions d'euros pour l'année 2009.
- (c) Y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 225,5 millions d'euros pour l'année 2009.
- (d) Y compris la dépréciation d'études multi-clients pour un montant de 63,8 millions d'euros pour l'année 2009 (note 10), la dépréciation de navires et d'équipements dans le cadre du plan de restructuration pour un montant de 53,4 millions d'euros (note 21), et la dépréciation des écarts d'acquisition de 217,6 millions d'euros (note 11).

### Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique (de destination)

	2011		2010		2009	
			(en millions d'euros)			
Amérique du nord.....	502,4	22,2%	584,5	26,7%	501,5	22,5%
Amérique latine .....	457,0	20,1%	296,1	13,5%	156,8	7,0%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	808,9	35,7%	866,8	39,7%	982,1	44,0%
Asie Pacifique .....	499,4	22,0%	438,7	20,1%	592,8	26,5%
<b>Total consolidé .....</b>	<b>2 267,7</b>	<b>100%</b>	<b>2 186,1</b>	<b>100%</b>	<b>2 233,2</b>	<b>100%</b>

Le chiffre d'affaire de la France s'élève à 2,3 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2011.

### Analyse du chiffre d'affaires par catégorie

	2011		2010		2009	
			(en millions d'euros)			
Ventes de biens et équipements.....	612,0	27,0%	587,2	26,8%	506,6	22,7%
Ventes de prestations de services .....	1 411,8	62,3%	1 376,5	63,0%	1 581,1	70,8%
Après-ventes d'études multi-clients .....	225,3	9,9%	203,5	9,3%	134,2	6,0%
Loyers et locations.....	18,6	0,8%	18,9	0,9%	11,3	0,5%
<b>Total consolidé .....</b>	<b>2 267,7</b>	<b>100%</b>	<b>2 186,1</b>	<b>100%</b>	<b>2 233,2</b>	<b>100%</b>

### NOTE 20 — COUTS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement s'analysent de la manière suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Frais de recherche et développement.....	(83,5)	(92,9)	(85,1)
Frais de développement capitalisés .....	16,3	23,4	14,3
<b>Dépenses de recherche et développement.....</b>	<b>(67,2)</b>	<b>(69,5)</b>	<b>(70,8)</b>
Aide à la recherche constatée en résultat.....	12,3	12,5	8,7
<b>Coût nets de recherche et développement .....</b>	<b>(54,9)</b>	<b>(57,0)</b>	<b>(62,1)</b>

Les coûts de recherche et développement se rapportent principalement :

- pour les Services géophysiques, à des projets rattachés aux activités traitement et acquisition marine,
- pour les Equipements géophysiques, à des projets relatifs aux systèmes d'enregistrement.

### NOTE 21 — AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
(Dépréciation)/reprise de dépréciation des études multi-clients.....	—	(70,4)	(63,8)
(Dépréciation)/reprise de dépréciation des actifs .....	—	8,3	(53,4)
Charges de restructuration.....	(15,5)	(25,4)	(27,2)
Variation des provisions pour restructuration.....	17,4	5,9	(25,6)
Autres produits (charges) non récurrents.....	2,4	(4,5)	0,3

<b>Eléments non récurrents net</b> .....	<b>4,3</b>	<b>(86,1)</b>	<b>(169,7)</b>
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture .....	3,4	(2,7)	1,6
Plus (moins) values sur cessions d'actifs .....	<u>16,8</u>	<u>—</u>	<u>0,3</u>
<b>Total autres produits (charges) net</b> .....	<b><u>24,5</u></b>	<b><u>(88,8)</u></b>	<b><u>(167,8)</u></b>

### Exercice clos le 31 décembre 2011

#### *Plan de performance 2011*

En 2011, le Groupe a décaissé 14,9 millions d'euros au titre du plan de performance 2010. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

#### *Plus (moins) values sur cessions d'actifs*

Les plus-values sur les actifs comprennent la plus-value d'un montant de 7,8 millions d'euros provenant de la cession d'actifs à Norfield AS. Un gain de 13,4 millions d'euros a également été réalisé lors de l'apport de notre bibliothèque multi-clients marine 2D à Spectrum ASA, ainsi qu'un gain de 3 millions d'euros lors de la vente des actions Cybernetix (voir note 2).

Ce poste inclut également des sorties d'actifs principalement liées à des incidents impliquant nos navires sismiques (4,8 millions d'euros). Les indemnités correspondantes perçues des assurances d'un montant de 3 millions d'euros sont présentés en « Autres produits (charges) non récurrents ».

### Exercice clos le 31 décembre 2010

#### *Plan de performance 2010*

Comme annoncé le 16 décembre 2010, le Groupe a mis en œuvre un plan de performance qui a conduit à comptabiliser des coûts de restructuration pour un total de 28,1 millions d'euros (37,3 millions de dollars US) répartis comme suit :

- des dépréciations de navires et d'équipements pour un montant de 3,9 millions d'euros (5,2 millions de dollars US),
- des coûts de désarmement estimés à 15,1 millions d'euros (19,9 millions de dollars US) provisionnés au 31 décembre 2010,
- les coûts relatifs au plan social pour 9,1 millions d'euros (12,2 millions de dollars US) dont 7,3 millions d'euros (9,8 millions de dollars US) restent provisionnés au 31 décembre 2010.

Une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 70,4 millions d'euros (93,6 millions de dollars US) a été comptabilisée sur les études multi-clients en raison des conditions de marché spécifiques au Canada et dans le Golfe du Mexique.

Au total, le plan de performance et la dépréciation exceptionnelle se sont élevés à 98,5 millions d'euros (130,9 millions de dollars US).

#### *Plan de restructuration Marine 2009*

En 2010, le Groupe a décaissé environ 23,0 millions d'euros (30,5 millions de dollars US) au titre du plan de restructuration Marine de 2009. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

#### *Autres*

Dans le cadre de la transaction Norfield AS (voir note 30), la reprise d'une dépréciation relative au navire sismique *Venturer* a été comptabilisée pour un montant de 9,3 millions d'euros (12,4 millions de dollars US), ainsi que des coûts additionnels pour 3,4 millions d'euros.

## Exercice clos le 31 décembre 2009

### Plan de restructuration Marine

Compte tenu des conditions de marché et de la surcapacité marine, des mesures de restructuration de l'activité Marine ont été mises en œuvre en juin 2009. Ce plan de restructuration a conduit au désarmement de neuf navires sismiques (dont trois effectifs seulement en 2010) et à la suppression de plus de 300 emplois. Le coût de restructuration total s'élève à 102,4 millions d'euros (144,0 millions de dollars US).

Des dépréciations de navires, dont celles relatives aux navires sismiques non désarmés *Princess* et *Venturer*, et des dépréciations d'équipements ont été comptabilisées pour 53,4 millions d'euros. Les coûts de désarmement s'élèvent à 30,2 millions d'euros, dont 7,1 millions d'euros restent provisionnés au 31 décembre 2009. Les coûts relatifs au plan social s'élèvent à 22,2 millions d'euros dont 20 millions d'euros restent provisionnés au 31 décembre 2009.

Les produits de cessions des navires s'élèvent à 3,4 millions d'euros (4,8 millions de dollars US).

### Dépréciation des études multi-clients

Une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 63,8 millions d'euros (88,9 millions de dollars US) a été comptabilisée au 31 décembre 2009 suite aux tests de valeur réalisés sur les études multi-clients Veritas acquises avant 2007 et dont la plupart avait fait l'objet d'une réévaluation à la hausse au bilan dans le cadre de l'exercice d'allocation de la valeur d'acquisition de Veritas réalisé en 2007.

## NOTE 22 — COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net inclut l'ensemble des charges relatives aux dettes financières, (celles-ci incluant les emprunts obligataires, les prêts et découverts bancaires, les contrats de crédit-bail), net des produits financiers provenant des dépôts bancaires et valeurs mobilières de placement.

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Charges d'intérêt relatives aux dettes financières .....	(106,3)	(102,1)	(100,2)
Amortissement des frais d'émission des emprunts.....	(20,1)	(5,8)	(7,5)
Produits financiers sur dépôts bancaires et valeurs mobilières de placement.....	2,0	2,4	2,5
<b>Coût de l'endettement financier net.....</b>	<b>(124,4)</b>	<b>(105,5)</b>	<b>(105,2)</b>

Le 1<sup>er</sup> mars 2011, le Groupe a remboursé 460 millions de dollars US sur les 530 millions de l'emprunt obligataire portant intérêt à 7½% et à échéance 2015. Le 30 juin 2011, le Groupe a remboursé les 70 millions de dollars US restants. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 4,4 millions d'euros a été comptabilisé sur l'exercice.

Le 2 juin 2011, le Groupe a remboursé intégralement les 508 millions de dollars US de la ligne de crédit « Term Loan B » en émettant un emprunt obligataire à échéance 2021. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 11,0 millions d'euros a été comptabilisé sur l'exercice.

Le 30 octobre 2009, il a été procédé à un remboursement partiel de la ligne de crédit "Term Loan B" pour un montant de 100 millions de dollars US. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 2,1 millions d'euros a été comptabilisé sur l'exercice.

Les 21 et 27 mai 2009, les contrats des crédits US senior et French Revolving ont été renegociés, permettant ainsi de procéder à un remboursement partiel de la ligne de crédit "Term Loan B" pour un montant de 100 millions de dollars US et d'augmenter la marge pour tout emprunt US Senior et French Revolving à 1,0%. Ceci a engendré de nouveaux frais s'élevant à 2,7 millions d'euros ainsi que la révision du taux effectif.

## NOTE 23 — AUTRES PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS

Les autres produits et autres charges financiers se décomposent de la manière suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
Gains et pertes de change, nets.....	15,6	10,4	(7,7)
Autres produits (charges) financiers nets .....	(15,0)	(1,9)	(3,5)
<b>Autres produits (charges) financiers nets.....</b>	<b>0,6</b>	<b>8,5</b>	<b>(11,2)</b>

En 2011, les autres charges financières comprenaient les pénalités relatives au remboursement anticipé de notre emprunt obligataire de 530 millions de dollars US à échéance 2015 d'un montant de 13,8 millions d'euros.

En 2009, les autres charges financières comprenaient principalement des commissions d'engagement, intérêts et pénalités de retard pour 2,2 millions d'euros, ainsi que la part de résultats sur instruments de couverture comptabilisée en résultat financier pour 1,3 millions d'euros.

## NOTE 24 — IMPOTS

Le produit (charge) d'impôt total se détaille ainsi :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
	(en millions d'euros)		
<b>France</b>			
Charge courante.....	(9,4)	—	—
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures <sup>(a)</sup> .....	(7,3)	—	(2,3)
Impôts différés — différences temporelles nées sur l'exercice.....	(6,4)	12,8	18,1
Impôts différés reconnu dans la période pour les périodes antérieures <sup>(b)</sup> .....	47,1	28,5	—
<b>Total France.....</b>	<b>24,0</b>	<b>41,3</b>	<b>15,8</b>
<b>Etranger</b>			
Charge courante <sup>(c)</sup> .....	(83,7)	(74,5)	(75,2)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures <sup>(d)</sup> .....	(3,3)	(19,6)	8,7
Impôts différés — différences temporelles nées sur l'exercice.....	23,8	37,9	31,2
Impôts différés reconnus dans la période pour les périodes antérieures <sup>(e)</sup> .....	(4,1)	8,0	24,3
Impôts différés sur variations de change .....	(1,7)	(6,6)	5,0
<b>Total Etranger .....</b>	<b>(69,0)</b>	<b>(54,8)</b>	<b>(6,0)</b>
<b>Produit (charge) d'impôt total .....</b>	<b>(45,0)</b>	<b>(13,5)</b>	<b>9,8</b>

<sup>(a)</sup> En 2011, correspond aux ajustements fiscaux relatifs au crédit d'impôt recherche au titre de 2004-2007. En 2009, correspondait à une correction de la créance de carry back enregistrée en 2008.

<sup>(b)</sup> En 2011, comprend un impôt différé actif de 52,0 millions d'euros reconnu sur le montant résiduel des déficits reportables du groupe fiscal français, sur la base d'une nouvelle planification fiscale 2012-2015. En 2010, comprenait un impôt différé actif de 41,6 millions d'euros reconnu sur une partie des déficits reportables du groupe fiscal français, sur la base de la planification fiscale sur 2011-2013.

<sup>(c)</sup> Comprend les retenues à la source.

<sup>(d)</sup> En 2011 et 2010, correspond aux corrections d'impôts antérieures principalement liées à l'audit fiscal de la Libye. En 2009, comprenait des corrections d'impôt antérieur pour 6,9 millions d'euros, et l'effet favorable de l'aménagement du nouveau régime de taxe au tonnage norvégien pour 1,8 millions d'euros.

<sup>(e)</sup> En 2011, comprend les corrections négatives antérieures réfutées d'un montant de 4,7 millions sur l'activation des déficits reportables de la Norvège. En 2010, comprenait l'activation de déficits reportables antérieurs de la Norvège et du Mexique. En 2009 comprenait l'activation de déficits reportables antérieurs du Royaume Uni pour 7,3 millions d'euros.

CGGVeritas et ses filiales calculent l'impôt sur les bénéficiaires conformément aux législations fiscales des nombreux pays où le Groupe opère. Les régimes fiscaux et les taux d'impôt en vigueur varient largement d'une législation à l'autre. A l'étranger, l'impôt sur le bénéfice est souvent calculé sur la base d'un résultat estimé et exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, tel que défini par les autorités fiscales locales.



La grande mobilité de l'activité d'acquisition de données sismiques ne permet pas de considérer que la charge d'impôt de l'exercice est indicatrice de la charge d'impôt relative aux exercices futurs.

La réconciliation entre le produit (charge) d'impôt dans le compte de résultat et le produit (charge) d'impôt théorique est présentée ci-dessous :

	2011	2010 (en millions d'euros)	2009
<b>Résultat net consolidé</b> .....	<b>(9,2)</b>	<b>(44,0)</b>	<b>(258,9)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b> .....	<b>(45,0)</b>	<b>(13,5)</b>	<b>9,8</b>
<b>Résultat avant impôt</b> .....	<b>35,8</b>	<b>(30,5)</b>	<b>(268,7)</b>
<i>Différences sur les bases imposables :</i>			
Résultat des mises en équivalence.....	(11,7)	0,7	(8,3)
<b>Base imposable théorique</b> .....	<b>24,1</b>	<b>(29,8)</b>	<b>(277,0)</b>
Taux d'impôt applicable en France .....	36,10%	34,43%	34,43%
<b>Impôt théorique</b> .....	<b>(8,7)</b>	<b>10,3</b>	<b>95,4</b>
<i>Différences sur les impôts :</i>			
Écarts de taux entre le taux français et les taux étrangers .....	0,7	18,6	(18,8)
Quote-part de frais et charges sur dividendes.....	(3,8)	(4,0)	(0,7)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures .....	(10,6)	(19,6)	6,4
Ajustements sur la charge d'impôt différé reconnue dans la période pour les périodes antérieures <sup>(a)</sup> .....	42,6	36,5	15,8
Autres différences permanentes <sup>(b)</sup> .....	(36,1)	(46,0)	(89,0)
Impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice du groupe d'intégration fiscale français <sup>(c)</sup> .....	—	—	(24,9)
Impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice de sociétés étrangères <sup>(d)</sup> .....	(19,3)	(16,2)	(8,2)
Impôts différés non reconnus en résultat sur les exercices antérieurs .....	7,1	10,9	8,5
Impôt courant et différé sur le résultat d'Argas (mise en équivalence) <sup>(e)</sup> .....	(1,0)	(0,8)	(1,6)
Impôt différé sur les effets de variation de taux de change <sup>(f)</sup> .....	(3,3)	(6,6)	5,0
Impôt courant et différé sur les résultats soumis au système de taxe au tonnage norvégien et autres pays où le taux d'impôt est nul.....	—	1,0	2,5
Autres <sup>(g)</sup> .....	(12,6)	2,4	19,4
<b>Impôts sur les bénéfices</b> .....	<b>(45,0)</b>	<b>(13,5)</b>	<b>9,8</b>

<sup>(a)</sup> En 2011, comprend un impôt différé actif de 52,0 millions d'euros reconnu sur le montant résiduel des déficits reportables du groupe fiscal français. En 2010, comprenait un impôt différé actif de 41,6 millions d'euros reconnu sur une partie des déficits reportables du groupe fiscal français.

<sup>(b)</sup> En 2011 et 2010, les différences permanentes incluent principalement les retenues à la source. En 2009, les différences permanentes incluaient l'effet de la dépréciation exceptionnelle des écarts d'acquisition pour 60,3 millions d'euros. En 2008, elles résultaient principalement des moins-values de cessions internes de titres de participation intervenues dans le cadre de la réorganisation juridique du segment Services et incluaient une créance de carry back pour 25 millions d'euros.

<sup>(c)</sup> En 2009, correspondait au déficit du groupe d'intégration fiscale français non activé compte tenu des incertitudes d'utilisation à court et moyen terme.

<sup>(d)</sup> En 2011 et 2010, correspond à l'impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice de certains pays compte tenu des incertitudes à court et moyen terme. En 2009, correspondait principalement à l'impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice de certaines filiales norvégiennes et suisses compte tenu des mesures de restructuration marine.

<sup>(e)</sup> CGGVeritas, en tant qu'actionnaire d'Argas, est directement redevable de l'impôt sur les bénéfices d'Argas en Arabie Saoudite, à hauteur de sa participation dans Argas.

<sup>(f)</sup> Correspond à la variation de taux de change liée à la conversion en monnaie fonctionnelle (dollar US) des comptes des entités française et norvégiennes.

<sup>(g)</sup> En 2011, comprend l'impact de la réintégration fiscale de 10% du montant de la plus-value sur cession de titres de participation. En 2009, incluait les effets de la réorganisation juridique du Segment Services.

## Déficits fiscaux reportables

En 2011, le Groupe a enregistré en France un impôt différé actif de 52,0 millions d'euros liés aux exercices précédents.

Les reports déficitaires utilisables et non activés au 31 décembre 2011, s'élèvent à 100,8 millions d'euros.

Ils viendront à échéance selon le calendrier suivant :

	<u>France</u>	<u>Etranger</u>
	(en millions d'euros)	
2012.....	—	0,7
2013 et au-delà .....	—	24,1
Utilisables sans limite.....	—	<u>76,0</u>
<b>Total.....</b>	<u>—</u>	<u><b>100,8</b></u>

Le Groupe provisionne les actifs d'impôt différé nets sur les pertes reportables des entités avec un historique de pertes récurrentes, sans perspectives probables d'utilisation de ces déficits ou pour lesquels il existe un litige avec l'administration fiscale.

## Impôts différés actifs et passifs

Les impôts différés actifs et passifs se présentent comme suit :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en millions d'euros)		
Reports fiscaux déficitaires activés .....	110,5	75,3	15,8
Impôts différés actifs relatifs aux différences temporelles .....	35,4	60,1	58,5
<b>Total impôts différés actifs .....</b>	<b><u>145,9</u></b>	<b><u>135,4</u></b>	<b><u>74,3</u></b>
Impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles .....	85,5	116,7	120,7
<b>Total impôts différés passifs .....</b>	<b><u>85,5</u></b>	<b><u>116,7</u></b>	<b><u>120,7</u></b>
<b>Total impôts différés, net .....</b>	<b><u>60,4</u></b>	<b><u>18,7</u></b>	<b><u>(46,4)</u></b>

Les impôts différés actifs et passifs nets se réconcilient de la façon suivante :

	<u>Au 31 décembre</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en millions d'euros)		
Provisions non déductibles (y compris provisions pour retraite et participation).....	41,4	42,2	51,1
Immobilisations corporelles .....	52,8	45,9	35,3
Effets des variations des taux de change non reconnus en résultat.....	(4,1)	(2,7)	3,3
Etudes multi-clients (y compris revenus différés).....	(38,8)	(61,5)	(44,1)
Actifs réévalués dans le cadre d'une acquisition.....	(60,5)	(60,3)	(80,7)
Coûts de développement capitalisés .....	(8,9)	(8,3)	(12,7)
Autres revenus différés.....	(11,0)	(10,0)	(9,3)
Emprunts convertibles et autres instruments financiers .....	(24,7)	(0,2)	0,8
Autres .....	3,7	(1,7)	(5,9)
<b>Total impôts différés actifs (passifs) nets des impôts différés passifs (actifs) sur différences temporelles.....</b>	<b><u>(50,1)</u></b>	<b><u>(56,6)</u></b>	<b><u>(62,2)</u></b>
Reports fiscaux déficitaires activés .....	110,5	75,3	15,8
<b>Total impôts différés actifs (passifs) nets des impôts différés passifs (actifs) .....</b>	<b><u>60,4</u></b>	<b><u>18,7</u></b>	<b><u>(46,4)</u></b>

Au 31 décembre 2011, les impôts différés actifs (passifs) par groupe fiscal se présentent de la façon suivante :

	<u>France</u>	<u>Pays-Bas</u>	<u>Norvège</u>	<u>Etats-Unis</u>	<u>Autre</u>	<u>Total</u>
Impôts différés actifs nets (passifs) sur différences temporelles .....	(38,2)	39,5	1,8	(57,4)	4,2	(50,1)
Impôts différés actifs sur report déficitaires activés .....	90,7	—	6,4	—	13,4	110,5
<b>Total impôts différés actifs (passifs).....</b>	<b>52,5</b>	<b>39,5</b>	<b>8,2</b>	<b>(57,4)</b>	<b>17,6</b>	<b>60,4</b>

Les impôts différés reconnus sur les déficits fiscaux sont indéfiniment recouvrables.

### Contrôles fiscaux et litiges

#### *France*

Le contrôle fiscal de la société CGGVeritas SA par l'Administration Fiscale Française portant sur les exercices 2008 et 2009 a été terminé sans aucune incidence significative.

#### *Etats-Unis*

Un contrôle fiscal de Sercel (US) Inc. portant sur les exercices 2007 et 2008 s'est achevé sans redressement significatif. Un contrôle fiscal de Sercel (US) Inc. portant sur 2010 a débuté. Aucun redressement matériel n'est attendu.

Le contrôle fiscal de la société CGGVeritas Services Holding (US) Inc. portant sur l'exercice 2007 a été étendu aux exercices 2008 et 2009. La vérification a été conclue sur place et le Groupe est en attente d'un éventuel avis de redressement. Aucune conséquence financière n'est attendue.

Le redressement proposé dans le cadre du contrôle fiscal de CGG Americas portant sur les exercices 2006 et 2007 est contesté par le Groupe. Il n'est pas attendu de conséquences significatives. Une audience est prévue au premier trimestre 2012.

CCGVeritas Services Holding (US) Inc. a reçu un avis de redressement d'un montant de 3,5 millions de dollars US au titre de la taxe de l'état du Texas concernant les exercices 2007 et 2008. Le Groupe contestera cette position devant la Cour Civile et n'attend aucun impact significatif.

#### *Brésil*

La municipalité de Rio (Brésil) a réclamé 46 millions d'euros (103 millions de réaux brésiliens) à Veritas do Brazil et 28 millions d'euros (63 millions de réaux brésiliens) à CGGVeritas do Brazil au titre de la taxe sur les services (ISS) pour les années 2001 à 2008, ce que le Groupe a contesté.

En août 2011, la Cour Civile a donné raison à Veritas do Brazil. En novembre 2011, la Cour Administrative a annulé le redressement contre CGG do Brazil. La municipalité de Rio a fait appel des deux décisions.

#### *Moyen-Orient*

En Egypte, les nouvelles autorités fiscales ont réclamé 23 millions de dollars US d'impôts sur le chiffre d'affaires passé, sans déduction des charges encourues. Le jugement du Groupe est que cette demande est infondée et ne devrait pas avoir de conséquences significatives sur les comptes.

En Libye, les autorités fiscales réclament 6,4 millions de dollars US dont l'évaluation est toujours en cours. Une provision a été comptabilisée. Le Groupe est également dans l'attente de notifications pour les exercices 2009 et 2010.

En 2010, un contrôle fiscal en Libye pour les années 2007-2008 s'est achevé par un ajustement de 7,4 millions d'euros.

#### *Inde*

Le Groupe est en litige avec l'Administration fiscale indienne sur les règles spécifiques régissant toute activité connexe à l'exploration pétrolière (soumis à une retenue à la source de 4,2%) pour les années 2006 à 2009.

L'administration fiscale indienne a en effet modifié son interprétation en imposant une retenue à la source de 10% sans qu'aucun texte officiel n'ait été publié. L'ensemble du secteur sismique est concerné et ce dossier doit être présenté devant la Cour Suprême indienne.

En Janvier 2012, le « Dehli Income Tax Appellate Tribunal » a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGGVeritas à l'intention de faire appel de cette décision auprès du « Nainital High Court ». Le jugement du Groupe est que ce litige ne devrait pas avoir de conséquences significatives sur les comptes.

## NOTE 25 — EFFECTIFS DU GROUPE

La ventilation des effectifs du Groupe est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
Personnel statut France Services géophysiques.....	961	955	962
Personnel statut France Equipements .....	867	830	843
Personnel contrat local .....	5 370	5 479	5 695
<b>Total effectifs</b> .....	<b>7 198</b>	<b>7 264</b>	<b>7 500</b>
dont personnel terrain : .....	1 476	1 531	1 758

Le total des coûts de personnel employé s'élevait à 679,9 millions d'euros en 2011, 630,5 millions d'euros en 2010 et 605,8 millions d'euros en 2009.

## NOTE 26 — REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants (y compris le Président du Conseil d'administration pour 2011, 2010 et 2009, le Directeur Général du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 et le Directeur Général Délégué du Groupe pour 2009) est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2011	2010	2009
		(en euros)	
Avantages court terme <sup>(1)</sup> .....	7 377 611	3 759 463	4 437 927
Jetons de présence .....	730 000	640 000	640 000
Avantages postérieurs à l'emploi — retraite <sup>(2)</sup> .....	56 564	103 341	135 124
Avantages postérieurs à l'emploi — retraite complémentaire <sup>(3)</sup> .....	1 185 924	1 478 569	1 270 460
Rémunération en actions <sup>(4)</sup> .....	4 869 510	6 879 573	5 708 145

<sup>(1)</sup> Hors charges patronales.

<sup>(2)</sup> Coût des services rendus et charge d'intérêt.

<sup>(3)</sup> Coût des services rendus, charge d'intérêt et amortissement du coût des services passés du plan de retraite complémentaire mis en place fin 2004.

<sup>(4)</sup> Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options sur titres et des plans d'actions gratuites sous conditions de performance.

## NOTE 27 — TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS LIÉES

Les transactions du Groupe avec des sociétés liées se font dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché.

	2011	2010	2009
	(in millions of euros)		
Ventes de matériel géophysique à Argas.....	3,0	47,1	27,7
Location de matériel et prestations de conseil à Argas.....	10,8	8,3	46,3
Revenus d'affrètement de l'Alizé perçus de LDA.....	9,8	10,8	10,0
Ventes de matériel géophysique à Xian Sercel <sup>(1)</sup> .....	—	7,3	5,9
Revenus d'affrètement perçus de Veri Illuq Geophysical Ltd.....	—	—	16,7
Location de matériel et prestations de conseil à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic.....	12,3	—	—
<b>Produits</b> .....	<b>35,9</b>	<b>73,5</b>	<b>106,6</b>
Coûts d'affrètement et de gestion vis-à-vis de Norfield AS <sup>(1)</sup> .....	—	31,6	22,8
Location de matériel auprès d'Argas.....	6,2	17,0	14,9
Coûts d'affrètement de l'Alizé vis-à-vis de LDA.....	11,0	11,4	10,3
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS.....	12,3	8,1	—
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	3,2	—	—
Achats de prestations de services à CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS.....	6,4	—	—
Achats de prestations de services à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic.....	9,6	—	—
Achats de matériel géophysique à Tronic's.....	6,3	4,3	5,7
Achat de prestations de services à Gardline CGGV Pte Ltd.....	1,0	1,6	—
<b>Charges</b> .....	<b>56,0</b>	<b>74,0</b>	<b>53,7</b>
Créance commerciale sur Argas.....	3,1	21,0	6,8
Créance commerciale sur Norfield AS <sup>(1)</sup> .....	—	7,6	8,0
Créance commerciale sur Gardline CGGV Pte Ltd.....	—	0,8	—
Créance commerciale sur PT Elnusa-CGGVeritas Seismic.....	11,4	—	—
Créance commerciale sur Veri Illuq Geophysical Ltd.....	—	—	1,4
Créance commerciale sur Spectrum ASA.....	2,2	—	—
Créance commerciale sur LDA.....	5,5	—	—
<b>Clients et comptes rattachés</b> .....	<b>22,2</b>	<b>29,4</b>	<b>16,2</b>
Prêts accordés à Eidesvik Seismic Vessel AS.....	—	5,3	4,2
<b>Prêts et avances consenties</b> .....	<b>—</b>	<b>5,3</b>	<b>4,2</b>
Dette commerciale vis-à-vis d'Argas.....	2,3	4,8	2,5
Dette commerciale vis-à-vis de LDA.....	3,0	1,9	0,3
Dette commerciale vis-à-vis de Gardline CGGV Pte Ltd.....	1,0	1,6	—
Dette commerciale vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS.....	1,3	1,0	—
Dette commerciale vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	2,2	—	—
Dette commerciale vis-à-vis de Spectrum ASA.....	2,6	—	—
Dette commerciale vis-à-vis de PT Elnusa CGGVeritas Seismic.....	10,0	—	—
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b> .....	<b>22,4</b>	<b>9,3</b>	<b>2,8</b>
Dette de crédit-bail vis-à-vis de Norfield AS <sup>(1)</sup> .....	—	29,9	37,4
Dette de crédit-bail vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessel AS.....	9,6	9,4	—
Dette de crédit-bail vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	7,9	—	—
<b>Dettes financières</b> .....	<b>17,5</b>	<b>39,3</b>	<b>37,4</b>
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS.....	115,4	157,0	—
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS.....	133,3	120,8	371,9
Engagements des loyers futurs vis-à-vis de Norfield AS <sup>(1)</sup> .....	—	126,1	131,1
Engagements de prestations de services vis-à-vis de LDA, net.....	6,3	8,8	10,7
Engagements de prestations de services vis-à-vis de CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS.....	199,6	—	—
<b>Engagements hors-bilan</b> .....	<b>454,6</b>	<b>412,7</b>	<b>513,7</b>

<sup>(1)</sup> Cybernetix était consolidée par mise en équivalence jusqu'en novembre 2011, Norfield AS jusqu'en janvier 2011 et Xian Sercel jusqu'en novembre 2010 (voir note 2).

Louis Dreyfus Armateurs (« LDA ») fournit des services de gestion de flotte marine au Groupe. Par ailleurs, LDA est, avec CGGVeritas, actionnaire de Geomar, qui détient elle-même le navire sismique Alizé. Geomar fournit des services d'affrètement de navire à LDA.

Argas, Eidesvik Seismic Vessel AS, Oceanic Seismic Sessel AS, Gardline CGGV Pte Ltd, Spectrum ASA, CGGVeritas Eidesvik Ship Management AS, Veri Illuq Geophysical Ltd. et PT Elnusa-CGGVeritas Seismic sont des sociétés mises en équivalence. Le Groupe détient une participation financière de 16% dans Tronic's.

Le Groupe n'a pas constaté de dépréciation pour créance douteuse en lien avec les parties liées.

Les principaux dirigeants regroupent le Directeur Général, le Conseil d'Administration et les mandataires sociaux.

#### *Indemnité contractuelle en cas de cessation de mandat social*

Les avantages consentis à M. Malcor en cas de cessation de son mandat social ont été approuvés par le Conseil d'administration du 24 février 2011 et ratifiés par l'assemblée générale mixte du 4 mai 2011, selon la procédure fixée par l'article L.225-42-1 du Code de commerce. M. Malcor ne bénéficie d'une indemnité contractuelle de rupture qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie.

#### **NOTE 28 — INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRESORERIE**

La ligne « Amortissements et dépréciations des études multi-clients » comprend une dépréciation exceptionnelle d'un montant de 70,4 millions d'euros en 2010 et 63,8 millions d'euros en 2009 (voir note 10).

La ligne « Amortissements et dépréciations » incluait en 2009 la dépréciation des écarts d'acquisition pour 217,6 millions d'euros.

Les acquisitions en 2011 comprennent 3,6 millions d'euros d'obligations convertibles dans Spectrum ASA, 3,4 millions d'euros d'obligations convertibles dans Oceanic Seismic Vessel AS et 0,6 millions d'euros d'investissement dans Petrodata Consulting LLC.

Les acquisitions de titres en 2010 correspondaient à un investissement de 1,2 millions d'euros dans Gardline CGGV Pte. Ltd diminué de 0,7 millions d'euros de trésorerie Xian Sercel acquise. Les acquisitions de titres consolidés en 2009 correspondaient principalement à l'acquisition des 30,1% de Wavefield non détenus au 31 décembre 2008 pour 62,1 millions d'euros, à la prise de participation à hauteur de 49% dans Eidesvik Seismic Vessel AS pour 17,1 millions d'euros, et à l'acquisition de 37% complémentaires de titres Multifield pour 2,9 millions d'euros.

En 2011, la ligne "Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles" correspond principalement à la cession de notre bibliothèque multi-clients 2D à Spectrum ASA, payée en numéraire.

En 2011, la ligne "Plus ou moins-values sur immobilisations financières" correspond à la cession de 33% de nos investissements dans Cybernetix. En 2010, elle correspondait principalement à la cession de 12% de nos investissements dans Cybernetix et la cession de nos actions dans Offshore Hydrocarbon Mapping.

Les « Charges d'intérêt payées » en 2011, 2010 et 2009 comprennent principalement les charges et intérêts relatifs à la facilité de Crédit Senior « Term Loan B », et aux obligations à haut rendement (voir note 13).

La ligne « Impact du change sur les actifs et les passifs financiers » correspond notamment à l'élimination du gain ou de la perte latent de change sur la dette financière brute en dollars portée par les filiales dont la monnaie de reporting est l'euro.

Les opérations de financement et d'investissement sans effet sur la trésorerie et non repris dans le tableau de flux de trésorerie sont les suivantes :

	<u>Au 31 décembre</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en millions d'euros)		
Equipement acquis en crédit-bail .....	20,7	87,6	22,2

La trésorerie est composée comme suit :

	<u>Au 31 décembre</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en millions d'euros)		
Disponibilités et dépôts bancaires .....	333,8	273,9	382,5
Valeurs mobilières de placement.....	<u>76,9</u>	<u>62,0</u>	<u>97,8</u>
<b>Total Trésorerie et équivalents de trésorerie .....</b>	<b><u>410,7</u></b>	<b><u>335,9</u></b>	<b><u>480,3</u></b>

La trésorerie comprend des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non disponibles pour le Groupe à hauteur de 51,2 millions d'euros. Cette trésorerie correspond aux soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie détenus par des filiales implantées dans des pays où le contrôle des changes ou des contraintes légales, ne permettent pas de rendre disponibles ces montants de trésorerie pour une utilisation par le Groupe ou une autre de ses filiales.

## NOTE 29 — RESULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant reprend les chiffres utilisés dans le calcul du résultat net par action de base et dilué :

	<u>Année</u>		
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en millions d'euros, excepté les données par action)		
<b>Résultat net consolidé</b>			
Résultat net — part du Groupe <sup>(a)</sup> .....	(19,0)	(54,6)	(264,3)
Déduction faite des dépenses liées aux obligations convertibles, nettes d'impôt.....	13,5	—	—
Résultat net — part du Groupe ajusté <sup>(b)</sup> .....	(5,5)	(54,6)	(264,3)
<b>Effet Dilutif</b>			
Actions ordinaires en circulation en début d'année <sup>(c)</sup> .....	151 506 109	151 146 594	150 617 709
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises durant l'année <sup>(d)</sup> .....	<u>265 831</u>	<u>195 935</u>	<u>246 767</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation <sup>(e)-(c)+(d)</sup> .....	<u>151 771 940</u>	<u>151 342 529</u>	<u>150 864 476</u>
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2002.....	—	—	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2003.....	—	(2)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2006.....	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2007.....	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2008.....	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2009.....	(2)	(2)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2010.....	(2)	(2)	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2011.....	(1)	(2)	—
Nombre total d'actions potentielles liées aux plans d'options.....	—	—	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2009.....	(2)	(2)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2010.....	(2)	(2)	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2011.....	(2)	(2)	—
Nombre total d'actions potentielles liées aux plans d'attribution d'actions gratuites.....	—	—	—
Nombre d'actions potentielles liées aux obligations convertibles .....	—	—	—
Nombre moyen ajusté d'actions potentielles liées aux instruments financiers ayant un effet dilutif <sup>(f)</sup> .....	151 771 940	151 342 529	150 864 476
<b>Résultat net par action</b>			
Base <sup>(a)/(e)</sup> .....	<b>(0,13)</b>	<b>(0,36)</b>	<b>(1,75)</b>
Dilué <sup>(b)/(f)</sup> .....	<b>(0,13)</b>	<b>(0,36)</b>	<b>(1,75)</b>

<sup>(1)</sup> Le prix d'exercice de ces options étant plus élevé que le cours moyen de l'action, il est considéré qu'aucune action potentielle liée à ce plan n'aurait été émise sur l'exercice.

<sup>(2)</sup> Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites et d'obligations convertibles ont un effet relutif (augmentation du bénéfice par action), par conséquent les actions potentielles

liées à ces plans n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

### NOTE 30 — EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

#### *Litige Sercel – ION*

Le 17 février 2012, la Cour Fédérale Américaine a validé le jugement de la Cour du Texas du 16 février 2011 quant au litige entre Sercel et Ion Geophysical (« ION ») portant sur le brevet US N°5 852 242.

Une provision d'un montant de 9,2 millions d'euros (12,8 millions de dollars US) a été comptabilisée dans les comptes du quatrième trimestre 2011 du Groupe au titre des 10,7 millions de dollars US et intérêts relatif dû à ION. Les parties prenantes retourneront devant les tribunaux pour déterminer le montant des dommages supplémentaires relatifs aux ventes de systèmes SeaRay fabriqués à Houston.

#### *Sercel – Acquisition de GRC*

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 67 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

#### *Litige fiscal indien*

En Janvier 2012, le « Delhi Income Tax Appellate Tribunal » a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGGVeritas a l'intention de faire appel de cette décision auprès du « Nainital High Court ». Le jugement du Groupe est que ce litige ne devrait pas avoir de conséquences significatives sur les comptes.

### NOTE 31 — LISTE DES PRINCIPALES FILIALES CONSOLIDEES AU 31/12/2011

Les filiales sont consolidées par intégration globales à partir de leur date d'acquisition lors de la prise de contrôle par le Groupe.

Certaines sociétés mises en sommeil ou non significatives n'ont pas été listées.

Le pourcentage d'intérêt correspond généralement au pourcentage de contrôle dans la société.

Numéro Siren <sup>(a)</sup>	Sociétés intégrées globalement	Siège	% d'intérêt
	CGGVeritas Services Holding B.V .....	Amsterdam, Pays Bas	100,0
	CGGVeritas Marine B.V. ....	Amsterdam, Pays Bas	100,0
	CGGVeritas Services Holding (Latin America) B.V.....	Amsterdam, Pays Bas	100,0
403 256 944	CGGVeritas Services SA.....	Massy, France	100,0
410 072 110	CGG Explo SARL .....	Massy, France	100,0
413 926 320	Geomar SAS <sup>(1)</sup> .....	Paris, France	49,0
	CGGVeritas International SA.....	Genève, Suisse	100,0
	Wavefield Inseis AS .....	Oslo, Norvège	100,0
	CGG Marine Resources Norge AS.....	Oslo, Norvège	100,0
	Multifield Geophysics AS .....	Bergen, Norvège	100,0
	CGGVeritas Services (Norway) AS .....	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Vessel Resources AS .....	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Investment Resources II AS.....	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Vessel Resources II AS.....	Bergen, Norvège	100,0
	CGGVeritas Services (UK) Ltd.....	Crawley, Royaume Uni	100,0
	Veritas DGC Limited.....	Crawley, Royaume Uni	100,0
	Veritas Geophysical Limited .....	Crawley, Royaume Uni	100,0
	Geoexplo.....	Almaty, Kazakhstan	100,0



	Veritas Caspian LLP .....	Almaty, Kazakhstan	50,0
	CGG do Brasil Participações Ltda. ....	Rio do Janeiro, Brésil	100,0
	Veritas do Brasil Ltda. ....	Rio do Janeiro, Brésil	100,0
	CGGVeritas Services de Mexico SA de CV .....	Mexico City, Mexique	100,0
	Exgeo CA .....	Caracas, Venezuela	100,0
	CGGVeritas Services Holding (U.S.) Inc. ....	Delaware, Etats Unis	100,0
	CGGVeritas Services (U.S.) Inc. ....	Delaware, Etats Unis	100,0
	CGGVeritas Land (U.S.) Inc. ....	Delaware, Etats Unis	100,0
	Alitheia Resources Inc. ....	Delaware, Etats Unis	100,0
	Veritas Investments Inc. ....	Delaware, Etats Unis	100,0
	Viking Maritime Inc. ....	Delaware, Etats Unis	100,0
	CGG Canada Services Ltd. ....	Calgary, Canada	100,0
	CGGVeritas Services (Canada) Inc. ....	Alberta, Canada	100,0
	Veritas Geophysical (Canada) Corporation .....	Nova Scotia, Canada	100,0
	Hampson Russel Ltd. ....	Alberta, Canada	100,0
	Veritas MacKenzie Delta Ltd. ....	Alberta, Canada	100,0
	CGGVeritas Services (Canada) Partnership .....	Nova Scotia, Canada	100,0
	Veritas Geophysical III .....	Iles Cayman	100,0
	Veritas Geophysical IV .....	Iles Cayman	100,0
	CGGVeritas Services (Australia) Pty Ltd. ....	Perth, Australie	100,0
	CGGVeritas Services (Singapore) Pte Ltd. ....	Singapour	100,0
	CGGVeritas Services (Malaysia) Sdn. Bhd .....	Kuala Lumpur, Malaisie	100,0
	PT CGG Indonesia <sup>(1)</sup> .....	Djakarta, Indonésie	95,0
	PT CGGVeritas Services Indonesia <sup>(1)</sup> .....	Djakarta, Indonésie	95,0
	CGGVeritas Services India Private Ltd. ....	New Delhi, Inde	100,0
	CGGVeritas Technology Services (Beijing) Co. Ltd. ....	Beijing, Chine	100,0
	Ardiseis FZCO .....	Dubai, Émirats Arabes Unis	51,0
	CGGVeritas Services (B) Sdn. Bhd. ....	Brunei	100,0
	Veritas Geophysical (Nigeria) Limited .....	Lagos, Nigeria	100,0
	CGG (Nigeria) Ltd. ....	Lagos, Nigeria	100,0
866 800 154	Sercel Holding SA .....	Carquefou, France	100,0
378 040 497	Sercel SA .....	Carquefou, France	100,0
	Sercel England Ltd. ....	Somercotes, Royaume Uni	100,0
	Quest Geo Solutions Limited .....	Hampshire, Royaume Uni	100,0
	Optoplan AS .....	Trondheim, Norvège	100,0
	Seismic Support Services .....	Moscou, Russie	100,0
	Petrodata Consulting LLC .....	Moscou, Russie	100,0
	CGG Vostok .....	Moscou, Russie	100,0
	Sercel Inc .....	Tulsa, Etats-Unis	100,0
	Sercel Canada Ltd. ....	Calgary, Canada	100,0
	Sercel Australia .....	Sydney, Australie	100,0
	Hebei Sercel-JunFeng Geophysical Prospecting Equipment Co. Ltd. <sup>(1)</sup> .....	Hebei, Chine	51,0
	Xian Sercel Petroleum Exploration Instrument Co. Ltd <sup>(1)</sup> .....	Xian, Chine	51,0
	Sercel Beijing Technology .....	Beijing, Chine	100,0
	Sercel Singapore Pte Ltd. ....	Singapour	100,0

<sup>(a)</sup> le numéro SIREN est un numéro d'identification individuelle des sociétés sous la Loi française.

<sup>(1)</sup> le pourcentage de contrôle dans ses entités est de 100%.

## NOTE 32 — INFORMATION CONSOLIDÉE CONDENSÉE RELATIVE À CERTAINES FILIALES

Au 31 décembre 2011, l'obligation de rembourser nos emprunts obligataires à haut rendement est garantie par certaines filiales du Groupe : CGG Canada Services Ltd, CGG Marine Resources Norge A/S, CGGVeritas Services Holding (U.S.) Inc., Alitheia Resources Inc, CGGVeritas Land (US) Inc, CGGVeritas Services (US) Inc, Veritas Geophysical (Mexico) LLC, Veritas Investments Inc., Viking Maritime Inc., CGGVeritas Marine

BV, CGGVeritas Services Holding BV au titre des « Garants Services », et Sercel Inc., Sercel Australia Pty Ltd et Sercel Canada Ltd au titre des « Garants Equipements ».

Le tableau suivant présente l'information financière consolidée condensée en IFRS au 31 décembre 2011 pour la société (« CGGVeritas »), pour les Garants, les Non-Garants et les Ajustements de consolidation pour arriver au Groupe CGGVeritas consolidé.

<b>IFRS</b>	<b>CGG Veritas</b>	<b>Garants Services</b>	<b>Garants Equipements</b>	<b>Non Garants</b>	<b>Ajustements de Consolidation</b>	<b>Groupe Consolidé</b>
	(en millions d'euros)					
Ecarts d'acquisition des entités consolidées .....	—	1 913,9	54,5	109,2	—	2 077,6
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi client) .....	19,1	376,1	2,4	355,5	(84,5)	668,6
Immobilisations corporelles .....	86,4	456,3	37,8	488,0	(154,6)	913,9
Participations dans les entités consolidées .....	3 556,7	1 137,3	4,1	181,1	(4 879,2)	—
Autres actifs non courants .....	920,9	106,4	3,3	78,3	(843,7)	265,2
Actifs courants.....	<u>382,9</u>	<u>507,3</u>	<u>138,3</u>	<u>2 093,7</u>	<u>(1 491,6)</u>	<u>1 630,6</u>
<b>Total actif</b> .....	<b><u>4 966,0</u></b>	<b><u>4 497,3</u></b>	<b><u>240,4</u></b>	<b><u>3 305,8</u></b>	<b><u>(7 453,6)</u></b>	<b><u>5 555,9</u></b>
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme) .....	1 406,6	845,8	0,6	190,2	(942,2)	1 501,0
Autres passifs non courants (hors dette financière).....	19,9	73,1	13,9	121,5	(21,9)	206,5
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière).....	533,1	426,5	40,6	1 252,8	(1 411,0)	842,0
<b>Total passif (hors capitaux propres)</b> .....	<b><u>1 959,6</u></b>	<b><u>1 345,4</u></b>	<b><u>55,1</u></b>	<b><u>1 564,5</u></b>	<b><u>(2 375,1)</u></b>	<b><u>2 549,5</u></b>
<b>Capitaux propres</b> .....	<b><u>3 006,4</u></b>	<b><u>3 151,9</u></b>	<b><u>185,3</u></b>	<b><u>1 741,3</u></b>	<b><u>(5 078,5)</u></b>	<b><u>3 006,4</u></b>
Chiffre d'affaires .....	10,5	558,7	373,9	2 454,5	(1 129,9)	2 267,7
Amortissements et dépréciations .....	3,5	280,6	12,4	187,6	(35,9)	448,2
Produit (perte) d'exploitation .....	<u>(26,1)</u>	<u>89,6</u>	<u>107,3</u>	<u>418,8</u>	<u>(441,7)</u>	<u>147,9</u>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	606,8	(111,0)	—	0,3	(496,1)	—
<b>Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé</b> .....	<b><u>(9,2)</u></b>	<b><u>183,5</u></b>	<b><u>73,1</u></b>	<b><u>543,2</u></b>	<b><u>(799,8)</u></b>	<b><u>(9,2)</u></b>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation...	735,5	375,7	78,0	(15,8)	(592,0)	581,4
Flux de trésorerie affectés aux investissements.	(358,3)	(312,6)	(5,0)	42,9	316,5	(402,3)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement .....	<u>(325,1)</u>	<u>(5,8)</u>	<u>(82,8)</u>	<u>33,9</u>	<u>264,5</u>	<u>(115,3)</u>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie.....					11,0	11,0
<b>Trésorerie à l'ouverture</b> .....	<b><u>211,3</u></b>	<b><u>11,9</u></b>	<b><u>16,2</u></b>	<b><u>96,5</u></b>	<b><u>—</u></b>	<b><u>335,9</u></b>
<b>Trésorerie à la clôture</b> .....	<b><u>263,4</u></b>	<b><u>69,2</u></b>	<b><u>6,4</u></b>	<b><u>71,7</u></b>	<b><u>—</u></b>	<b><u>410,7</u></b>

Les tableaux suivants présentent l'information financière consolidée condensée en IFRS pour les périodes 2010 et 2009.

<b>31 décembre 2010</b>	<b>CGG Veritas</b>	<b>Garants Services</b>	<b>Garants Equipements</b>	<b>Non Garants</b>	<b>Ajustements de Consolidation</b>	<b>Groupe Consolidé</b>
	(en millions d'euros)					
Ecarts d'acquisition des entités consolidées .....	—	1 838,0	52,9	121,1	—	2 012,0
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi client) .....	8,2	389,6	3,4	363,6	(43,4)	721,4
Immobilisations corporelles .....	85,5	388,6	44,5	370,4	(107,3)	781,7
Participations dans les entités consolidées .....	2 936,0	1 016,7	4,1	201,3	(4 158,1)	—
Autres actifs non courants .....	940,1	263,3	3,3	104,6	(1 076,0)	235,3
Actifs courants.....	<u>251,7</u>	<u>981,2</u>	<u>241,9</u>	<u>1 853,2</u>	<u>(1 754,0)</u>	<u>1 574,0</u>
<b>Total actif</b> .....	<b><u>4 221,5</u></b>	<b><u>4 877,4</u></b>	<b><u>350,1</u></b>	<b><u>3 014,2</u></b>	<b><u>(7 138,8)</u></b>	<b><u>5 324,4</u></b>
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme) .....	1 024,9	1 468,7	0,8	146,4	(1 155,2)	1 485,6
Autres passifs non courants (hors dette financière).....	19,0	152,5	15,4	108,4	(56,3)	239,0
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière).....	307,7	597,6	53,0	1 477,1	(1 705,5)	729,9
<b>Total passif (hors capitaux propres)</b> .....	<b><u>1 351,6</u></b>	<b><u>2 218,8</u></b>	<b><u>69,2</u></b>	<b><u>1 731,9</u></b>	<b><u>(2 917,0)</u></b>	<b><u>2 454,5</u></b>
<b>Capitaux propres</b> .....	<b><u>2 869,9</u></b>	<b><u>2 658,6</u></b>	<b><u>280,9</u></b>	<b><u>1 282,3</u></b>	<b><u>4 221,8</u></b>	<b><u>2 869,9</u></b>
Chiffre d'affaires .....	9,6	594,2	389,2	2 309,9	(1 116,8)	2 186,1
Amortissements et dépréciations .....	2,0	331,1	11,4	198,1	(28,4)	514,2
Produit (perte) d'exploitation .....	<u>4,1</u>	<u>57,3</u>	<u>101,2</u>	<u>(50,4)</u>	<u>(45,0)</u>	<u>67,2</u>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	<u>(274,4)</u>	<u>8,6</u>	<u>—</u>	<u>69,0</u>	<u>196,8</u>	<u>—</u>

<b>Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>(44,0)</b>	<b>713,0</b>	<b>74,8</b>	<b>(57,9)</b>	<b>(729,9)</b>	<b>(44,0)</b>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation...	265,8	55,4	106,8	686,8	(664,8)	450,0
Flux de trésorerie affectés aux investissements.	(202,2)	(289,0)	(15,5)	(140,0)	228,1	(418,6)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement .....	(144,1)	216,1	(87,3)	(597,2)	404,7	(207,8)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie .....					32,0	32,0
<b>Trésorerie à l'ouverture</b> .....	<b>291,8</b>	<b>29,4</b>	<b>12,2</b>	<b>146,9</b>	<b>=</b>	<b>480,3</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b> .....	<b>211,3</b>	<b>11,9</b>	<b>16,2</b>	<b>96,5</b>	<b>=</b>	<b>335,9</b>

<u>31 décembre 2009</u>	<u>CGG Veritas</u>	<u>Garants Services</u>	<u>Garants Equipements</u>	<u>Non Garants</u>	<u>Ajustements de Consolidation</u>	<u>Groupe Consolidé</u>
			(en millions d'euros)			
Ecarts d'acquisition des entités consolidées .....	—	1 705,5	48,0	114,6	—	1 868,1
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi client) .....	0,4	429,9	3,6	343,5	(48,5)	728,9
Immobilisations corporelles .....	3,1	369,7	36,5	318,8	(50,4)	677,7
Participations dans les entités consolidées .....	2 644,0	662,1	0,4	197,5	(3 504,0)	—
Autres actifs non courants .....	559,2	23,9	—	153,3	(527,2)	209,2
Actifs courants .....	873,7	513,3	220,0	1 626,4	(1 796,1)	1 437,3
<b>Total actif</b> .....	<b>4 080,4</b>	<b>3 704,4</b>	<b>308,5</b>	<b>2 754,1</b>	<b>(5 926,2)</b>	<b>4 921,2</b>
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme) .....	915,5	912,6	1,0	174,6	(604,7)	1 399,0
Autres passifs non courants (hors dette financière) .....	—	140,2	7,7	113,6	(4,3)	257,2
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière) .....	463,4	758,9	40,4	1 037,8	(1 737,0)	563,5
<b>Total passif (hors capitaux propres)</b> .....	<b>1 378,9</b>	<b>1 811,7</b>	<b>49,1</b>	<b>1 326,0</b>	<b>(2 346,0)</b>	<b>2 219,7</b>
<b>Capitaux propres</b> .....	<b>2 701,5</b>	<b>1 892,7</b>	<b>259,4</b>	<b>1 428,1</b>	<b>(3 580,2)</b>	<b>2 701,5</b>
Chiffre d'affaires .....	11,7	376,7	232,2	2 263,3	(650,7)	2 233,2
Amortissements et dépréciations .....	1,2	326,9	8,6	496,6	(21,0)	812,3
Produit (perte) d'exploitation .....	9,9	68,2	33,9	81,5	(354,1)	(160,6)
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	(268,8)	(153,1)	=	28,0	393,9	=
<b>Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>(258,9)</b>	<b>(13,2)</b>	<b>26,9</b>	<b>121,1</b>	<b>(134,8)</b>	<b>(258,9)</b>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation...	1,8	516,3	32,1	102,9	(36,3)	616,8
Flux de trésorerie affectés aux investissements.	(189,3)	(431,1)	(11,9)	(2,3)	154,9	(479,7)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement .....	246,6	(120,2)	(24,3)	(157,2)	(111,9)	(167,0)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie .....	=	=	=	=	(6,7)	(6,7)
<b>Trésorerie à l'ouverture</b> .....	<b>232,7</b>	<b>64,4</b>	<b>16,3</b>	<b>203,5</b>	<b>=</b>	<b>516,9</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b> .....	<b>291,8</b>	<b>29,4</b>	<b>12,2</b>	<b>146,9</b>	<b>=</b>	<b>480,3</b>

## NOTE 33 — HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau suivant présente les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe en 2011, 2010 et 2009.

<u>En milliers d'euros</u>	<u>Mazars</u> <u>2011</u>		<u>Ernst &amp;</u> <u>Young Audit</u> <u>2011</u>		<u>Total</u> <u>2011</u>		<u>Total</u> <u>2010</u>		<u>Total</u> <u>2009</u>	
	<u>Montant</u>	<u>%</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>
<b>Audit :</b>										
• Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés: .....										
— CGGVeritas.....	632		992		1 624		1 222		1 309	
— Filiales consolidées.....	1 353		2 295		3 648		3 815		3 577	
<b>Total .....</b>	<b>1 985</b>	<b>82%</b>	<b>3 287</b>	<b>82%</b>	<b>5 272</b>	<b>82%</b>	<b>5 037</b>	<b>89%</b>	<b>4 886</b>	<b>83%</b>
• Missions accessoires :										
— CGGVeritas.....	397	16%	620	15%	1 017	16%	—		350	
— Filiales consolidées.....	—		—		—		465		340	
<b>Total .....</b>	<b>397</b>	<b>16%</b>	<b>620</b>	<b>15%</b>	<b>1 017</b>	<b>16%</b>	<b>465</b>	<b>8%</b>	<b>690</b>	<b>12%</b>
<b>Total audit .....</b>	<b>2 382</b>	<b>98%</b>	<b>3 907</b>	<b>97%</b>	<b>6 289</b>	<b>98%</b>	<b>5 502</b>	<b>97%</b>	<b>5 576</b>	<b>95%</b>
<b>Autres prestations :</b>										
• Juridique, Fiscal, Social .....	47	2%	116	3%	163	2%	168	3%	296	5%
• Technologie de L'information .....	—		—		—		—		—	
• Audit interne .....	—		—		—		—		—	
• Autre .....	—		—		—		—		—	
<b>Total autres prestations .....</b>	<b>47</b>	<b>2%</b>	<b>116</b>	<b>3%</b>	<b>163</b>	<b>2%</b>	<b>168</b>	<b>3%</b>	<b>296</b>	<b>5%</b>
<b>Total .....</b>	<b>2 429</b>	<b>100%</b>	<b>4 023</b>	<b>100%</b>	<b>6 452</b>	<b>100%</b>	<b>5 670</b>	<b>100%</b>	<b>5 872</b>	<b>100%</b>